

Série 1. **FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON** N° 1190.

DU RISQUE PROFESSIONNEL
DANS
LES MALADIES ET ACCIDENTS
DU TRAVAIL

AU POINT DE VUE DE L'HYGIÈNE GÉNÉRALE

ET DE LA MÉDECINE JUDICIAIRE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le Mercredi 25 Mars 1896

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

André MONGIN

né à Château-Chinon (Nièvre), le 15 Janvier 1868



LYON

IMPRIMERIE DE A.-H. STORCK

78, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 78

—
1896

DU RISQUE PROFESSIONNEL
DANS
LES MALADIES ET ACCIDENTS
DU TRAVAIL

AUX POINTS DE VUE DE L'HYGIÈNE GÉNÉRALE

ET DE LA MÉDECINE JUDICIAIRE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le Mercredi 25 Mars 1896

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

André MONGIN

né à Château-Chinon (Nièvre), le 15 Janvier 1868



LYON

IMPRIMERIE DE A.-H. STORCK

78, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 78

—
1896

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET. DOYEN.
LÉPINE. ASSESSEUR.

Professeurs honoraires

MM. DESGRANGES, PAULET, BOUCHACOURT, CHAUVEAU, BERNE

Professeurs

Cliniques médicales.	{	MM. LÉPINE.
Cliniques chirurgicales		BONDET.
Clinique obstétricale et Accouchements	{	OLLIER.
Clinique ophthalmologique		PONCET.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques		FOCHIER.
Clinique des maladies mentales		GAYET.
Physique médicale		GAILLETON.
Chimie médicale et pharmaceutique.		PIERRET.
Chimie organique et Toxicologie.		MONOYER.
Matière médicale et Botanique.		HUGOUNENQ.
Zoologie et Anatomie comparée		CAZENEUVE.
Anatomie.		FLORENCE.
Anatomie générale et Histologie		LORTET.
Physiologie		TESTUT.
Pathologie interne		RENAUT.
Pathologie externe		MORAT.
Pathologie et Thérapeutique générales.		TEISSIER.
Anatomie pathologique		AUGAGNEUR.
Médecine opératoire		MAYET.
Médecine expérimentale et comparée		TRIPIER.
Médecine légale		POLLOSSON (Maurice).
Hygiène		ARLOING.
Thérapeutique.		LACASSAGNE.
Pharmacie		BARD.
		SOULIER.
		CROLAS.

Professeur adjoint

Clinique des Maladies des Femmes M. LAROYENNE.

Chargés de cours complémentaires

Clinique des maladies des Enfants	MM. WEILL.	agréé
Accouchements	POLLOSSON (Aug.),	—
Botanique	BEAUVISAGE,	—

Agrégés

MM. BEAUVISAGE	MM. POLLOSSON (A.)	MM. BOYER	MM. BARRAL
CONDAMIN	ROCHET	CURTILLET	MOREAU
COURMONT	ROLLET	VALLAS	CAUSSE, chargé
DEVIC	ROQUE	SIRAUD	des fonctions
DIDELOT	ROUX	DURAND	d'agréé.
GANGOLPHE	COLLET	DOYON	

M. ETIEVANT, Secrétaire,

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. LACASSAGNE, Président; M. BARD, Assesseur; MM. ROLLET et BOYER, Agrégés.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises, dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

AVANT-PROPOS

*Le milieu économique, facteur pathologique. —
Légitimité de l'intervention des sciences médicales
dans les questions sociales.*

Tout le monde connaît, au moins en gros, la théorie de la sélection de Darwin et cette expression *lutte pour l'existence* est devenue banale par l'usage qu'on en fait à tout propos.

Rien n'arrive au sein des sociétés humaines, il ne s'y produit aucun des événements déplorables auxquels nous sommes obligés de prendre part sans que l'on ne prononce en guise d'explication cette formule fatidique : *lutte pour l'existence*.

Formule universelle, suffisante à expliquer en gros et en détail tous les faits économiques les plus obscurs. Avec une philosophie passive née du fatalisme ou de la résignation, on admet que cet état de lutte est nécessaire, que la vie ne va pas sans une certaine somme de douleur, contre laquelle les efforts de l'esprit humain et la médecine en particulier sont impuissants. Il y aurait là une

nécessité inéluctable inhérente à l'état de vie en société et au milieu naturel où l'homme doit vivre.

Si l'on admet une pareille maxime, comment rendre compte de l'existence des sociétés ? Sans doute on exposait que les animaux à rester isolés couraient les plus grands risques, soit de mourir de faim, soit d'être la proie de leurs ennemis, tandis que la vie en société procurait plus de sécurité et de facilité pour l'existence ; de cette comparaison très simple et purement expérimentale sont nées les sociétés animales ou humaines.

Mais si la vie en société n'a d'autre but que de fournir des armes à chaque individu pour livrer bataille contre des espèces différentes, comment peut-on soutenir qu'entre les membres du même groupe naturel ou société, il doit y avoir toujours une guerre implacable parce que le veut ainsi la loi naturelle. La contradiction est flagrante, ce qui n'empêche pas bien des gens d'y tomber.

Une société n'a de raison d'être qu'en vue du succès des individus qui la composent, et l'on irait ériger en dogme scientifique que ces mêmes individus n'échappent pas à une mystérieuse nécessité de s'affaiblir mutuellement, de se détruire les uns les autres en des luttes fatales ! Que ce soit là un fait observé, c'est juste, mais dire qu'il est nécessaire, c'est injurieux pour l'esprit humain, c'est vouloir éterniser son asservissement à une puissance occulte.

Le mystérieux n'est pas compatible avec l'activité humaine, chassé de plus en plus de la nature par les découvertes des savants, il rentre par la porte des faits économiques, plus complexes encore que les phénomènes naturels, en grande partie expliqués et régis par l'homme.

Mais bien que le milieu économique soit artificiellement créé par l'homme, ses lois lui échappent généralement, en tout cas le dominant et restent en dehors de ses moyens d'action parce qu'individuels.

De sorte que pour l'individu isolé, qu'il soit victime des influences atmosphériques, foudre, inondations, tremblements de terre, ou des influences économiques, chômage, famine, maladie, le résultat est le même au point de vue de la souffrance. Personne ne nie le droit de se soustraire le plus possible aux souffrances qu'engendre le milieu cosmique. Pourquoi alors dire qu'il faille accepter comme nécessaires celles qui émanent du milieu artificiel créé par nous et dont le propre est de varier d'un point à l'autre du temps et de l'espace ?

C'est au contraire le devoir des pouvoirs publics d'atténuer les conséquences d'un état de choses trop préjudiciable au plus grand nombre non seulement par des lois d'assistance mais par des lois préventives. Certaines écoles économiques, par une aberration que l'on ne peut concevoir, protestent contre ces lois au nom de la liberté.

La liberté certes est le plus grand des biens ; mais parce qu'elle est digne d'être passionnément aimée, on doit désirer qu'elle soit le patrimoine de tous et non l'apanage de quelques-uns, qui, selon le mot de Montesquieu, « la trouvant si bonne, voudraient prendre celle d'autrui. »

La monstrueuse inégalité que les banques et l'industrie ont produite dans la répartition des richesses n'échappe à personne, pas même à ceux qui veulent la justifier par des théories d'école en la présentant comme une conséquence naturelle et nécessaire du « laissez faire » et de la libre concurrence.

Mais les gens sensés ne peuvent pas admettre qu'il y ait des maux logiques et nécessaires, ni laisser la lutte produire tous ses ravages sous prétexte qu'ainsi le veut la nature. Le monde intellectuel admet au contraire que la lutte pour la vie entre des combattants inégalement armés est un de ces maux, et le plus grand de tous, dont le résultat a été la lutte des classes.

On pense au contraire, qu'il faut s'efforcer d'en atténuer les excès par de sages limites apportées à la liberté dont l'exercice intégral est incompatible avec l'existence en société. Plus augmente la civilisation d'une société, par la division du travail et des services, plus notre dépendance mutuelle s'accroît et devient la règle universelle. Mais la dépendance réciproque implique le devoir et la garantie du secours réciproque, qui est bien différent de la charité et de la philanthropie qu'invoquent les uns ou les autres des partisans du *self-help*.

La question de l'intervention de l'Etat dans l'exercice de ce principe de solidarité nécessaire est même la seule qui divise encore les gens de bonne foi. Ce n'est plus que dans la question d'application que l'on discute. On ne répond plus aux protestations hypocrites que font au nom de la liberté et de la Révolution ceux qui veulent maintenir le plus monstrueux des privilèges, celui du monopole des richesses.

Bénéficiant d'une manière exagérée des avantages sociaux grâce auxquels ils ont pu conquérir la suprématie, ils voudraient dès lors tenir dans une dépendance et un asservissement déprimants ceux qui abordent la lutte dans des conditions d'infériorité et pour lesquels la liberté qu'ils invoquent resterait à l'état philosophique.

Les partisans du *self-help* en conviennent, leurs œuvres en témoignent, n'appellent-ils pas individuellement l'Etat pour collaborer et subventionner chacune de leurs œuvres, admirables surtout dans la région lyonnaise ? Pourquoi refuseraient-ils à l'Etat le droit de seconder et de diriger les initiatives individuelles et les œuvres locales, dont souvent le manque de cohérence rend les efforts stériles ?

A quelque parti qu'on se range, *self-help* ou intervention de l'Etat, c'est toujours aux sciences médicales qu'on vient demander la voie si l'on veut faire œuvre vraiment utile, parce que ce sont elles qui, abandonnant l'ombre de la métaphysique idéaliste pour la proie certaine de la réalité, ont par leur méthode d'observation scientifique indiqué les conditions physiologiques de la vie. Sans elles, on ne peut que marcher dans l'erreur. Leur intervention dans tout ce qui touche aux faits économiques est donc non seulement légitime mais indispensable à tout progrès social.

Pourtant cette vérité qui semble évidente comme un axiome géométrique a été tellement obscurcie par le milieu économique individualiste, père de l'individualisme scientifique, qu'il est maintenant nécessaire d'en faire la démonstration.

Pour un grand nombre de médecins, les sciences médicales doivent étudier l'homme isolé, sans se préoccuper de ses relations avec le milieu économique. Elles veulent l'abstraire d'une société dont il est une force composante comme si cette société n'avait pas imposé à ses cellules une direction et une intensité d'effort proportionnelles au service qu'elle retirait de lui.

Tout au moins n'attribuent-ils aux phénomènes purement sociaux et à leurs conséquences directes qu'une influence médiocre sur la vie organique, c'est de causes et de conditions toutes différentes qu'ils font dépendre l'état physiologique et l'état pathologique.

Entre les causes naturelles, air, eau, feu, traumatismes, microbes, qui, fatales, échappent ou à peu près à l'action de l'homme, et la vie sociale que l'homme, son auteur, peut modifier et améliorer, quel rapport y a-t-il ? Ils répondent hardiment : aucun. Ils entendent séparer d'une manière catégorique la pathologie de la sociologie. Cette dernière n'a, tout au moins, qu'un intérêt secondaire, c'est l'affaire des économistes et peut-être des députés, mais le médecin a le droit, et presque le devoir, de n'en rien connaître.

Malgré leurs dires, nous croyons qu'on ne peut étudier l'homme comme s'il vivait isolément. L'abstraire de la société dont il est un facteur, c'est aller contre la vraie méthode scientifique et contre les témoignages les plus certains de l'expérience. D'ailleurs si les partisans de cette manière de voir ont compté des hommes éminents, ils sont loin d'être aujourd'hui les plus nombreux. La masse du corps médical est, au contraire, trop aux prises avec le milieu économique pour en méconnaître l'influence. Enfin des maîtres éminents que leur compétence indiscutable met au-dessus de tout soupçon s'opposent à ce courant d'individualisme scientifique par leurs enseignements, leurs travaux et leur attitude dans l'exercice de leurs fonctions publiques.

Si la loi n'est pas encore venue sanctionner leurs requêtes, ils n'en ont pas moins provoqué un mouvement énorme dans ce sens. La question du milieu économique,

facteur pathologique, est à l'ordre du jour. Depuis la communication du professeur Finkelnburg au congrès d'hygiène de Nuremberg, elle a progressé grâce aux travaux d'Axel Key, de Brown-Séquard, de Marey, Bouchard, Pioger et enfin tout dernièrement du professeur Mosso de Turin.

La clinique n'est pas restée indifférente à un état de choses dont elle constate en dernier lieu les effets désastreux. Depuis longtemps elle a confirmé les dires des expérimentateurs et montré la part énorme qu'il faut faire à la misère physiologique que M. le professeur Teissier appelle quelque part le syndrome social.

Cet exposé nous a semblé nécessaire pour aller au-devant des objections que l'on pourrait faire à l'intervention des sciences médicales dans les faits économiques et en particulier dans la question des accidents du travail.

En ce moment, où elle semble devoir être bientôt résolue par le Sénat après quinze ans de discussions et d'études, nous avons cru utile d'appeler sur elle l'attention du corps médical.

Encore ignorant de la solution qui doit sortir d'une discussion tant de fois renouvelée, nous ne saurions avoir la prétention de rien résoudre, aussi ne pouvons-nous qu'être comme Bacon se désignait lui-même, « ainsi qu'un jalonneur placé sur la route pour montrer la voie à suivre. »

L'honneur que nous a fait M. le professeur Lacassagne en nous accordant son patronage scientifique, comme la grande bienveillance et la largeur de vues avec lesquelles il a bien voulu nous guider et nous faire bénéficier de sa haute expérience nous sont autant de preuves de l'opportunité de ce débat.

CHAPITRE PREMIER

*Les accidents du travail et le machinisme moderne.
Risque professionnel et Code civil. Projet adopté
par la Chambre.*

L'extension prise par l'industrie dans ces cinquante dernières années grâce au développement du machinisme et des moyens de transport a eu pour conséquence nécessaire d'augmenter l'insécurité du travail. Tous les jours les forces que l'ouvrier est appelé à mettre en jeu, eau, vapeur, électricité, prennent des proportions plus considérables. Si la puissance des outils employés a été centuplée dans certaines branches, le danger de leur emploi l'a été aussi ; de sorte que le nombre des accidents de force majeure, qu'on ne pouvait prévoir, de même que ceux causés par l'imprudence de l'ouvrier ou le manque de surveillance du patron deviennent de plus en plus nombreux et graves. Cette imprudence et cette négligence de l'un et de l'autre sont presque fatales, familiarisés qu'ils sont avec les mécanismes les plus périlleux ; l'habitude porte à négliger certaines précautions dont l'oubli coïncidant avec quelque circonstance fortuite provoquera les accidents les plus graves.

Placé en face de ce redoutable problème des accidents du travail dont le nombre va croissant, le législateur a un double devoir. Il doit d'abord imposer à l'industrie tout un ensemble de mesures propres à assurer la sécurité des travailleurs dans toute industrie présentant des dangers.

Puis, comme les mesures les plus complètes ne sauraient tout prévoir et que leur application stricte n'est pas toujours possible ni efficace, il doit par des lois spéciales réparer les conséquences des accidents en assurant à la victime ou à ses ayants-droit une indemnité suffisante.

La première moitié de la tâche est remplie par la loi du 14 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité du travail dans l'industrie. Cette loi très complète, se plaçant sur terrain repressif, impose des mesures préventives dont l'omission constitue un délit. De plus elle oblige le chef d'industrie à déclarer dans les quarante-huit heures au maire de la commune tout accident survenu dans son établissement, chantier ou usine. Cette déclaration jointe à un certificat médical est portée aussitôt à la connaissance de l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail qui ouvre une enquête sur les causes de l'accident et les responsabilités.

Cette dernière disposition sérieusement appliquée grâce au zèle des inspecteurs pourvus de connaissances techniques, et procédant aussitôt après l'accident avant que les traces ou les témoignages aient disparu simplifiera et facilitera beaucoup les enquêtes. Mais elle ne modifie en rien le principe même de la responsabilité. Sur ce point, le droit commun reste en vigueur et c'est justement l'application que la jurisprudence en fait qui est un danger pour les ouvriers dont les garanties n'ont pas augmenté tandis que les dangers se multiplient autour d'eux. Dans la plupart

des cas ils restent privés de toute indemnité parce que l'accident est dû à un cas fortuit ou à l'imprudence.

Les inspecteurs du travail sont chargés par la loi de dresser des statistiques très exactes de tous les accidents. On possède déjà les résultats de deux années mais par suite d'omission des déclarations des accidents de moindre importance on n'a pas encore de chiffres définitifs.

D'après M. Keller, inspecteur général des Mines de France et président de la société de statistique, on peut dès maintenant par comparaison avec l'Allemagne qui possède des statistiques complètes se baser sur les chiffres suivants :

1893	FRANCE	ALLEMAGNE
Ouvriers industriels	4.340.000	5.169,000
Accidents de tout ordre et gravité. .	152,000	182,120
Accidents mortels	3,038	3,589
Incapacités permanentes totales. . .	7,128	1,377
Incapacités permanentes partielles. .	16,578	19,740
Incapacités temporaires	132,153	157,414

Si l'on considère au point de vue de la responsabilité cent cas d'accident d'une gravité quelconque, voici les chiffres que l'on trouve dans les rapports des commissions parlementaires :

- 100 cas d'accidents ;
- 68 dus à un cas fortuit ou à des causes ignorées ;
- 20 faute ou imprudence de l'ouvrier ;
- 12 faute imputable au patron ou partagée.

De sorte que 12 pour cent seulement des cas sont visés par le code civil, et par conséquent plaidables. Quant aux 88 autres, ils ne peuvent formuler de demande en réparation puisqu'on ne peut prouver la faute du patron. On s'accorde à reconnaître que le code civil fait en 1804 ne concorde plus avec notre situation économique que l'industrie a créée. Les accidents du travail n'existaient pas, il s'agissait seulement alors d'organiser la nouvelle propriété au sortir de la crise qu'elle venait de traverser.

Voici les articles qui servent à baser la responsabilité :

Article 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Article 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence et son imprudence.

Article 1384. — On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

Mais tous ces articles s'adressaient primitivement d'une façon exclusive aux accidents arrivés au préjudice des tiers et non au préjudice des ouvriers employés dans l'usine.

Parce que, disait-on, ces articles s'appliquent aux « *seuls engagements qui se forment sans convention* » entre des hommes libres les uns envers les autres, sans aucun engagement qui les lie et que la faute de l'un à l'égard de l'autre doit être réparée intégralement.

Exemple : un accident qui blesse une personne passant dans la rue et étrangère aux travaux, un tiers.

Tandis qu'envers l'ouvrier qui est lié par une conven-

tion, qui est son contrat de travail, il n'en est plus de même, lorsqu'il s'engage à travailler dans telle ou telle condition il doit subir toutes les conséquences de son travail. Voilà quelle était à l'origine la jurisprudence sur l'article 1382 et suivants du code, parce qu'on estimait qu'il y avait entre l'ouvrier et le patron une convention réglant tout l'imprévu. Telle était aussi la loi anglaise autrefois, et l'ouvrier, même en cas de faute du patron, n'avait légalement droit à aucune réparation, loi qui a depuis été modifiée et donne au patron anglais les mêmes responsabilités envers les ouvriers qu'envers des tiers, si sa faute est établie.

En France, on a d'abord suivi purement et simplement l'article 1382, puis, à mesure que le temps s'est écoulé, que l'industrie a pris des proportions imprévues, que les accidents ouvriers sont devenus plus nombreux, le problème qui nous occupe a attiré davantage l'attention de ceux qui étaient chargés de mettre l'ordre dans les contestations entre les citoyens. Les cas se présentant de plus en plus fréquents et de plus en plus graves, on en est venu à tirer des conclusions contraires à la thèse primitive du législateur, on l'a interprété au bénéfice de l'ouvrier comme si l'article 1384 ne s'appliquait pas aux seuls engagements qui se forment sous convention. On a de plus en plus négligé le contrat du travail qui, primitivement, empêchait tout recours.

On a ainsi accepté des accommodements tendant à étendre un peu la faute du patron. Des cas où la faute du patron n'eût pas été acceptée autrefois le sont aujourd'hui, le nombre formidable de victimes a poussé à une jurisprudence plus douce que la primitive, mais dure encore.

M. Vavasseur résume ainsi la doctrine traditionnelle, actuellement en vigueur :

La victime d'un accident industriel, qui cherche à obtenir réparation du tort subi, doit articuler des faits précis, pertinents et admissibles, selon les termes de la procédure, c'est-à-dire tendant à établir soit un outillage défectueux, une installation dangereuse, une absence de précautions, en un mot un fait quelconque qui sera réputé illicite, ou pourra constituer une faute imputable au patron ou à ses préposés. Puis, l'articulation formulée, il reste à prouver la vérité des faits, soit au moyen de procès-verbaux, s'il y en a et s'ils sont suffisamment explicites, soit par une enquête testimoniale.

Que la procédure imposée par cette doctrine soit tyrannique et préjudiciable aux ouvriers par les retards qu'elle apporte, par les impossibilités qu'elle crée, quand il n'y a pas de témoins, quand l'accident a tout détruit comme cela arrive souvent en pareil cas, quand enfin les témoins, impressionnés par la crainte de perdre eux-mêmes leur travail, ne veulent pas déposer contre le chef d'industrie, ou qu'eux-mêmes fautifs ont intérêt à dissimuler ; que l'ouvrier malade, estropié, sans ressources, n'ait pas la force morale d'intenter une action, ni les ressources pour poursuivre un chef d'industrie qui peut attendre et a intérêt à faire durer l'affaire, même en cas d'assistance judiciaire ; qu'enfin le patron, responsable prouvé, se retranche derrière une compagnie d'assurances impersonnelle et rompue à ce genre de sport, on verra qu'il y a là de quoi décourager les droits les mieux établis. Mais ce n'est pas là notre rôle, nous ne voulions que constater les effets du code civil.

Convient-il de suivre plus longtemps ce droit commun

qui oblige à faire la preuve stricte de la faute ? Vingt mille victimes d'accident doivent-elles tomber annuellement à la charge de la charité publique pour que le code civil reste inviolable ? La plupart des auteurs ne le pensent pas. La jurisprudence, depuis longtemps, a interprété le code dans un sens de plus en plus large pour tâcher de l'adapter à un milieu économique nouveau.

Les débats parlementaires, les écrits des économistes, des publicistes de tout ordre, des industriels eux-mêmes ont appelé l'attention sur cette question dans toutes les puissances, et suscité des solutions différentes.

C'est vers 1880 qu'après quelques procès retentissants cet état de choses a attiré l'attention de la presse et est venu à l'ordre du jour des Parlements dans plusieurs pays. En France, c'est M. Martin Nadaud, ancien ouvrier, député de la Creuse, qui montra la situation précaire de la classe ouvrière et déposa le 29 mai 1880 un projet de loi tendant à rendre plus facile l'obtention d'une indemnité. Il demandait seulement une réparation sans avoir besoin de prouver la faute du patron quand c'est la nature du travail reconnu dangereux qui a été la seule cause de l'accident. Cette acception de *travail dangereux*, assez peu facile à définir, eût permis au juge d'interpréter le code sans l'éluder. Si on eût voté cette proposition depuis quinze ans on eût évité bien des misères.

Mais il semble qu'on ait voulu compliquer à plaisir le problème. Chaque jurisconsulte a voulu apporter une solution nouvelle.

De 1880 à 1887 la Chambre n'a pas été saisie de moins de dix projets de loi différents sur les accidents du travail. Deux courants d'idées s'étaient produits à

ce sujet. Celui des jurisconsultes et civilistes, qui maintenaient le code civil en admettant seulement l'inversion de la preuve devant désormais être mise à la charge des patrons.

L'autre, dans lequel on comptait des économistes et des industriels, eut pour porte-parole à la Chambre M. Félix Faure, député du Havre et grand industriel.

Le 13 mai 1882, ce député demanda à la Chambre le renvoi de tout le projet à la commission et remplaça la discussion sur une base toute nouvelle du *risque professionnel*, substitué à *la responsabilité civile du patron*.

Ce principe, qui parut révolutionnaire aux jurisconsultes, réunit un grand nombre de suffrages. Mais la question des moyens d'application souleva tant de controverses que ce ne fut qu'en 1888 que la Chambre vota ce projet qui organisait un système d'assurances facultatives ou mutuelles sous le contrôle de l'Etat.

Mais ce projet n'aboutit pas, le Sénat l'ayant totalement remanié, et en particulier repoussé le système d'assurance sous le contrôle de l'Etat, le Gouvernement ne crut pas pouvoir soutenir devant la Chambre le texte voté par le Sénat. M. Jules Roche, ministre des travaux publics, crut préférable de préparer un nouveau projet consacrant le principe de l'assurance obligatoire qui fut déposé au nom du Gouvernement en 1890. Six autres projets émanant de députés furent déposés depuis. Une commission nommée pour l'examen de ces projets en déposa un autre inspiré du projet du Gouvernement, qui fut soutenu à la Chambre du 18 mai au 10 juin 1893 par M. Ricard, rapporteur de la commission. Voté avec quelques modifications de détail, il est venu en première discussion au Sénat, en juin 1895.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, nous croyons nécessaire de donner un aperçu du projet de la Chambre, projet dont, selon nous, l'esprit général était excellent parce qu'il consacrait le principe du risque professionnel enfin admis sans conteste et la nécessité de l'assurance obligatoire.

Les trois solutions qu'il laissait au patron : 1° de s'assurer à la caisse d'Etat existant depuis 1868 ; 2° de se grouper en sociétés d'assurance mutuelle ou syndicale ; 3° d'être son propre assureur, en donnant des garanties, semblaient laisser une marge suffisante à l'initiative individuelle et mettre à l'abri du socialisme d'Etat que M. de Bismarck venait d'inaugurer en Allemagne en créant en 1884 l'Office Impérial des assurances contre les accidents du travail, la maladie, la vieillesse. Ce système semblait au chancelier seul capable d'enrayer les progrès du socialisme marxiste dans le peuple allemand.

Vérité en deçà des Pyrénées. . .

Projet de loi français voté par la Chambre en 1895

Ce projet qui est éclectique dans ses moyens d'application se base sur la théorie du risque professionnel, que les lois de presque toutes les nations ont déjà admis. Sauf des modifications de détail, il avait été voté par le Sénat en première discussion en décembre 1895. Tout semblait faire prévoir son acceptation intégrale en deuxième discussion, venue le 28 janvier 1896, quand a surgi le contre-projet Bérenger, dernière carte des civilistes

qui avaient déjà tenté cette manœuvre en 1890, au moment où la loi allait être adoptée par la Chambre, mais ne réussit pas alors à faire renvoyer le projet à la commission.

On a peine à comprendre comment elle a pu réussir au Sénat où, en première discussion, personne des civilistes n'avait osé remettre en question la théorie générale qui, après les déclarations du rapporteur, M. Poirrier, de M. Ricard, garde des sceaux, et de M. Floquet, n'avait plus été contestée. Mais si l'on considère la campagne de presse qu'ont faite dans l'intervalle des deux discussions certains industriels, avocats, financiers, assureurs, adversaires du projet, les démarches faites auprès de chaque membre par ces intéressés, on s'explique que le renvoi à la commission du projet déjà voté un mois avant ait pu trouver cinq voix de majorité au Sénat.

Devant cette surprise, la commission n'a pas cru pouvoir continuer son œuvre puisque la majorité du Sénat s'est prononcée contre ce qui en fait la base et a démissionné. La deuxième commission, Bérenger président, Thévenet rapporteur, rouvrant l'ère du Code civil fermée depuis 1882, prépare en ce moment un nouveau projet qui sera bientôt déposé sur le bureau du Sénat. Outre que son adoption n'est probable qu'au moyen d'une nouvelle surprise, il est à peu près certain que le texte du Sénat, au cas où il serait voté, ne serait même pas discuté par la Chambre puisqu'il irait à l'encontre du principe admis par elle en 1893.

Un aperçu de ce projet, dont l'enterrement ne peut être définitif, nous fera voir que la solution par lui proposée était fort acceptable. Elle n'était pas complète aux yeux

des hygiénistes qui font rentrer la maladie dans le risque professionnel. Mais la maladie aurait pu, par la suite, être l'objet d'une assurance supplémentaire comme on l'a fait dans d'autres nations. Les dispositifs de la loi viennent se ranger sous trois chefs.

A). — *Détermination des accidents de travail indemnifiables. Mode de règlement de ces indemnités*

1° *Entreprises sujettes à l'assurance.* — En général, le risque professionnel est admis pour tout atelier employant au moins cinq ouvriers. Toute industrie, exploitation, chantier, mines, carrières, bâtiment, etc.

Les exploitations agricoles en sont exclues et restent, comme les ateliers de moins de cinq ouvriers, sous le droit commun. Les ouvriers qui, dans une exploitation agricole, seraient employés à la manœuvre des moteurs à vapeur, gaz, électricité, seraient assimilés aux ouvriers industriels.

2° *Personnes pouvant invoquer le bénéfice de la loi.* — Les employés à titre quelconque de l'industrie, ingénieurs, directeurs, etc., pourront exercer le même droit jusqu'à concurrence d'un salaire de 2.000 francs comme base de transaction.

3° *Accidents ouvrant droit aux indemnités.* — Les indemnités varient selon que l'accident a entraîné :

a) *La mort.* — Frais funéraires fixés à cent francs ; rentes aux ayants-droit ; conjoint survivant, 20 % du salaire ; un enfant, 15 % du salaire jusqu'à 16 ans ; deux enfants, 25 % ; trois enfants, 35 % ; ascendants, s'ils

étaient à la charge de la victime, 10 % et 20 % s'il y en a deux.

b) *Incapacité permanente de travail.* — Si elle est absolue, rente viagère, deux tiers du salaire annuel, si elle est partielle mais permanente, les tribunaux apprécieront la capacité restante.

c) *Incapacité temporaire.* — Minimum d'incapacité de trois jours, frais médicaux et pharmaceutiques, et moitié du salaire au plus égale à 3 fr. 50 par jour. Par analogie à la loi allemande, ces frais seraient à la charge personnelle du patron pendant trente jours, au delà l'indemnité et les frais seraient à la charge de la circonscription au syndicat corporatif (1).

4° *Constatation des accidents.* — Déclaration obligatoire dans les quarante-huit heures, dans les formes prescrites par la loi de 1893, sur la sécurité du travail dans l'industrie, faite au maire du lieu de l'accident, accompagnée du certificat médical. L'inspecteur du travail, avisé par le maire, ouvre une enquête immédiate.

B. — *Juridictions compétentes. Responsabilités encourues. Majoration ou révision des indemnités forfaitaires.*

1° *Juridiction.* — A défaut d'entente amiable sur les indemnités prévues par la loi, au cas où l'incapacité n'a

(1) En Allemagne, la caisse des malades décharge de tous les frais d'accidents qui sont à leur début assimilés à des maladies pendant treize semaines. La corporation n'intervient que si l'incapacité dépasse cette limite. La caisse de maladie où le patron verse les deux tiers se substitue toujours à lui.

été que temporaire, le juge de paix statue. Pour l'incapacité permanente, la Chambre avait constitué des tribunaux arbitraux composés de deux patrons, deux ouvriers présidés par un juge, dans le but d'éviter les expertises, au moins en général. Le Sénat a rejeté ce tribunal arbitral et laissé la compétence au tribunal civil, d'où expertises nécessaires pour la plupart des cas.

2^e Responsabilité. — L'ouvrier blessé a toujours droit mais s'il y a de sa part faute lourde, ainsi appréciée par le tribunal, sa pension et celle de ses ayants-droit est diminuée et même supprimée s'il y a faute volontaire. Au contraire, elle est majorée si l'ouvrier prouve qu'il y a faute du patron ; dans ce cas, ce dernier est personnellement redevable de la majoration correspondante, l'assurance ne couvrant que le risque normal.

L'action se prescrit par un an. Mais si les suites de l'accident ne peuvent être définies avant ce délai, qu'elles s'aggravent ou s'améliorent l'un quelconque des intéressés peut se pourvoir pendant trois ans pour ou contre une modification prévue (1).

Ces indemnités toujours dues par le patron, qu'il soit cause ou non de l'accident éteignent, le droit de l'ouvrier la réparation du code civil.

Mais si c'est un tiers qui a causé l'accident en dehors du patron, la victime garde les droits que lui donne l'article 1382. Dans ce cas, le patron ou la corporation

(1) Voici une mesure très sage qui a été demandée depuis longtemps par les experts médicaux et faute de laquelle il est parfois tellement difficile de se prononcer que les rapports ont souvent pris les termes ambigus de la sybille de Cumès.

seraient déchargés d'une partie de l'indemnité égale à celle allouée par le tribunal, il ne pourrait y avoir cumul.

C. — *Organisation de l'assurance obligatoire.*

Le risque professionnel a pour corollaire l'assurance obligatoire qui pour être efficace doit être faite par l'Etat, tout au moins sous son impulsion et son contrôle. Pour cela on aurait organisé des assurances mutuelles entre patrons groupés par circonscriptions régionales d'au moins un département. Cette circonscription dirigée par un Comité dont l'attribution principale serait de dresser et reviser chaque année la liste des patrons devant faire partie de la mutualité et de lui appliquer l'échelle des risques propre à son industrie en général et à la valeur de son installation mécanique en particulier.

Cependant des syndicats de grandes industries pourraient se constituer en assurances mutuelles en dehors de la circonscription. Un grand industriel pourrait même rester lui-même son propre assureur, les compagnies de chemins de fer pourraient être dans ce cas. Sauf à fournir des garanties, faute de quoi, tous rentreraient d'office dans la mutualité de leur circonscription.

CHAPITRE II

Opinions de certains hygiénistes contre le risque professionnel. — Leurs critiques sont contraires aux faits et à l'opinion générale.

Si telles sont les idées admises aujourd'hui par le plus grand nombre des économistes, des législateurs et surtout des industriels reconnaissant qu'à un milieu économique nouveau, dont les conditions eussent semblé fabuleuses il y a un demi-siècle, il faut édicter une législation nouvelle, on a peine à s'expliquer les hésitations et les scrupules du Parlement français.

Sans doute les difficultés d'ordre économique soulevées sont nombreuses et graves, mais les dix années d'expérience que l'Allemagne vient de faire ne laissent plus rien à l'imprévu. Si sa loi n'est pas parfaite, à nous de l'amender, mais que l'état de guerre prenne fin. Nous ne nous attarderons pas à combattre plus longtemps le chauvinisme ridicule de certains qui rejettent de parti pris la solution adoptée par l'Allemagne comme si courroies et engrenages pouvaient épouser leurs querelles. D'ailleurs quelle logique a prise sur des gens plus soucieux de leurs chimères que du sang et de la souffrance des autres.

Mais que ces théories trouvent encore des partisans dans le monde des hygiénistes, c'est ce que l'on ne peut concevoir aujourd'hui que sur les ruines de tant de fictions de tout ordre les penseurs et les savants de tous les pays proclament d'une seule voix que le mal métaphysique ne peut être que dans la souffrance des autres (Richet). Aussi n'est-ce pas sans étonnement que nous avons trouvé des hygiénistes, apôtres nés parce que compétents du risque professionnel, restés seuls à le combattre dans leurs rapports d'expertises devant les tribunaux, ou dans leurs écrits. Telle est l'opinion émise par M. Layet comme conclusion du plus complet et du plus remarquable traité d'hygiène industrielle qui est un chapitre magistral de l'Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique publiée par l'élite des hygiénistes français.

Au lieu de proclamer bien haut le droit qu'à l'hygiène d'intervenir pour imposer une *Convention de Genève* à la guerre économique, il veut qu'on s'en tienne au *statu quo* parce qu'il croit cette guerre inévitable.

Que M. Layet, comme beaucoup, s'avoue lassé et vaincu par l'inertie des pouvoirs publics et même le mauvais vouloir des intéressés, c'est son droit, mais il ne peut être question de laisser prescrire le droit d'intervention de l'hygiène dans les faits d'ordre économique.

La conclusion du livre de M. Layet est celle-ci :

« Ce que nous cherchons à déterminer avant tout, en hygiénistes que nous sommes, c'est la part de responsabilité professionnelle qui revient au patron et aux ouvriers, en d'autres termes à l'employeur industriel et aux employés de toute entreprise industrielle.

« Or s'il est une conception qui nous paraisse injuste à tous

égards, c'est celle qui tendrait à rien moins qu'à créer une classe privilégiée d'ouvriers par cela même qu'on admettrait que dans une certaine catégorie d'industries *le risque professionnel* doit suffire pour assurer au travailleur en toute circonstance, quelles que soit les conditions dans lesquelles la maladie ou l'accident sont survenus, le droit à l'indemnité réparatrice. Ainsi par cela même qu'une profession est dangereuse, le danger faisant ici partie intégrante du travail, l'ouvrier qui tombe malade ou se blesse serait toujours assuré par avance d'obtenir non seulement les soins médicaux *qu'au point de vue humanitaire il peut être en droit de revendiquer*, mais une réparation pécuniaire qu'il n'a en réalité le droit d'exiger que dans le cas où le patron aurait manqué d'une façon quelconque aux mesures de préservation nécessitées par la nature même de son industrie, ou en d'autres termes *dans le cas où le patron serait coupable*.

« Certes nous ne nions pas que malgré les précautions prises malgré la sollicitude la plus éclairée, il existe des industries dans lesquelles l'emploi des engins mécaniques sera une cause de danger permanent pour les ouvriers.

Nous n'ignorons pas non plus qu'une foule d'accidents industriels peuvent se produire sans qu'on puisse nettement établir l'imputabilité. *Mais en vérité en quoi donc en pareil cas le patron peut-il être déclaré coupable ?* En quoi même est-il responsable ? On se demande quelle place serait réservée à la justice et au droit commun dans une question de responsabilité professionnelle ?

La vérité est qu'il n'y a encore que la responsabilité civile qui puisse garantir aux patrons d'usines et ateliers une juste appréciation de leurs charges et de leurs devoirs. C'est ce principe seul qui peut conduire à une loi sur la sécurité du travail, loi par laquelle la responsabilité du patron ne sera mise à couvert que lorsqu'il aura été prouvé que toutes les mesures de préservation ou de protection *jugées nécessaires et à lui prescrites par l'Etat*, auront été strictement appliquées. En somme, déterminer légalement les conditions dans lesquelles, en matière de travail industriel, *il y aura faute du patron*, par suite, à la fois pénalité à appliquer et dommage à réparer, nous paraît être la seule consécration efficace du

droit des ouvriers à travailler dans un milieu industriel dont toutes les causes d'insalubrité et d'insécurité auront été consciencieusement reconnues *par les parties intéressées et autant que possible atténuées ou annulées* sous le contrôle des autorités administratives et compétentes.

Après cela, je reconnais bien volontiers que la garantie de la sécurité n'est jamais absolue, et qu'au point de vue social il y *peut-être* quelque chose de plus à faire que d'indiquer aux patrons comment leur responsabilité pourrait être sauvegardée.

« Le risque inhérent au travail dans certaines industries reconnues dangereuses persistera toujours, bien que grandement atténué, malgré toutes les précautions prises par les patrons et toute la prudence apportée par les travailleurs.

« A qui donc en pareil cas incombera la responsabilité ?

« On ne saurait sans injustice la faire supporter *même partiellement au patron*, il ne s'agit plus ici d'une loi sur la sécurité du travail.

« Au point de vue du contrat de préservation le risque professionnel échappant à toute responsabilité civile peut être l'objet d'une loi d'assistance générale ou limitée, pesant seulement comme contribution sur les industries dangereuses ou sur celles susceptibles de présenter un risque professionnel quelconque. Mais à ce point de vue encore, le risque professionnel, tel qu'il faut l'entendre, ne saurait être en rien confondu avec la responsabilité qui incombe au chef d'industrie. Car malgré qu'on en ait dit, *la machine n'est pas sienne, elle est à la profession même*, et devant elle comme par elle patrons et ouvriers sont égaux en solidarité.

« Ce qui appartient en propre au patron, ce dont il doit seulement être responsable, c'est le devoir de fournir une machine en bon état, de veiller à son bon entretien et de prévenir dans la mesure du possible les causes de danger que son fonctionnement présente. »

Loin de nous l'idée de transformer en polémique ce simple exposé des opinions des classiques et de mettre en doute la compétence des hommes dont les travaux font

autorité dans la science, mais nous tenons à protester contre la compréhension trop étroite qu'on voudrait donner au rôle de l'hygiéniste.

D'après la profession de foi de M. Layet, qui n'est pas ambiguë puisqu'il prend soin de nous avertir qu'il parle en *hygiéniste de métier*, ce rôle consisterait à passer en revue, sans parti pris, à propos de chaque opération industrielle, toutes les conditions de milieu et de travail pouvant porter préjudice à la santé de l'ouvrier, puis d'indiquer à l'industriel la série des mesures capables de mettre autant que possible sa responsabilité à couvert en prouvant qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour prévenir, ou tout au moins amoindrir la catastrophe.

Ainsi après avoir déchaîné un torrent volontairement, pourvu que l'on soit courru au-devant lui mettre des barrières de sable, qu'il a renversées, mais qui étaient tout ce que l'on pouvait humainement faire, on n'est plus responsable, sauf bien entendu envers les tiers étrangers aux travaux.

Après la catastrophe de Bouzey, il était très juste que la Chambre votât cinq millions pour indemniser les riverains victimes de l'accident. Mais d'après le code, les gardiens, éclusiers, pêcheurs, et tout le personnel du service des eaux qui ont été également victimes de l'accident ne pourraient prétendre à aucune indemnité. Ce serait contraire au droit et à la justice, parce que le danger auquel ils étaient exposés était *inhérent à leur profession* et qu'ils exerçaient celle-ci librement.

D'ailleurs en quoi le propriétaire de l'étang est-il coupable envers eux ? Serait-ce une faute d'un nouveau genre que d'avoir construit une digue et emmagasiné de l'eau

d'après les principes d'une science qui est certes moins nuageuse que l'hygiène ?

Si après cela il y a des victimes, que la charité et l'assistance publique y pourvoient, mais la loi n'a rien à voir dans ces cas de force majeure où la faute ne peut être invoquée à la charge de personne.

De même si une chaudière à vapeur vient à faire explosion et à produire des dégâts matériels et des victimes, le propriétaire est, de par le code, responsable à l'égard des voisins et des tiers qui ne sont pas à son service et tenu à réparation intégrale. Mais envers ses ouvriers, machinistes et chauffeurs, il ne doit rien parce qu'il avait fait mettre à sa chaudière le manomètre et les soupapes de sûreté réglementaires, que ses salariés savaient bien à quoi ils s'exposaient et qu'enfin devant le danger de la machine patrons et ouvriers sont tous égaux.

On ne saurait, dit M. Layet, faire supporter sans injustice la responsabilité à ce pauvre homme, même partiellement, puisqu'il n'a pas été en sa puissance d'empêcher l'accident et qu'il était en règle, les autorités compétentes ayant poinçonné sa chaudière. De quoi est-il coupable, ou même responsable, est-ce un délit que d'employer une machine à vapeur ?

Pourquoi parler ici de délit, pas plus que M. Layet nous ne cherchons à établir la faute délictuelle du chef d'industrie ; s'il a observé les règlements et que le dommage existe quand même c'est qu'ils sont impuissants à le prévenir. M. Layet convient qu'ils sont loin d'être parfaits et que de plus nous manquons de moyens persuasifs ou coercitifs suffisamment énergiques pour les faire appliquer par les industriels quand ils vont à l'encontre

de leurs intérêts, de sorte que l'hygiéniste est doublement impuissant.

Il va plus loin, il affirme que jamais l'hygiène ne pourra dans la protection contre les accidents aller plus loin qu'un certain quantum dont les travaux actuels sont la mesure qu'il serait chimérique de vouloir le dépasser, de sorte qu'il faut abandonner à la charité publique et non aux lois le soin de compenser le risque professionnel que l'hygiène ne peut supprimer.

Nous répétons que nous tenons à protester contre cette compréhension trop étroite que l'on voudrait donner au rôle de l'hygiéniste, c'est pourquoi nous ne dirons pas que nous aurions *peut-être* quelque chose de plus à faire que d'indiquer aux industriels comment ils peuvent mettre leur responsabilité à l'abri. Malgré les hésitations de M. Layet, nous croyons qu'il y a certainement mieux à faire que de se borner à dire quelle limite de fatigue on peut imposer sans commettre un délit, à quelles doses de plomb, de mercure ou d'acide hypoazotique, il faut s'arrêter pour ne pas payer les journées d'hôpital.

Ce rôle de médecin hygiéniste, confrère du médecin à la question de jadis, donnant le signal aux valets de bourreau d'ajouter encore une pinte d'eau dans la bouche du patient, avec assez de tact pour obtenir des aveux sans que mort s'en suive, ne peut se comprendre aujourd'hui.

De plus, dire qu'en une question scientifique on échouera toujours, cette hardiesse nous manque parce que nous connaissons trop de ces négations anticipées qui ont été singulièrement malheureuses. Des savants éminents ont éprouvé ainsi de cruels démentis.

En 1839, Muller écrivait : « La vitesse des nerfs est si grande qu'on ne pourra jamais la mesurer. » Deux ans plus tard Helmotz montrait qu'elle est parfaitement mesurable. Quand Velpeau annonça à l'Institut la première opération sans douleur dans le sommeil anesthésique, Magendie se leva pour dire que cela était impossible parce que cela serait immoral (?) Pasteur avait affirmé que jamais la synthèse ne pourrait créer des corps doués de polarisation, peu après M. Jungfleisch préparait synthétiquement l'acide tartrique dextrogyre (1).

Il est bien plus logique de penser que les accidents diminueront de nombre et de gravité à proportion des progrès de la science et de l'hygiène.

Les faits en témoignent, les chaudières tubulaires inexplosibles ont remplacé en grande partie les générateurs d'autrefois, de ce fait les accidents deviennent moins nombreux malgré l'augmentation des chaudières en service.

1868-1878	avec 49.000 chaudières	1 accident par an sur 4.500
1880-1888	« 83.927 «	« 2.718

De même dans l'exploitation des houillères malgré l'augmentation énorme de l'extraction les dangers vont diminuant à mesure qu'on emploie des procédés plus parfaits, éclairage électrique, lavage mécanique, boilage spécial, ventilation énergique. Malgré les surprises du grisou les accidents diminuent.

(1) Jungfleisch : *Annales de Chimie et Physique*, t. LXI, page 487.

1833	30	morts par million de tonnes ou 4,1 par 1.000 mineurs
1893	5	« « 0,9 «

Beaucoup de progrès réalisables le sont déjà dans certaines exploitations, dans d'autres on les rejette pour ne pas augmenter le prix de revient.

Cette raison ne saurait incriminer l'hygiène mais le système économique qui met continuellement en opposition deux intérêts inconciliables : d'une part, l'intérêt de l'industriel qui est de réaliser le plus de bénéfices possible en immobilisant le moins possible de capitaux ; d'autre part, l'intérêt de la vie des travailleurs qui est en jeu et que l'hygiène a le devoir de sauvegarder par tous les moyens possibles quelles qu'en soient les conséquences pécuniaires.

Il est possible d'entrevoir un état économique où cette lutte entre deux intérêts n'existant pas le nombre des accidents serait réduit à un minimum toujours réductible ne comportant que le cas fortuit.

En réalité, ce cas fortuit dont les causes restent inconnues est assez rare, il tend à diminuer partout et en particulier pour les machines à vapeur.

Le chef d'industrie reconnu de plus en plus responsable, s'appliquera à la surveillance de son personnel et de ses appareils au lieu d'attendre exclusivement le contrôle de l'Etat, il ira au-devant des mesures de prudence tendant à diminuer les charges de son industrie.

Malgré les efforts réalisés, de grandes améliorations sont encore possibles. Les chiffres ci-après, puisés dans des ouvrages spéciaux, en sont la preuve :

	FRANCE 1865 1878	FRANCE 1878 1888	ANGLETERRE »
Accidents évitables par visites régulières des chaudières, vices de construction, défauts.	23 0/0	48 0/0	67 0/0
Accidents évitables, surveillance du personnel, incapacité des chauffeurs . . .	60 0/0	43 0/0	30 0/0
Accidents fortuits ou de causes inexplicables	12 0/0	8 0/0	43 0/0

On voit que les cas fortuits et inexplicables deviennent de plus en plus rares. M. Engel Gros a établi que si les mesures préventives préconisées par l'Association des industriels étaient appliquées dans toutes les industries, le nombre des accidents serait diminué de plus de 50 % d'ores et déjà. Cette constatation fait le plus grand honneur à l'initiative privée qui a pu dans certains pays, notamment en Alsace, faire adopter ces dispositifs de prévention. Mais en même temps elle démontre l'insuffisance de cette initiative privée qui ne peut appliquer de sanction à ceux qui négligent ses règlements. Cette association a été reconnue d'utilité publique mais son action utile ne sera possible que si l'industriel voit sa négligence des règlements se traduire par une indemnité, sans qu'il y ait besoin de rechercher la faute souvent difficile à prouver pour les cas particuliers.

Ces conséquences économiques amèneraient à elles

seules des perfectionnements très rapides, la surveillance sera plus active et les machines dangereuses seront vite améliorées ou délaissées.

M. Layet croit le contraire. Il dit pouvoir le prouver par l'exemple de ce qui se passe en Allemagne depuis l'application de la loi de 1884.

Il demande si d'un côté la justice et de l'autre la sécurité du travail y ont gagné. Depuis que cette loi est appliquée le nombre des accidents industriels va en augmentant.

Années	1886	1887	1888	1893
Nombre d'accidents déclarés	100.459	113.594	136.481	182.120
Par 1000 ouvriers . . .	27,19	28,02	32,1	35,23
Accidents indemnisés .	10.540	17.102	20 668	25.000
Par 1000 ouvriers . . .	2 83	4.14	5.02	6.03

Mais comme tous les accidents sont déclarés, même les moindres, le plus grand nombre ne comporte aucune indemnité.

Les chiffres absolus augmentent mais on ne peut nier que l'industrie aussi augmente. En réalité, cette augmentation des accidents n'est qu'apparente. Elle provient d'abord de déclarations de plus en plus complètes exigées même pour des cas insignifiants négligés au début qui, aujourd'hui, sont déclarés à cause des peines sévères édictées contre l'omission le nombre des morts n'augmente pas malgré l'extension de l'industrie. On pourrait donc de ce chef affirmer que le danger diminue.

De même les incapacités totales permanentes vont en diminuant, par conséquent, les accidents très graves diminuent ou tout au moins leurs conséquences sont moindres, les blessés étant mieux soignés.

Grâce aussi aux meilleurs soins, les incapacités permanentes partielles s'augmentent de tout le nombre des incapacités qui eussent été totales autrefois.

Enfin les incapacités temporaires augmentent parce que tout accident est déclaré et surtout parce que des accidents qui auraient pu laisser des incapacités partielles permanentes sont mieux soignés dès le début. De plus l'interprétation varie avec la tendance que les médecins ont à prolonger les soins comme nous le verrons plus loin à propos du fonctionnement parallèle de la caisse des maladies.

Le tableau suivant dressé pour 1 000 assurés montre les résultats donnés par le fonctionnement de la loi de 1886 à 1893.

Années	Accidents déclarés	Accidents indemnisés	Morts	Incapacité totale permanente	Incapacité partielle permanente	Incapacité temporaire
1886	27.37	2.89	0.71	0.44	1.13	0.59
1887	27.42	4.14	0.77	0.73	2.10	0.54
1888	28.04	4.35	0.68	0.44	2.38	0.75
1889	29.42	4.71	0.71	0.49	2.70	0.81
1890	30.28	5.36	0.73	0.38	3.27	0.98
1891	31.94	5.55	0.71	0.31	3.43	1.10
1892	32.49	5.64	0.65	0.30	3.55	1.14
1893	35.23	6.03	0.70	0.26	3.82	1.25

L'incapacité temporaire n'est indemnisable qu'autant qu'elle dépasse treize semaines. Tout accident dont le traitement a demandé moins que ce temps est compté à la

caisse des maladies sans qu'il y ait indemnité. Près des 5/6 des accidents rentrent dans cette catégorie puisque sur 182.120 accidents en 1893 on a 31.171 indemnisés et 150.949 non indemnisés soignés pendant moins de treize semaines par la caisse des maladies.

Il n'est donc pas prouvé que l'assurance obligatoire tende comme on l'a prétendu à augmenter les accidents par faute de l'ouvrier ou du patron.

Si cette cause avait agi puissamment elle aurait dû se faire sentir sur toutes les catégories d'accidents.

On a dit que le patron s'endort sur l'assurance comme sur un oreiller commode sans plus avoir le souci de la responsabilité civile.

En réalité, nous savons ce qu'est en France ce terrible souci de la responsabilité civile, quand pour 88 0/0 des cas elle n'est pas admissible et que, pour les 12 cas de faute du patron, il reste à faire la preuve et à courir l'aléa d'un long procès.

Quant à la simulation que les adversaires de la loi veulent voir partout, nous montrerons ses limites et nous ferons comprendre comment l'incertitude de la réparation la provoque surtout chez des esprits faibles et ignorants.

En lisant une étude fort intéressante sur la simulation dans l'industrie, que M. le D^r Giraud a pu faire après deux ans d'observations à la maison de secours de Lille, on trouve les causes de cette tendance à exagérer.

Mais au lieu d'invoquer comme M. Giraud l'autorité contestable du Psalmiste (CXV. 2) pour dire : *omnis homo mendax*, et de suivre la simulation à travers les

(1) Giraud : Thèse de Paris 1895.

âges, depuis les récits de la Genèse jusqu'aux avatars de la cour des Miracles et les ruses des saboteurs, nous nous tiendrons à des faits beaucoup plus tangibles.

Pour M. Giraud, c'est la transformation de l'industrie passant des mains du petit patron dans celles des sociétés anonymes impersonnelles qui a été la cause de la simulation. Nous nous rangeons à son avis sur la question de fait. Mais nous croyons pouvoir en donner une explication plus conforme à la réalité. Les victimes, dit M. Giraud, tentées par les richesses anonymes des grandes compagnies, se croient pour le moindre prétexte autorisées à réclamer des sommes considérables, puis exagèrent leurs symptômes morbides pour justifier leurs prétentions extravagantes tandis qu'au temps du petit patronat, la victime conservait une certaine retenue.

A l'âge d'or du petit patronat, notons que les accidents étaient en général plus rares et moins graves, en raison du peu de puissance des engins et machines employés. Le petit patron, travaillant avec ses hommes, était souvent victime comme eux, c'est alors qu'on pouvait parler de l'égalité devant le danger comme le fait M. Layet. Mais il serait puéril de continuer l'analogie d'actionnaires à machinistes.

La rareté des procès en règlement d'indemnité jadis, prouve que le patron ne cherchait pas à se soustraire à ses devoirs, il eût craint de perdre l'estime de ses clients. On traitait de gré à gré, le paiement se faisait en nature, en soins, ou en travail.

Bien autre a été la conduite de la société anonyme. L'ouvrier blessé est aussitôt remplacé, le moteur mécanique ne souffrant pas d'interruption au travail. Il ne s'agit

plus de soins à donner mais seulement d'une somme d'argent dont le quantum sera discuté au tribunal.

De la fréquence des accidents de ce genre, de la variabilité du quantum d'indemnité fixé par les tribunaux sont nées les sociétés anonymes d'assurances qui déchargent les autres sociétés anonymes de cette responsabilité, moyennant un abonnement d'après des tarifs fixes.

Cette société d'assurances a elle aussi des frais généraux à couvrir et un capital action à rétribuer. Il ne s'agit pas pour elle de faire de l'humanité, mais des affaires. Si elle a pris les charges, elle entend revendiquer les droits de son commettant ; les procès ne l'effrayent pas, elle est de longtemps rompue à ce genre de sport et peut attendre pendant des années la solution. La prime étant payée depuis longtemps, elle ne risque rien et a tout à gagner en traînant les choses en longueur.

Alors commence pour la victime de l'accident une terrible odyssée.

Si l'on veut bien se souvenir que pour la plupart, dans la classe ouvrière, *quand on ne travaille pas, on ne mange pas*, et que le chef de famille sur son lit d'hôpital se souvient qu'il n'est pas seul à souffrir, on conviendra qu'il y a là un état d'âme digne de tenter la plume d'un psychologue.

Des esprits superficiels peuvent voir une parenté entre ce vaincu de la bataille économique s'exagérant les symptômes qu'il ressent et le carottier traditionnel des infirmeries régimentaires. Seuls les cliniciens de l'expertise peuvent comprendre les causes d'une exagération inconsciente appartenant à un groupe de symptômes que M. le professeur Lacassagne a si bien dénommés à juste titre les *symptômes procéduriers*.

Notre excellent maître insiste toujours dans ses leçons et d'une façon toute particulière sur la distance qui sépare la simulation grossière que le gros bon sens médical suffit à confondre et l'exagération de tous les symptômes tant objectifs que subjectifs causée par la situation critique de la victime.

Ce syndrome existe toujours, l'expert en a la sensation dans toute affaire d'accident. M. le D^r Guillemaud l'a bien fait ressortir dans son travail sur les accidents de chemins de fer (1). Mais par quel coefficient convient-il de multiplier ce syndrome chez le blessé dont le salaire quotidien était l'unique ressource et dont les souffrances se doublent de celles des siens ?

La tâche de l'expert demande des qualités de jugement qui ne s'acquièrent qu'au contact des souffrances pour taxer la douleur et les angoisses ressenties.

Quant aux prétentions considérables de certains blessés, à l'appât du lucre et au réveil des convoitises que M. Giraud dit avoir rencontrés chez les blessés du Nord nous n'en avons pas été témoin jusqu'ici dans les régions de la Loire et du Centre. Les pensions qu'allouent les tribunaux variant entre 0 fr. 75 et 1 fr. 50 par jour ne comportent guère de tels déplacements.

L'idée que le mode de fonctionnement de l'industrie, si désastreux pour l'humanité, n'est pas fatal a de chauds et illustres partisans. Nous sommes heureux de l'entendre dire par un homme dont la compétence est incontestée.

M. Cheysson, président de la Société de Médecine publique, à l'installation du bureau pour 1895, disait :

(1) Guillemaud : Thèse de Lyon 1891. *Documents de médecine légale* publiés sous la direction du professeur Lacassagne.

L'industrie est un véritable champ de bataille.

En m'inspirant des statistiques allemandes, puisqu'il n'y en a pas encore de françaises, j'ai essayé d'établir le budget annuel des accidents du travail en France, j'ai trouvé qu'il se traduit par :

279.500 accidents de toute nature, dont :	
7.500 morts.	
272.000 blessés, dont :	
26.000 incapacités permanentes . . .	} absolues partielles
246.000 incapactés temporaires.	

On est à bon droit, dit M. Cheysson, épouvanté en présence du total de souffrances que révèlent ces chiffres dont chaque unité est grosse de misère et de deuil. Mais il n'est heureusement pas fatal. C'est l'honneur de l'économie sociale et de l'hygiène de combiner leur action pour rétrécir toujours plus ce domaine de la cité dolente.

Nous sommes loin du fatalisme de M. Layet et de l'abîme qu'il veut creuser entre l'hygiène et l'économie sociale.

M. Cheysson montre ensuite comment l'hygiène et l'économie sociale doivent aller de pair dans une alliance bien-faisante et féconde pour aller à la recherche du mal, pour le conjurer, l'atténuer ou le faire disparaître là où il existe, pour le prévenir là où il pourrait naître, mettant à contribution toutes les sciences pour arriver à ce but. Somme toute a été faite à la mécanique de trouver les moyens de conjurer les accidents du travail. De très louables efforts sont faits dans ce sens. La Société industrielle de Mulhouse en particulier a publié une collection de dispositions et d'appareils destinés à éviter les accidents, presque parfaits s'ils étaient appliqués universellement. Somme toute a été faite aussi à la science physiolo-

gique d'édicter des prescriptions pour proportionner le travail aux forces de la femme et de l'enfant, pour déterminer la quantité de lumière et d'air et tout ce qui intéresse la salubrité de l'atelier et de l'habitation.

Les sciences médicales qui autrefois, en dehors de quelques recommandations générales des anciens auteurs sur l'air, l'eau et les lieux, visaient l'individu et non la foule, ont au contraire prononcé le *misereor super turbem*. De même l'économie politique à ses débuts se complaisait dans des généralités abstraites, par hypothèse en dehors de toute intervention pratique, parce qu'on a considérait comme une science de déduction dont les axiomes étaient également vrais pour tous les peuples et tous les temps.

On professait à cette époque que nul penseur n'avait de prise sur les faits économiques et l'on recommandait à celui qui souffre de rester tranquille et de se soumettre aux lois naturelles.

CHAPITRE III

La responsabilité du chef d'industrie étant contractuelle, elle porte sur la maladie professionnelle comme sur l'accident.

Il n'entre pas dans notre sujet d'analyser des doctrines qu'on trouve plus commode de railler que de discuter. Mais tout ce que nous voulons retenir, c'est le principe de solidarité qui apparaît aujourd'hui comme la loi supérieure de l'homme et du monde après que les travaux des grands biologistes ont scientifiquement démontré l'interdépendance de tous les êtres.

De ce fait résulte la nécessité de modifier dans ce sens les lois qui règlent la responsabilité. La faute délictuelle ne doit plus être seule invoquée, elle est insuffisante, puisque le code ne l'applique qu'à 12 % des cas.

La faute contractuelle que la jurisprudence tend à admettre, sans sortir du code, est encore insuffisante, il arrive encore des cas que le contrat du travail ne pouvait prévenir ni empêcher. Puisqu'on ne peut pas tracer de limite à la responsabilité, on a pensé qu'elle devait tout englober sans restrictions.

Richard Cobden avait écrit depuis longtemps :

Tout industriel doit faire entrer en ligne de compte dans son bilan annuel l'usure de ses constructions et de ses machines. A plus forte raison doit-il agir de même en ce qui concerne les auxiliaires vivants de son industrie et opérer dans leur intérêt des prélèvements réguliers sur son revenu, afin de parer à l'usure de leurs forces et aux accidents qui peuvent les atteindre.

Cette théorie n'est donc pas nouvelle en économie politique. Pourtant l'idée que M. Félix Faure émit en 1884 à la Chambre, après l'échec du projet Martin Nadaud : que les frais d'entretien ou de réparation du matériel humain étaient absolument assimilables à ceux du matériel mécanique et devaient au même titre incomber à tout industriel souleva des orages.

M. Peulovez la réprouva à la tribune comme dépassant les limites de toutes les théories socialistes connues.

Plus récemment, M. Hector Depasse, membre du conseil supérieur du travail, a protesté au nom de la métaphysique contre cette idée de l'homme-outil et de la marchandise-travail qu'il veut au contraire définir : l'effort d'une volonté libre s'appliquant à exécuter une forme du beau, du vrai, du bien.

Cette définition métaphysique, introduite imprudemment dans l'examen d'une question économique, a valu à son auteur la réponse suivante de M. Yves Guyot, économiste utilitaire très moderne :

Si l'homme travaille, ce n'est pas pour conquérir un morceau de la trilogie de Cousin, mais bien un salaire. Pourquoi certaines gens payent-ils à d'autres un salaire ? C'est parce qu'ils y trouvent leur intérêt. Et quel intérêt ? Est-ce l'homme agissant

qui les intéresse ? Au contraire, ils préféreraient de beaucoup que son effort fût toujours moindre et partant moins coûteux. Tous les jours ils cherchent à remplacer l'effort humain par l'effort mécanique, s'ils peuvent obtenir de celui-ci un service ou un produit équivalent pour leur intérêt.

Voilà l'état de la question mise au point par un économiste non suspect. Cette manière de voir est-elle une innovation en droit ? Cette base que les économistes, dont M. Guyot est le porte-parole, donnent à la responsabilité du chef d'industrie, n'est pas nouvelle, elle découle de l'adage du droit romain : *Ubi emolumentum ibi onus* (1).

L'idée de responsabilité ne se distingue pas en fait de l'idée d'intérêt et de possession.

Si les industriels font concourir ainsi au même but qui est leur intérêt tous les facteurs du travail, hommes ou machines, n'est-il pas juste que le même parallélisme existe dans les conséquences ? Lequel d'entre eux penserait à faire payer à la charité publique l'usure des machines et la réparation des avaries produites par des cas de force majeure ou des causes inconnues ? Si la théorie de M. Layet s'en remettant à la charité était juste pour le matériel humain, elle ne le serait pas moins pour la machine qui a travaillé dans le même but.

Des projets de loi qui mettent le risque professionnel entièrement à la charge de l'industrie s'appuient sur cette argumentation ; sa logique a semblé suffisante à l'Allemagne pour en faire le point de départ de la loi qu'elle a votée en 1884. Chez nous on discute encore ou plutôt on ne discute plus puisque le Sénat a répondu par une fin de

(1) *Institutes* 44. T. VIII. Gaius.

non recevoir à la question de l'assurance obligatoire qu'il avait admise en principe comme conséquence logique du risque professionnel.

Si l'on veut pousser jusqu'au bout la question il faut donner une solution au cas de la maladie professionnelle.

En Allemagne la question est résolue par la caisse des maladies comme nous l'avons déjà dit ainsi que dans les pays où l'on a adopté sa solution. En France la question n'a pas même été soulevée.

Elle offre pourtant un intérêt considérable qui croîtra encore à mesure que la classe ouvrière sera plus consciente de ses droits et disposera de moyens plus efficaces pour les exercer.

Au point de vue général du Code civil tout préjudice doit être réparé à charge d'établir la faute. L'accident n'est qu'une des formes de préjudice, la maladie en est une autre que le code n'exclut nullement quelle que soit la solution adoptée d'ailleurs pour les accidents.

Avec la théorie délictuelle qui est le principe primitif du code, la faute du patron peut être invoquée dans la maladie professionnelle puisque c'est par son ordre que l'ouvrier a été exposé aux causes de maladie. L'action a pu être lente, le caractère de soudaineté de l'accident manque. Mais qu'importe? Si la relation de cause à effet peut être établie, l'action en dommage doit être recevable. *A fortiori* si la maladie est venue par suite de l'inobservance des règlements de protection imposés au patron. Plusieurs arrêts des tribunaux admettent qu'il est dû dans ce cas des soins médicaux et une indemnité plus ou moins forte selon les cas d'incapacité.

Si l'on admet la faute contractuelle, comme presque

toutes les lois nouvelles ou en préparation ainsi que plusieurs arrêts de cours l'admettent implicitement, comme une extension du code civil, la solution devient bien plus facile.

Les tribunaux estiment que l'industriel envers ses employés contracte une dette de sécurité sans laquelle leur condition serait par trop précaire. Il doit y avoir une sorte d'*habeas corpus* contre lequel nulle convention ne peut prévaloir. Telle est l'opinion de MM. Sausay et Sainteclotte.

Ils admettent qu'à l'expiration du contrat de travail on doit pouvoir restituer l'ouvrier, le rendre à lui-même valide comme on l'a reçu. Si l'on ne le peut on manque à son obligation et on en doit réparation.

Tant que dure le travail, l'ouvrier n'est pas maître d'éviter le danger qu'il court, de par son contrat de travail il est sous l'autorité de celui qui l'engage; il ne peut pas sous peine de renvoi discuter les ordres donnés pas plus qu'il ne choisit les machines ni les procédés. On les lui impose et le plus souvent il en ignore les dangers.

Puisqu'il y a autorité contractuelle du côté du patron, il ne peut y avoir responsabilité seulement délictuelle. Cette manière de voir est adoptée dans les attendus de plusieurs arrêts. (Tribunal civil de Toulouse 1892, d'Orange 1892, Villefranche 1880.) Ce dernier arrêt irait même jusqu'au devoir de protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence. Tout cela peut s'appliquer aussi bien à la maladie qu'à l'accident, dans un cas comme dans l'autre il y a préjudice causé. Le code civil n'a jamais dit que le caractère de soudaineté du préjudice soit nécessaire pour donner droit à réparation. Le propriétaire

dont le mur a été désagrégé par un filet d'eau coulant depuis des années par la faute de son voisin aura autant de droit à indemnité que si le préjudice avait été causé par une inondation soudaine.

Pas plus que pour l'accident on ne peut objecter la liberté du contractant, elle est illusoire, du reste, il ignore le plus souvent le danger de son industrie. Quant à dire que les risques de maladie ou d'accident sont compensés par une majoration des salaires, c'est inexact. Les professions les plus insalubres et les plus pénibles sont, en général, les moins rétribuées parce qu'elles sont le plus souvent vite apprises.

Il y a des cas qui peuvent s'entendre soit comme maladies professionnelles, soit comme accidents, comme les lumbagos, ruptures musculaires, tours de reins, hernies, ruptures de varices... Seront-ils justiciables de l'article 1380 ou de la loi nouvelle ?

On ne peut pas toujours faire intervenir la cause occasionnelle pour décider, un excès de travail fatigant peut amener les mêmes lésions qu'un accident brusque, surtout chez des individus prédisposés.

Des quelques rares travaux médicaux qui se sont occupés de la question il y a une conclusion à tirer qui nous semble nécessaire et qu'ils n'ont pas même entrevue parce qu'ils se sont placés au point de vue par trop étroit de leur spécialité professionnelle.

En effet, ces travaux publiés ou inspirés par M. le docteur Guérmonprez, professeur à la Faculté catholique de Lille, médecin de la Compagnie des Chemins de fer du Nord et de plusieurs compagnies d'assurances, sont fort intéressants au point de vue documentaire mais ne sont

qu'une casuistique spécieuse de faits limitant la responsabilité des compagnies d'assurances dont ils ont été les mandataires par le fait de leur profession (1).

L'idée de mettre en doute leur compétence et leur bonne foi ne peut pas même être soulevée. Leurs vues sur la limitation de la responsabilité des compagnies d'assurances aux seuls accidents traumatiques en excluant les complications diathésiques et les maladies qui ne sont pas mentionnées sur les polices sont parfaitement logiques, de sorte que si l'on ne considère que des faits particuliers il n'y a rien à dire de plus. Les polices d'assurances étant des conventions libres, il ne peut être question de leur donner une extension plus large que ce qui a été formellement convenu.

Ce n'est donc pas contre la manière dont M. Germonprez et ses élèves comprennent la responsabilité de la compagnie d'assurances, mais sur celle dont ils semblent comprendre la responsabilité du chef d'industrie, patron ou directeur d'une société anonyme, que portera notre discussion (2).

Les conditions économiques qui existent dans le Nord,

(1) Léonce Vienne. Thèse de Paris, 1892. *Blessures simulées dans l'industrie.*

Giraud. Thèse de Paris 1895. *Blessures simulées dans l'industrie.*

Legrain *Médecine militaire. Traumatismes et diathèses.* (Annales de médecine publique 1895).

(2) Le voisinage de la Belgique où la jurisprudence admet que la responsabilité du patron est contractuelle a fait sans doute adopter cette manière de voir aux juges du Nord. (Cour de cassation Belge, 1886 ; Cour suprême du Luxembourg, 1884.) Du reste l'évolution de la jurisprudence française semble se dessiner dans ce sens, plusieurs tribunaux ont admis la dette de sécurité contractuelle. (Tribunaux d'Orange, de Toulouse, Chambéry, Amiens.)

pays de grande industrie, où exercent ces praticiens éminents sont la cause bien excusable de la confusion qu'ils font. Le développement des sociétés d'assurances et des sociétés de secours mutuels se subrogeant partout à la personnalité du patron anonyme des sociétés industrielles ont fait perdre la notion exacte de responsabilité telle que l'entend le Code civil.

Dans ce pays d'industrie intensifiée, les habitudes et probablement la jurisprudence sont allées au-devant des lois nouvelles,

Depuis longtemps, en raison de la fréquence des accidents, on se comporte comme si la loi du risque professionnel était en vigueur (1). Toutes les industries à personnalité patronale ou anonyme s'assurent à des sociétés françaises contre les accidents du travail parce que, dit M. le docteur Léonce Vienne :

Les directeurs des établissements industriels doivent fournir à leurs ouvriers blessés les soins médicaux que nécessite leur situation et les indemniser pendant la durée de leur incapacité de travail. C'est justice, ajoute-t-il, puisque c'est en exécutant un ordre donné, en accomplissant un travail prescrit que l'ouvrier a été victime d'un accident qui le met dans l'impossibilité de gagner son pain quotidien.

Cette manière de voir que M. Vienne admet comme un dogme est aussi la nôtre parce qu'elle est conforme à la théorie du risque professionnel, tout au moins pour le chapitre des accidents. Malheureusement la loi du risque professionnel, même limitée aux accidents, n'a d'effet qu'en Allemagne. En France, l'article 1384 du Code civil fait encore loi malgré quelques bons vœux de la jurisprudence, la preuve de la faute délictuelle est encore à la

charge du demandeur, et les statistiques apportées à la tribune du Sénat tout récemment montrent que dans 12 % seulement des accidents la faute peut être imputée au patron. Ces statistiques, les compagnies d'assurances les connaissent, et c'est précisément dans leurs limites qu'elles assurent les chefs d'industrie, à moins que par des conventions spéciales elles assurent en même temps l'ouvrier contre les accidents arrivés par sa faute légère ou la faute réciproque. Il y a dans ce sens plusieurs combinaisons en usage, mais aucune n'embrasse la totalité absolue des faits qui rentrent dans le risque professionnel, accidents et maladies, et ce serait du reste bien inutile puisque le Code civil n'impose pas la réparation de tout. Seules les associations allemandes englobent tout, mais leur but est l'hygiène générale et elles n'ont rien de comparable aux sociétés françaises opérant en vue de rétribuer un capital-actions.

Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue, et justement ce à quoi les élèves de M. Guérmonprez ne pensent pas, c'est que toutes ces conventions entre le patron et les sociétés d'assurances sont en droit (*Res inter alios acta.*)

Elles laissent entier le droit à l'ouvrier de demander réparation au patron en dehors d'un tiers qu'il ignore qui n'est pour lui que le mandataire de son patron, qu'il s'appelle assurance, ou avoué, ou fondé de pouvoir, comme on voudra.

Quand même l'ouvrier eût contribué au versement de la prime, il s'est ainsi assuré lui-même contre les cas d'accidents que le code ne met pas à la charge du patron. Mais pour les 12 % de cas où la faute du patron pourra être prouvée par lui il reste libre d'intenter une action.

Telle est la jurisprudence actuelle, nous ne pouvons ici citer tous les arrêts de cours, mais la meilleure preuve c'est qu'il s'est fondé de nouvelles compagnies pour assurer le patron contre l'indemnité que les tribunaux pourraient allouer dans les 12 % de cas imputables. Quant aux anciennes compagnies elles ont fait contracter à leurs clients, chefs d'industrie, une nouvelle police spéciale à ce cas, et dont ils payent seuls la prime.

Malgré cette convention, les arrêts de Cour disent encore que le patron est solidaire avec la compagnie d'assurances pour le paiement de ce recours et qu'il reste responsable encore de l'indemnité si la somme fixée par le tribunal dépasse celle précisée dans la police d'assurance.

Toute cette discussion nous semble propre à montrer que dans les assurances, telles qu'on les pratique en France, n'est pas la solution de la question des accidents du travail, encore moins celle du risque professionnel que l'on ne peut que par une borne fictive limiter à l'accident.

Plus compliquée encore est la question des rapports de traumatisme à diathèse, si on veut la juger d'après la théorie du code civil; alors toutes les interprétations sont permises, des discussions théoriques et pathogéniques sont ouvertes à l'infini pour invoquer la faute délictuelle ou la rejeter. Car il y a des cas où le demandeur tuberculeux invoque une chute de la veille comme cause de ses cavernes. Il y en a de bien plus compliqués.

La théorie de M. Layet disant qu'il n'y aura pas faute du patron ni responsabilité équitable s'il a observé tous les règlements préventifs inscrits dans la loi est déjà d'une compréhension bien étroite.

Plus simpliste encore est la solution des élèves de

M. Guernonprez, il n'y a pas de réparation pour ce qui n'est pas spécifié sur la police d'assurance. Ces deux solutions sont séduisantes par leur logique. Malheureusement la question est bien plus compliquée à cause du nombre considérable de victimes de l'état économique actuel que l'on ne peut logiquement faire rentrer dans l'une ni l'autre de ces catégories. Il sera donc nécessaire d'en établir d'autres.

CHAPITRE IV

Exposé de quelques arrêts de Cour qui fixent la jurisprudence

Le premier cas que nous exposons est un arrêt du Tribunal civil de Paris pour un cas où aucune faute délictuelle n'ayant pu être relevée à la charge de l'industriel, le tribunal le relève de toute responsabilité et condamne la partie demanderesse aux frais et dépens. C'est la théorie absolue du Code civil.

*Tribunal civil de Paris 1^{er} juillet 1892. Affaire veuve
Teffaine contre G... et C..., entrepreneurs de dragage.*

Explosion d'un tube d'une chaudière tubulaire d'un remorqueur. Mort du mécanicien Teffaine brûlé par un jet de vapeur et d'escarbilles qui s'échappant par la porte du cendrier a envahi la chambre de chauffe. Demande d'indemnité de la veuve. Les entrepreneurs G... et C... se retranchent :

- 1° Derrière leur permis de circulation régulièrement délivré;
- 2° Le brevet donné par la commission de surveillance des bateaux à vapeur;
- 3° La garantie délivrée par l'ingénieur qui a construit la chaudière.

Après l'accident la même commission de surveillance ayant fait l'enquête déclare dans son rapport : Que l'accident est

arrivé par suite de la rupture d'un tube de chaudière due à un défaut de soudure. Mais ce défaut était léger puisque la chaudière avait pu fonctionner pendant trois ans. De plus, l'accident n'aurait pas eu de conséquence grave si la porte du cendrier avait été disposée de façon à pouvoir fermer de dedans en dehors, auquel cas la vapeur eût passé par la cheminée au lieu de sortir dans la chaufferie.

Le rapport de la commission entendu, le tribunal juge :

Attendu qu'il résulte du rapport que les sieurs G... et C..., entrepreneurs, ne sauraient être responsables d'un défaut de soudure dans une chaudière qui leur était livrée avec garantie. Le sieur O..., ingénieur-constructeur, pourrait seul être incriminé ; quant à la disposition de la partie du cendrier que la commission dit vicieuse, elle ne peut être imputée comme faute à personne parce qu'avant l'accident les autorités compétentes chargées de l'examen et de la réception de la dite chaudière ne l'avaient pas considérée comme telle.

La responsabilité des sieurs G... et T... n'étant établie par aucun des documents de la cause, la demande de la veuve Tiffaine en ce qui les concerne n'est pas justifiée. Par ces motifs, le tribunal déclare mal fondée la demande de la veuve Tiffaine, l'en déboute, condamne aux dépens.

Le jugement réformé par la Cour d'appel de Paris qui a reconnu la faute contractuelle de l'entrepreneur envers son mécanicien à l'égard duquel il contracte dette de sécurité tacitement contenue dans le contrat de travail.

Le vrai coupable serait la commission de surveillance ayant laissé circuler un bateau avec une machine dangereuse.

Cour d'appel de Lyon du 14 février 1894. Affaire des forges de Lorette. Explosion de chaudière.

Une explosion d'une chaudière à vapeur en mauvais état, chauffée par les flammes perdues d'un four à réchauffer dans un chantier de puddlage, a causé la mort de cinq ouvriers forgers et huit blessés. Le directeur des forges, l'ingénieur et le propriétaire condamnés par le tribunal de Saint-Etienne à payer des indemnités interjettent appel. Ils prétendent qu'ils ne peuvent être rendus responsables d'un cas de force majeure, leur chaudière fonctionnant depuis des années.

Elle avait été visitée depuis moins d'un an par la commission administrative de surveillance qui n'avait rien trouvé de défectueux. Ce même service des mines après l'accident constate dans son rapport que malgré l'approbation tacite donnée par lui,

1° L'épreuve réglementaire n'avait pas été faite depuis plus de dix ans;

2° Les parties intérieures de la chaudière n'avaient pas été visitées depuis deux ans;

3° Que la chaudière fonctionnait sans manomètre ni soupapes suffisantes;

4° Que l'avarie des tôles n'était pas apparente ou ne l'eût été que dans un examen très complet qui n'a pas été fait;

5° Qu'elle était éminemment dangereuse parce qu'elle était chauffée par des flammes perdues qu'il n'était pas possible de régler.

D'autres choses enfin qui constituaient un danger continuél depuis des années sans que la visite annuelle des mines y trouvât à redire.

Ce cas prouve encore une fois l'insuffisance des mesures préventives. La Cour d'appel déclare que le service des mines est par hypothèse irresponsable et ce qu'il n'a pas prévu ne peut lui être incriminé.

La surveillance administrative ne saurait avoir pour effet de dispenser les industriels de surveiller eux-mêmes leurs appareils. Confirme le jugement du tribunal.

Ces précautions qui n'avaient pas été prises parce qu'elles n'avaient pas été prévues mais qui auraient dû être prévues n'est-ce pas admettre la faute contractuelle?

Tribunal de Montbrison 14 novembre 1894. Ouvrier manoeuvre employé à une scierie mécanique la nuit sans apprentissage.

Un ouvrier d'une scierie mais employé seulement comme manoeuvre est mis à la scie circulaire à la place de l'ouvrier habituel par ordre du contre-maitre la nuit. Accident. Quatre doigts coupés.

L'ouvrier réclame indemnité basant la faute du patron sur

l'insuffisance de l'éclairage, sur l'état de fatigue où il était à la fin de la journée et son manque d'expérience de cette machine. Le tribunal : attendu que C... ne peut attribuer qu'à lui-même l'accident dont il a été victime parce que la lumière était suffisamment assurée dans l'atelier par une lampe à bec de 18 lignes d'une intensité de 16 bougies, etc..., qui suffisait habituellement aux autres ouvriers. Par ces motifs, le déboute et condamne aux dépens.

Sur appel, la Cour de Lyon, juillet 1893, déclare mal jugé, attendu : que le travail confié à C. était très pénible et dangereux, qu'il était reconnu comme tel et confié d'ordinaire à des spécialistes et non à des manœuvres comme C...

Qu'au moment où C. a été mis à la scie il était fatigué par sept heures de travail, que l'imprudence du contre-maître est établie... Voilà qui est bien loin de la thèse de M. Layet qui ne veut pas qu'on prenne en considération les causes d'accident extrinsèques au travail et rejette de parti pris la théorie que nous admettons, à savoir que la responsabilité augmente si l'ouvrier est surmené, inexpérimenté, s'il est moins habile qu'un autre, s'il voit moins clair, etc., de même si un travail dangereux est confié à des enfants, les précautions doivent être plus grandes, sans quoi la responsabilité augmente.

Tribunal de Lyon, 8 février 1893. Enfants mutilés aux doigts par des engrenages insuffisamment protégés.

L'industriel M... refuse une indemnité, prétend, appuyé par le rapport de M. Domenget, ingénieur-expert à Lyon, que toutes les précautions auraient été soigneusement prises pour empêcher tout accident. Que l'engrenage était protégé par un dispositif préconisé par l'Association des Industriels, etc..., qu'à aucun titre la machine ne pouvait être dite dangereuse. Le tribunal ayant égard aux dires de l'expert déboute la tutrice des mineurs B... de sa demande condamne aux dépens et frais d'expert.

La Cour d'appel de Lyon, 29 juin 1893, déclare mal jugé, attendu que malgré les dires de l'expert, il résulte des débats que l'engrenage suffisamment protégé pour des ouvriers adultes ne l'était pas assez dans l'espèce, eut égard au jeune âge des ouvriers employés.

Que cet état de chose eût nécessité un grillage protecteur et non un disque, etc.

Voilà encore un exemple de cause extrinsèque au travail admise comme base dans l'appréciation de la responsabilité.

*Tribunal de la Seine, 25 janvier 1895. Première Chambre.
Enfants brûlés par un cylindre dans une blanchisserie à vapeur.*

Travail dangereux confié à des enfants de 13 et 14 ans ; eût nécessité organes protecteurs beaucoup plus complets en raison du jeune âge des ouvriers. L'industriel répond que la protection de l'appareil, en raison même de son fonctionnement, n'est pas possible. Le tribunal dit qu'il n'y a pas à tenir compte de cette particularité, admet le jeune âge des ouvriers comme cause extrinsèque et aggravante de la responsabilité, condamne l'industriel.

Tribunal de Saint-Etienne, 16 février 1893. Travail dangereux laissé faire par un enfant. Rembrayage de courroie. Amputation de la cuisse.

P... ouvrier de 17 ans, pris par une courroie de transmission qu'il remettait sur une poulie avec l'assentiment du contre-maître, malgré qu'il existât dans l'usine un ouvrier spécial pour ce genre de travail. Le remontage d'une courroie est en général considéré comme de danger médiocre s'il est fait par un ouvrier expérimenté, mais dangereux pour un enfant. Admission de la cause extrinsèque. Les attendus du tribunal sont intéressants dans leur manière d'évaluer le préjudice causé.

« Attendu que la blessure de P... a été des plus graves et a nécessité à deux reprises l'amputation de la cuisse ;

« Attendu que ce jeune ouvrier âgé de 17 ans gagnait comme tourneur 3 francs par jour, qu'il est resté du fait de l'accident dix-huit mois sans travailler ;

« Que l'exercice ultérieur de sa profession sera probablement impossible et qu'il sera obligé de faire l'apprentissage d'un autre

métier : Que l'incapacité de travail évaluée au deux tiers par le médecin expert n'est pas exagérée.

« Le tribunal accorde : 1° Une pension viagère de 50 fr. par mois ; 2° Une somme de 2.000 ».

Sur appel de l'industriel la Cour de Lyon confirme.

Tribunal civil de Lille, 19 juillet 1894. Cas analogue au précédent. Enfant s'employant spontanément sans ordre formellement donné au remontage d'une courroie. Broyé entre la poulie et le plafond. Mort.

Dans ce cas, pas d'ordre donné, d'après le code pas de responsabilité. Pourtant le tribunal sur le rapport de M. Chapuy, ingénieur des mines, admet le risque professionnel, malgré l'imprudence de l'enfant condamne à 2,000 fr. l'industriel, non fautif délictuellement puisque l'enfant avait agi sans aucun ordre. La dette de sécurité est donc bien admise.

Des arrêts des cours et tribunaux que nous venons de citer il ressort que la limitation et la détermination de la responsabilité du chef d'industrie ont trouvé leur critérium dans les conditions particulières des faits accidentels en eux-mêmes. Il n'y a pas eu besoin de tenir compte pour majorer ou diminuer la responsabilité, des circonstances extrinsèques à la victime ou prédispositions qui ont pu aggraver les conséquences immédiates de l'accident.

M. Layet voudrait qu'on s'en tint à ce genre d'appréciation comme nous l'avons déjà dit plus haut. Malheureusement les faits sont beaucoup plus complexes.

D'après M^e Périn, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, membre du conseil d'administration de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail, les éléments d'appréciation pour fixer les dommages-intérêts dans chaque espèce devraient être basés :

1° Sur l'imprudence personnelle de l'ouvrier ;

2° Sur les soins qui lui ont été donnés par son patron ;

3° Sur tous autres éléments personnels, tels que prédisposition, maladies antérieures, alcoolisme, mauvaise hygiène, etc.

Pour le premier élément, c'est une cause extrinsèque. Nous pouvons constater que plusieurs arrêts le mitigent par d'autres causes extrinsèques. Il n'y a rien d'absolu.

Pour le deuxième élément, les soins ultérieurs, il est basé sur un considérant du Tribunal civil de la Seine de 1864, dans lequel le patron aurait fait soigner l'ouvrier à ses frais, entretenu et gardé quatre ans à son service sans diminution de gage, ce qui aurait fait rejeter la plainte par le tribunal.

Enfin, le troisième n'a pas de limites et permet de tout invoquer, alcoolisme, tabac, névrose, etc., mais il ne parle pas du risque professionnel, ni du contrat de service du travail ; c'est sans doute par oubli.

M. Périn n'est pas bien respectueux pour les médecins experts, il abuse de son métier d'avocat des compagnies.

Les défenseurs, dit-il, devront se tenir en garde contre les certificats médicaux produits par les demandeurs en matière d'accidents de travail, et qui leur sont trop facilement délivrés par les membres du corps médical.

Après plusieurs arrêts sur le rapport médico-légal, favorable à la demande dans des cas indécis, M. Périn ajoute :

On ne saurait trop, s'il en était besoin, ce que nous ne croyons pas, recommander aux médecins des industriels et entrepre-

neurs de regarder d'assez près tout certificat versé au débat par les demandeurs. Ce contrôle attentif ne sera pas inutile, car ils doivent se tenir en garde contre quelque surprise qui pourrait naître de la production de certificats médicaux trop complaisamment délivrés à l'ouvrier, ainsi que nous avons eu à le constater plusieurs fois.

Et il cite à l'appui un fait passé en 1867 qui lui semble péremptoire où il a convaincu fausseté le certificat médical.

Un ouvrier, dans une manœuvre, ayant reçu un palan de 40 kilog. entre les épaules, avait formé une demande d'indemnité, motivée sur un certificat de médecin dans lequel ce dernier faisait toutes réserves sur l'avenir.

D... ne peut se pencher en avant sans fléchir les jambes, il accuse une douleur persistante dans la région dorsale. Malgré un traitement énergique, on peut assurer que D... ne pourra jamais se livrer à des travaux pénibles, car il y a eu certainement contusion de la moelle, de laquelle pourrait résulter une paralysie des membres inférieurs.

Ces conclusions, après un traumatisme de ce genre, n'avaient rien d'exagéré, mais l'ouvrier ayant exagéré sa demande de dommages, le chef d'industrie demanda la nomination d'un expert par le tribunal. Cet expert professionnel formula les conclusions suivantes :

Aujourd'hui, après 11 mois écoulés, le sieur D... ne présente aucune trace de contusion, aucun symptôme d'une affection chronique de la moelle, aucune lésion se rapportant à l'accident. Il peut reprendre aujourd'hui son état d'aide-forgeron. Le rapport du médecin légiste, entièrement contraire à celui du médecin de D..., amena une transaction entre les parties pour une somme de 4.000 fr.

Ce qui prouve à M. Périn que le dit médecin a eu tort. Quant à savoir ce qu'il advint de l'ouvrier, après qu'il eut repris un travail aussi pénible, voilà ce qu'on ne dit pas, et qui cependant serait nécessaire.

Les cas de conséquences éloignées ne sont pas rares. Rien ne prouve que le cas de M^e Périn a été indemne. Le triomphe d'audience est bien là un triomphe d'ignorant.

M. le professeur Poncet, dont personne ne peut contester la compétence, dans sa clinique du 8 juillet dernier présentait un employé de chemin de fer, âgé de 33 ans, atteint d'impotence fonctionnelle du bras avec troubles trophiques et tous les signes cliniques d'une névrite ascendante diffuse.

Cet employé avait été tamponné dans une manœuvre trois ans auparavant, et atteint de contusions sans gravité notable mais qui avaient produit des gonflements et demandé plusieurs mois de repos, au bout desquels il avait pu reprendre son travail, mais peu à peu la force de ce bras diminuait avec un peu de douleur cédant au repos avec reprises de plus en plus intenses, qui cette fois ont motivé son entrée à l'hôpital.

M. Poncet n'hésite pas à faire remonter l'origine de cette névrite à l'accident. Dans plusieurs cas il a vu cette marche lente et insidieuse après guérison momentanée ou repos. Les cas de ce genre étaient mal connus autrefois, nombre de médecins légistes les ont niés et les ont traités de simulation. Aujourd'hui les travaux récents ont montré les relations neuro-traumatiques.

Aussi M. Poncet dans des cas de ce genre porte-t-il un pronostic très réservé. On nous permettra de faire plus de compte de la pratique de nos maîtres que de discours d'avocats surtout d'un avocat qui s'est fait une spécialité de soutenir les intérêts des défendeurs dans les accidents du travail depuis 1867, et que nous retrouvons encore cette

année dans une affaire de ce genre devant le tribunal de la Seine, cherchant à faire contredire les experts.

Ouvrier âgé de 32 ans pris sous un éboulement dans une fouille exécutée dans une cave à Paris le 14 février 1894.

Travail dangereux par manque d'étagage.

Le blessé retiré des décombres à une plaie à la poitrine, crache du sang. Fracture de cuisse probable, en tout cas vaste hématome, hydartrose considérable du genou, en somme état grave, qui a nécessité l'enlèvement des caillots, et deux fois la ponction de l'article.

Le 9 juin, soit quatre mois après à l'hôpital Saint-Antoine, le docteur Buzy, médecin des hôpitaux, constate que Marsac présentait à l'union du tiers inférieur avec le tiers moyen du tibia droit une inflexion en dehors et un gonflement qui font supposer qu'il y a eu fracture d'ailleurs consolidée.

Il y a actuellement une volumineuse hydartrose du genou, de l'œdème sous-cutané et un état violacé de la peau de la jambe droite tandis que la cuisse a de l'atrophie considérable. J'estime que cet homme a encore besoin de trois mois de soins pour reprendre son travail.

L'avocat de la défense n'était pas en dehors de la vérité en disant que son client avait été soigné pour ostéopériostite traumatique, de plus il présentait le certificat d'un médecin ainsi conçu :

Cet ouvrier ne peut plus se livrer à des travaux durs et pénibles pendant un laps de temps indéterminé. On ne peut pas confirmer sa guérison. Cet état morbide peut durer deux ans, quelquefois toute sa vie. Le médecin formulait cette conclusion plus de quinze mois après l'accident. Elle n'était que juste.

Mais l'ouvrier ayant fait une demande d'indemnité trop forte 20.000, soit le capital d'une rente de 1.000 fr.,

l'entrepreneur demanda une contre-expertise et alléguait que Marsac devait avoir une lésion antérieure parce qu'il marchait déjà la jambe déviée en dehors.

Il fournissait des témoignages, mais il y en avait aussi de contradictoires sur le même point.

D'autre part, il découvrit que Marsac avait été exempté du service militaire. Son acte de naissance portait en marge : exempté du service militaire pour luxation de la jambe droite. Malgré cela il exerçait son état de terrassier depuis douze ans.

Le Dr Vibert, commis par le juge d'instruction, avait formulé son rapport ainsi, quinze mois après l'accident : « Il n'y a plus trace de la plaie de poitrine. Le membre droit a été le siège de graves lésions, la trace des jonctions à la jambe et au genou pour évacuer l'hématome et l'hydarthrose sont encore visibles, atrophie légère de la cuisse... déformation très marquée de la jambe déviée en dehors. Cal volumineux à huit centimètres de la malléole interne comme celui d'une fracture consolidée. Cependant à l'hôpital on aurait dit au malade que la jambe a été seulement tordue.

La jambe est très atrophiée, l'articulation tibio-tarsienne raide, les mouvements sont incomplets et douloureux, nécessitant l'emploi de béquilles et une marche peu prolongée.

Vibert conclut : « La question de fracture ou de simple torsion n'est pas tranchée, mais elle n'est que secondaire au point de vue de l'expertise. C'est les *conséquences* de la blessure, plutôt que sa nature exacte qu'il faut indiquer.

L'état actuel est susceptible de s'améliorer beaucoup, il est probable que dans un délai que l'on peut évaluer

approximativement à six mois, le membre aura recouvré presque entièrement sa force ancienne, mais la déformation est définitive et la claudication qui en résulte persistera toujours.

Ainsi Vibert ne signalait pas une lésion antérieure. Le médecin de l'hôpital constate le gonflement, l'inflexion en dehors sans la qualifier de cal ce qui est étonnant. L'hématome n'a guère de raison sans fracture, tout au moins fracture en bois vert ou torsion encore possible chez un homme de 32 ans. Les autres symptômes appartiennent bien à l'ostéo-périostite traumatique.

Le rapport du médecin qui fit le premier pansement aurait pu être décisif, mais il manque au dossier. Le docteur Bazy n'a vu le malade que quatre mois après l'accident, la fracture a pu se consolider, tandis que l'hydartrose persiste et l'œdème sous-cutané.

Quinze mois après l'accident l'articulation tibio-tarsienne au-dessous du cal est douloureuse et incomplètement mobile, ce qui incline bien pour la fracture récente. A coup sûr, cette impotence n'existait pas avant l'accident le blessé pouvait faire sans boiter son métier de terrassier pour lequel on eût difficilement embauché un boiteux dans une fouille de cave dangereuse. On allègue qu'il tournait la jambe en dehors, mais il n'est pas dit qu'il boitait, d'ailleurs cette infirmité est niée par d'autres, en tout cas, elle ne causait certainement pas d'incapacité de travail et est sans relation avec la cause de l'accident.

Quant à la mention : exempté pour luxation de la jambe cette luxation, si elle existait à l'âge du tirage au sort, pouvait avoir disparu, on ne l'a pas constatée ; on parle dans le procès de fracture et non de luxation, laquelle ne

se passe que dans une articulation tandis que le cal est à dix-huit centimètres de l'articulation, il ne peut être question de luxation.

Le tribunal conclut à la responsabilité de l'entrepreneur alloue 4,000 francs de dommages-intérêts à Marsac, estimant à ce taux l'importance du préjudice causé, mais sans qu'il énonce dans ses considérants l'état antérieur.

M. Périn dit au contraire que les juges ont été convaincus de la dissimulation par Marsac de son état antérieur ; qu'ils ont tenu compte de cet état pour atténuer les conséquences de l'accident.

Un tel raisonnement devant ce jugement est ridicule.

Si les juges ont réduit la demande de dommages de 40,000 à 4,000 francs, c'est parce que la perte d'usage d'un membre, fût-il amputé, n'est pas supposée entraîner une incapacité de travail de plus d'un tiers, en général. Mais il n'y a pas d'apparence qu'une lésion antérieure, d'ailleurs non prouvée et n'entraînant pas d'infériorité de travail, ait influencé l'arrêt du tribunal.

Ce dernier n'en fait pas mention dans ses attendus, au lieu qu'il est très affirmatif sur la responsabilité du patron qui avait omis de faire étayer les terres.

CHAPITRE V

Aperçu des législations étrangères

La question est à l'ordre du jour dans toutes les nations, la position varie selon qu'on l'a résolue ou qu'elle est encore à l'étude, mais on peut ranger en trois groupes les législations existantes.

I^{er} GROUPE. — LOIS QUI N'APPORTENT AUCUNE DÉROGATION AU DROIT COMMUN

Le Code civil français est leur pivot mais avec des variantes dans l'application permettant de les séparer en sous-groupes.

France. — Nous avons suffisamment montré dans ce qui précède l'évolution de la jurisprudence sur l'article 1382. Preuve de la faute à la charge du demandeur.

Italie et Espagne. — Code civil français mais en Italie fonctionne depuis 1883 une caisse nationale d'assurance-accident. Elle est facultative pour les patrons et les ouvriers. Elle a été créée par l'initiative des Caisses d'épargne, l'Etat n'est que contrôleur.

L'Italie a un projet de loi analogue aux projets austro-allemands.

Pays scandinaves, Danemark, Suède, Norwège.

— Droit commun français mais moins favorable aux ouvriers. En Norwège, le patron n'est responsable que si la faute lui est personnelle, il ne répond pas de celle de ses subordonnés, contre-maîtres, employés, etc., contrairement à l'article 1384 du code français. Mais cette situation prendra fin par une loi d'assurances dont le succès est certain.

Russie et Angleterre. — Le patron ne répond que de sa faute et dans certaines limites de celle de ses contre-maîtres, la preuve incombe à la demande. Le trait caractéristique de ces législations est de limiter le pouvoir d'appréciation du juge.

En Russie, il y a tout un tarif basé sur la gravité de l'accident, le juge ne fait que l'appliquer au cas particulier.

C'est toujours une réparation transactionnelle et jamais intégrale.

En Angleterre, on vit encore sous la loi de 1880 qui est loin d'être interprétée aussi libéralement que notre Code civil dont elle est le reflet, sauf qu'elle admet la limitation d'appréciation du jury civil. Beaucoup d'ouvriers indemnisés en France par l'article 1382 ne le sont pas en Angleterre dans des cas analogues. Depuis 1894, des projets ont été proposés pour faire cesser cet état de choses. Mais ces projets que M. Béranger dit parents du sien sont, au contraire, le reflet des projets français et, en particulier, de celui admis par le Sénat en

première discussion. Dans le projet de M. Hunter, déposé le 17 mars 1893, le patron est responsable de tous les accidents sauf ceux qui seraient imputables à la faute volontaire de l'ouvrier. Quant aux indemnités elles seraient payées non pas d'après l'appréciation des tribunaux, mais d'après une tarification prévue par la loi comme cela existe dans la loi de 1880.

Incapacité totale permanente, pension des deux tiers du salaire avec maximum hebdomadaire de 20 shillings.

Incapacité permanente partielle, fixée par la justice selon capacité restante. Il faut alors apprécier la condition où vivait cet ouvrier, la facilité qu'il aura à trouver le travail qu'il peut faire. C'est là un trait commun avec le projet français que l'intervention de la justice seulement dans les cas :

Incapacité temporaire, trois quarts du salaire, avec maximum de 20 shillings hebdomadaires, le projet français demande seulement la moitié du salaire tant que dure l'incapacité.

Le projet Chamberlain, actuellement ministre, déposé le 8 janvier 1895, est analogue mais plus lourd. L'article premier dit :

Après la promulgation de la loi, tout dommage physique subi par un ouvrier au cours d'un travail exécuté pour son patron donnera droit, au profit de la victime ou en cas de mort à ses ayants-droit, à une indemnité payable par le patron, à moins que l'accident n'ait été provoqué par un acte volontaire ou une négligence volontaire de l'ouvrier.

Dans la tarification analogue au projet précédent il y a :

En cas de mort ou incapacité absolue permanente, l'indemnité due est égale au montant du salaire payé à l'ouvrier pendant les trois années antérieures sans pouvoir être moindre que 3.750 francs.

Belgique. — Elle est encore sous le Code civil français. Mais ce qui la sépare des précédentes nations, c'est la manière dont la jurisprudence comprend la faute du patron.

Au lieu d'admettre la faute délictuelle qui est la lettre du Code civil, la jurisprudence belge s'est franchement ralliée à la faute contractuelle comme base de la responsabilité.

Théorie qui laisse la preuve à la charge du patron, parce qu'elle admet la dette de sécurité due par lui à ses ouvriers qui est implicitement contenue dans le contrat de travail.

Le système des assurances libres qui déchargent le patron de cette responsabilité est très florissant dans ce pays industriel par excellence. Mais un projet de loi tendant à organiser le système du risque professionnel est à l'étude.

II. — LOIS QUI ÉDICTENT UNE PRÉSUMPTION DE FAUTE CONTRE LE PATRON

La *Suisse* est encore sous le régime de l'inversion de la preuve qui était proposée en France en 1880, par Martin Nadaud.

Par la « loi des fabriques » de 1881 et 1887, le patron suisse est tenu à réparation de tous les dommages causés à un ouvrier par un accident à moins qu'il ne prouve qu'il

est dû à la faute de l'ouvrier ou à la faute d'un tiers qui prend dès lors la place du patron, en admettant bien entendu qu'il soit solvable.

Les cas fortuits sont à la charge du patron mais alors l'indemnité est minime et ne peut subvenir aux besoins.

Tout le monde est d'accord pour juger que les résultats de ce système sont détestables. Le Conseil fédéral suisse disait dans un message à l'assemblée fédérale réunie pour modifier la loi des fabriques : « Le système actuel sur la responsabilité civile n'a pas résisté à l'expérience qui en a été faite. Il excite les patrons et les ouvriers les uns contre les autres. »

Cette opinion s'est exprimée au vote du referendum par les chiffres suivants : Sur 230.000 suffrages exprimés, 70.000 seulement ont demandé le *statu quo*.

Le vote d'un projet très complet d'assurances englobant toutes les incapacités de travail, maladies et accidents, est assuré.

III. — LOIS QUI SUBSTITUENT A LA RESPONSABILITÉ PATRONALE LE PRINCIPE DU RISQUE PROFESSIONNEL COMPLÉTÉ PAR L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

En *Allemagne*, la loi votée en 1884 a été complétée en 1885, 1886, 1887, pour en généraliser les effets bien-faisants, à la demande des industriels et de leurs employés. C'est d'elle que découlent la loi autrichienne adoptée en 1887 et tous les projets qui sont à l'étude dans les autres nations. C'est, du reste, la seule où la doctrine du risque professionnel est poussée jusqu'à ses limites extrêmes avec une logique parfaite.

En Allemagne, l'expérience faite a été décisive. Avant qu'on applique la loi de 1884 du risque professionnel et assurance obligatoire, on avait adopté, à titre d'expérience, le système d'inversion de la preuve que le contre-projet Béranger voudrait restaurer en France. Le résultat a été si mauvais, les procès et contestations si nombreux qu'en 1884 personne ne s'est opposé au changement d'un état de choses si mauvais. Depuis l'admission de la loi de 1884, quoi qu'en disent M. Béranger et ses partisans, l'Allemagne n'a qu'à se louer de la loi du risque professionnel, la preuve en est qu'elle tend de plus en plus à l'appliquer à tous les salariés, et à en généraliser les effets, à l'appliquer aux maladies, à la vieillesse, etc.

M. Boediker, président de l'office impérial des assurances sociales, disait dans son rapport officiel, en 1891, après sept ans d'application de la loi :

« Les entrepreneurs sont heureux d'être débarrassés des procès en responsabilité civile, de même, les ouvriers allemands sont contents d'être protégés par l'assurance contre les accidents. Ils se sentent, eux et leur famille, garantis contre la misère pour le cas où ils seraient victimes. A cela il faut encore ajouter l'effet salubre produit par l'organisation en mettant les ouvriers en rapport direct avec leurs employeurs. L'expérience nous apprend que ces derniers loin de se croire dispensés de tous les devoirs par l'assurance, font toujours leur possible pour combler les lacunes qui peuvent encore exister dans la prévoyance et les institutions bienfaisantes. La loi n'a nullement étouffé l'amour du prochain : elle ne peut avoir que d'heureuses conséquences. »

Depuis ce temps l'opinion de M. Boediker n'a pas varié,

quoi qu'en aient dit les détracteurs du risque professionnel.

Comme cette loi est la base des autres, une étude un peu détaillée est nécessaire.

Tout accident, sauf le cas de faute intentionnelle exclusif, donne droit à une indemnité. Elle n'est pas arbitrée par le juge, la loi a établi un tarif transactionnel dont le salaire de l'ouvrier est la base. Tous les ouvriers industriels, même ceux de l'Etat : postes, chemins de fer, guerre, puis ouvriers agricoles, forestiers, gens de mer y ont été admis successivement par des amendements à la loi, les pêcheurs, artisans et domestiques ne le sont pas encore.

Le paiement de ces indemnités fixes se fait par une rente annuelle et viagère, jamais en capital une fois payé. L'assurance obligatoire que les patrons payent seuls a pour base la mutualité corporative. Les patrons sont groupés en corporations professionnelles, sous le contrôle de l'Etat, représenté par l'Office impérial des assurances, composé de membres nommés par l'empereur, par le conseil fédéral des corporations et par les ouvriers. La corporation, gérée par un conseil d'administration, peut exercer sa juridiction sur tout l'empire ou se diviser en provinces selon les corps de métier, son rôle est triple :

1° Elle fait les règlements propres à réduire au minimum les risques à courir, des inspecteurs nommés par elle en assurent l'application.

2° Elle fixe l'indemnité accordée selon la loi à chaque espèce. Sa décision peut aller en appel devant un tribunal arbitral de deux patrons, deux ouvriers et un président nommé par l'empereur, en cas de conteste, l'Office impérial statue en dernier ressort.

3° En fin d'année, elle répartit les indemnités allouées, dont l'avance est faite par les Postes, plus les frais généraux, entre tous les patrons proportionnellement au nombre d'ouvriers qu'ils emploient, aux salaires de chacun et au risque spécial à l'établissement. Une certaine somme est versée en outre pour la constitution d'un fonds de réserve pour assurer le paiement des arrérages des rentes qui ont été attribuées les années précédentes aux incapacités permanentes. A moins de faute intentionnelle du patron, qui fait alors l'objet d'un jugement correctionnel, ce n'est pas l'ouvrier qui poursuit individuellement son patron. Mais celui-ci doit dans les quarante-huit heures après l'accident formuler sa déclaration à la corporation et à la police. Une enquête est ouverte sur tout accident même minime. C'est d'après ses résultats que le conseil d'administration, exclusivement composé de patrons, fixe en premier ressort l'indemnité que la loi alloue à tel cas selon la gravité. En cas de conteste le tribunal arbitral, enfin l'Office impérial statue. Mais la plupart des litiges sont réglés par le tribunal arbitral.

C'est dans l'opposition des deux premières juridictions qu'il faut voir la cause de l'augmentation du nombre des litiges. La première juridiction dans les mains des patrons tend naturellement à restreindre les indemnités qu'ils payent seuls. C'est toujours sur l'évaluation de la capacité de travail restante que se produisent les litiges.

Le fonctionnement parallèle d'une caisse d'assurance obligatoire contre la maladie professionnelle ou générale simplifie beaucoup le règlement des petites indemnités. Cette caisse alimentée par le patron individuellement et les ouvriers décharge les corporations de tous les frais de

maladie et de secours pendant les treize premières semaines d'incapacité, qu'elle vienne de maladie ou d'accident. La corporation n'a rien à payer pour les incapacités temporaires qui ne dépassent pas ce délai.

(Une disposition analogue a été votée en France, caisse de secours spéciale aux ouvriers mineurs qui est obligatoire; les ouvriers y versent deux tiers et la compagnie un tiers. D'un autre côté la compagnie s'assure contre les accidents à des compagnies libres par des conventions où tantôt les ouvriers versent un tiers, tantôt rien, selon les pays. Mais il n'y a rien de commun entre ces deux institutions, d'où conflits fréquents pour classer certaines incapacités de l'une ou l'autre manière. La même difficulté se produit avec les sociétés de secours mutuels.)

Autriche. — La loi autrichienne votée en 1887, inspirée de la loi allemande, est préférable dans certains sens. Elle est moins centralisatrice et administrative.

Les circonscriptions sont provinciales et comprennent toutes les industries, le conseil a les mêmes attributions qu'en Allemagne, mais comme les ouvriers participent pour 1/10 à l'assurance, le conseil comprend un tiers d'ouvriers. Le conseil suprême auprès du gouvernement n'est que consultatif et n'a pas de rôle d'arbitre suprême, parce que l'Etat n'est jamais engagé pécuniairement, ni ne manie les fonds des corporations. Ce sont les tribunaux civils qui jugent en appel les arrêts des tribunaux arbitraux. Les indemnités sont fixées comme en Allemagne, mais sur un taux un peu plus faible, la répartition est la même. Mais à l'inverse de l'Allemagne, c'est le capital nécessaire à constituer les rentes qui est versé. Ce système de couverture est préférable, parce que chaque année les charges réelles, créées par les accidents, sont définitivement réglées et leurs conséquences ne viennent pas peser sur la prime des années suivantes comme cela arrive en Allemagne.

CHAPITRE VI

Le contre-projet Bérenger et les arguments formulés au Sénat contre le risque professionnel

Au moment où la loi du risque professionnel allait passer en deuxième discussion au Sénat un contre-projet en quatre articles déposé par M. Bérenger, partisan décidé du Code civil, est venu tout remettre en question.

C'est par une simple modification qu'il veut apporter au Code civil que la question serait résolue sans faire de loi d'exception, sans transiger sur le salaire, sans assurances obligatoires garantissant la réparation. Une hypothèque prise sur les biens de l'industriel, s'il en a, suffirait. S'il y a faillite, la victime désormais incapable de travailler viendrait en concurrence avec les autres créanciers.

Parce que, dit M. Bérenger, le risque d'insolvabilité est un risque naturel, tout le monde y est exposé, contre lui il dépend de la prudence de chacun de se garantir mais il n'est pas au pouvoir de la loi de la conjurer. Dans ce cas l'ouvrier, outre qu'il devrait se tenir en garde du danger des machines devrait encore surveiller l'habileté commer-

ciale de la compagnie anonyme qui l'emploie pour se mettre en garde contre une faillite (1).

Par l'article premier, tout accident qui se produit dans l'exécution d'un travail dangereux oblige celui qui a commandé ou dirigé ce travail à sa réparation à moins qu'il n'ait été causé par la faute seule de l'ouvrier.

La faute est présumée imputable au patron. C'est l'inversion de la preuve demandée par Martin Nadaud et que la Suisse veut supprimer de sa loi.

Quels seront les travaux réputés dangereux sinon ceux où se seront produits les accidents. Mais dans un travail dangereux la faute légère de l'ouvrier est excusable.

Chaque cas exigera un procès avec expertise.

Quand M. Béranger dit que les lois appliquées dans les pays étrangers n'ont donné que des déceptions et qu'on veut les réformer, il se trompe. Les faits sont là. Nous l'avons montré pour l'Allemagne et l'Autriche. Quand il veut s'opposer à la tarification légale des infirmités, il méconnaît ce qui se fait dans les nations voisines, Russie et Angleterre. L'Italie, la Belgique et la Suisse et tous les pays préparent des lois dans ce sens. En Angleterre, elles seraient déjà en vigueur sans l'opposition de la Chambre des lords.

L'objection de M. Béranger qu'il est dangereux de faire des lois qui ne s'appliquent pas à tous les citoyens n'est

(1) L'article 4 dit que le privilège hypothécaire, si le patron a traité avec une assurance libre ne peut s'exercer qu'au cas d'insolvabilité de celle-ci. Puisque M. Béranger n'admet pas la transaction sur le salaire quelle compagnie voudra assurer contre l'indemnité à l'infini que pourra allouer le tribunal ? Les polices contre le recours de la victime ne peuvent se calculer que sur une somme fixe.

pas soutenable. Dire qu'en France la loi doit être égale pour tous, c'est là des mots, voyons des faits.

Qu'est-ce que la loi sur le travail de nuit des femmes et des enfants, celle de la limitation des heures de travail à 11 heures, la loi sur la saisie des petits salaires limitée au dixième la loi sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs dont les effets sont excellents? N'est-ce pas là des lois d'exception dont ne bénéficient qu'une partie des citoyens?

L'objection tendant à faire croire que par l'assurance obligatoire on rendra les ouvriers plus imprévoyants, certains d'être indemnisés, ils iraient au-devant du danger pour obtenir la rente; malgré les affirmations de M. Blavier, industriel et sénateur, et celles de M. Buffet, sénateur et psychologue pessimiste, on ne peut soutenir, sans parti pris, cette théorie.

Peut-on dire que l'appât d'une rente au plus égale au deux tiers d'un salaire aujourd'hui si réduit sera assez tentant pour pousser les gens à se faire broyer, et risquer leur vie? On n'ira pas jusqu'à la mort, dit M. Blavier, mais l'ouvrier pris dans un engrenage pourra-t-il arrêter la machine juste à temps pour la classe de pension qu'il désire? Ces arguments qu'on peut pardonner à M. Buffet ne peuvent s'entendre dans la bouche de M. Blavier, industriel.

Des arguments invoqués contre la loi du risque professionnel le seul qui ait une valeur discutable est la charge nouvelle que l'industrie va subir dans ce chapitre nouveau des frais généraux. Nous comprendrions les hésitations du Parlement si l'assurance contre les accidents était une chose nouvelle dont l'expérience fût encore à faire, mais

les quinze ans d'application de la loi en Allemagne ne laissent aucune inconnue. On sait les charges qu'elle a imposées à l'industrie allemande qui n'en est pas autrement incommodée puisqu'après expérience on a étendu la loi aux ouvriers agricoles, forestiers, et puis aux employés de l'Etat etc., enfin aux maladies et à la vieillesse.

Mais si les frais généraux d'une industrie augmentent un peu, elle ne périlite pas pour cela. C'est le manque de débouchés et les crises de surproduction qui font son embarras. L'assurance ne peut qu'augmenter très légèrement le prix de revient. Mais cette assurance même en France est déjà généralisée dans toute la grande et la moyenne industrie ; elle y rentre déjà dans ces frais généraux et personne ne s'en plaint on la trouve au contraire plus légère que le Code civil puisqu'on s'assure librement. Sera-t-elle plus lourde quand elle sera générale (1) ?

La question de la charge à imposer à l'industrie n'est pas à proprement parler du ressort des sciences médicales et nous passerions cet ordre d'idées sous silence si nous n'avions la crainte de laisser croire à ceux qui liront ces lignes que les conditions économiques vont être bouleversées par l'application du risque professionnel.

D'abord, qui payera ? L'industriel seul, dit la loi, mais en réalité ce n'est pas lui, tous les économistes en conviennent, il s'en chargera de deux façons. Ses frais généraux augmentant, il diminuera le prix des salaires dans toute la limite que les syndicats lui laisseront, de sorte que l'ouvrier en paiera une partie tout comme dans les assurances actuelles.

(1) Sur 130,000 patrons de toutes industries petites et grandes 100,000 sont assurés.

Quand la limite minima sera atteinte du côté salaire, il augmentera son prix de vente, alors c'est le consommateur qui payera la plus-value. Il en sera de l'assurance comme des portes et fenêtres que le propriétaire d'un immeuble fait payer au locataire sous une forme ou une autre; de l'impôt mobilier et de la patente que le logeur et le commerçant font en fin de compte payer au public. Mais cette charge que sera-t-elle? M. Blavier en a fait un tableau émouvant au Sénat. Fixant le salaire moyen annuel de l'ouvrier à 1.400 fr. appliquant la loi à 4.340.000 ouvriers industriels d'après les calculs de M. Keller, inspecteur général des mines, et les résultats statistiques allemands que nous avons déjà donnés, il arrive aux résultats suivants :

Morts. 3.038	moyenne de pensions	400 fr. égale par an	4.215.000
Incapacités permanentes absolues			
1128 à	800 fr.	—	902.000
Incapacités permanentes partielles			
16.578	344 fr.	—	5.702.000
Ce qui fera un total annuel de rentes viagères de			7.819.000
Avec les 132.152 incapacités temporaires recevant			
une moyenne de 40 francs pour 10 jours, à 4 f.			
par jour donnent 4 francs pour le demi-salaire			5.000.000
Il faudrait encore compter les frais de médecins,			
pharmaciens, administratifs et divers qu'on éva-			5.292.170
lue à 43 0/0 des indemnités en Allemagne soit			18.111.170

Ce qui ferait en gros 18 millions. Mais la moyenne de salaire de 1.200 fr. est beaucoup trop forte, elle ne dépasse pas 1.000 au plus, d'ailleurs on ignore sur quel nombre d'ouvriers la loi portera.

En Allemagne, la moyenne des salaires est comptée pour 812 fr. 50 ; en Autriche, 775. Si l'on admet 1.000 pour la France et qu'on calcule d'après les statistiques de ces pays où les risques ne peuvent être plus élevés que chez nous à travail égal, on voit que la charge annuelle moyenne est de 12 fr. 50 par ouvrier, soit 1 fr. par mois, soit 0 fr. 50 par quinzaine de paie.

Ces chiffres sont réels et ne peuvent être contredits. On ne peut soutenir de bonne foi que les charges seront écrasantes. Enfin l'assurance actuelle est généralement plus lourde que ce chiffre.

Que cette majoration des choses soit payée en définitive par le consommateur, cela est certain, mais eu égard aux milliards d'affaires que l'industrie fait annuellement, l'augmentation par unité sera insignifiante (1).

En divisant la prime d'assurance par la somme de travail produit, on obtient des résultats qui surprennent. Il fallait pour cela connaître les primes que les compagnies actuelles font payer à chaque industrie, selon ses risques. Mais elles refusent de faire connaître leurs tarifs. Pour l'Autriche, où tous ces calculs sont faits, voici ce que l'on obtient :

La fonte en gueuse revient à 65 fr. la tonne, dans ce chiffre il y a 3 fr. 25 de salaire payé aux ouvriers, soit 5 % ; le reste 61 fr. 75, représente la valeur de la matière première et la valeur commerciale, frais généraux, etc.

La majoration pour l'assurance en Autriche est de

(1) La valeur de l'objet fabriqué est complexe, elle comprend la matière première, celle des frais généraux, et celle du salaire payé au producteur. La majoration ne peut donc porter de par l'assurance que sur le salaire payé et non sur la valeur brute.

1,44 % du salaire ; pour 3 fr. 25 cela fait 0 fr. 057, de sorte que le prix de la fonte en gueuse chargé par la lourde prime de l'assurance, qui effraye tant M. Blavier, sera de 65 fr. 057 millimes. Il est douteux que la métallurgie puisse supporter un tel choc, dit M. Blavier.

L'acier Bessemer en lingots vaut 20 fr. les 100 kilogs.

Sur cette valeur marchande, le salaire compte pour 0 fr. 60 cent., soit 3 %. Cette industrie étant plus dangereuse que la précédente à cause des accidents du convertisseur, on la porte dans une classe plus élevée qui est de 1,76 % du salaire, soit 1 centime par 100 kilogs. Dès lors, le prix au lieu d'être de 20 fr. sera de 20 fr. 01. Pour les rails, à 16 fr. les 100 kilogs, le prix sera de 16 fr. 02.

Si l'on prend, non plus une unité industrielle, mais un produit complexe où les salaires sont considérables en raison de la main-d'œuvre, une locomotive, par exemple, elle revient à 51.510 fr. aux compagnies dont 10.220 fr. de salaires.

Pour les constructions en fer, le tarif d'assurance est très élevé, 2,21 % ; le prix sera augmenté de 225 fr. soit 51.735 fr. au lieu de 51.518 fr., c'est-à-dire de 0,43 %, moins de 1/2 % de la valeur de la machine.

Dans l'industrie des cotons, prenons les filés chaîne 28. Le prix des 100 kilogs est de 190 fr. dont 2 fr. 30 de salaire. Le tarif d'assurance des filatures de coton est de 0,60 %, la majoration de salaire sera de 2 fr. 30 + 0 fr. 15 = 2 fr. 45.

Même chose pour les tissus de coton, payés 0 fr. 40 le mètre ; pour 100 mètres, la surcharge est de 3 centimes.

On voit que ces charges sont considérables, aussi

M. Blavier doit-il être surpris de voir de nombreux industriels réclamer l'application des assurances ouvrières pensant que la transaction sur le salaire sera un grand soulagement pour l'industrie toujours sous le coup du Code civil et qu'au prix de ces sacrifices, on aura un apaisement notable des conflits entre patrons et ouvriers.

Au point de vue de la légitimité de la transaction et de la limitation de l'indemnité sur le salaire, sans doute la manière de voir idéale serait celle de M. Bérenger, laissant les tribunaux libres d'apprécier. Mais sur ce terrain, les variations sont trop grandes. Il n'y aurait plus d'assurances possibles, puisqu'on ne peut assurer que sur des choses certaines. On a fait de l'éloquence à propos de l'entente désirable entre le capital et le travail. Il ne faut pas s'élever si haut dans les sphères éthérées et parler d'harmonies économiques à propos d'accidents du travail qui sont bien les pires contradictions économiques.

Que désire l'ouvrier ? Que tout accident soit réparé par le patron, intégralement, sans répercussion sur le taux du salaire.

Que désire le patron ? Ne pas être responsable des accidents, ou s'il l'est de par la loi, de chercher à y échapper le plus possible.

L'une comme l'autre de ces prétentions est très naturelle. Mais comment faire concorder des prétentions diamétralement opposées, si ce n'est par l'indemnité forfaitaire avec le salaire pour base ?

Les 68 amendements que la loi a eus prouvent que l'entente est difficile. M. Thévenet, qui est aujourd'hui l'adversaire de ce forfait, demandait en 1889 au Sénat,

alors qu'il était garde des sceaux, de l'adopter pour simplifier la question.

Il serait préférable, disait-il, d'organiser un système forfaitaire de façon que l'ouvrier n'ait qu'à ouvrir la main pour recevoir la réparation de l'accident. En effet, supprimer le procès, n'est-ce pas là toute la philosophie du système forfaitaire et le seul terrain d'entente possible entre le capital et le travail ?

CHAPITRE VII

La maladie professionnelle

Depuis longtemps les économistes, les statisticiens et les pathologistes ont constaté que certaines maladies par le grand nombre des victimes qu'elles causent, peuvent à proprement parler être appelées maladies sociales.

Par cette dénomination ils voulaient dire qu'elles atteignent de grandes masses d'hommes et même des classes entières de la société, de ce genre sont l'alcoolisme, la pellagre, la phtisie, la syphilis, etc. ; puis ceux qui s'occupent spécialement de ces maladies n'ont pas tardé à s'apercevoir qu'elles étaient sociales dans un autre sens parce qu'elles avaient des causes sociales. La découverte très moderne des microbes et agents spécifiques a un moment semblé devoir aller à l'encontre des faits de l'expérience. Une observation plus exacte et portant sur un plus grand nombre de faits examinés a établi que la contradiction n'était qu'apparente, qu'il y a au contraire une relation étroite entre le microbe et le terrain plus ou moins propre à le recevoir, dès lors le rôle des conditions économiques de l'existence reprend toute son importance.

Toutes ces considérations ne sont pas nouvelles, mais il faudrait les formuler d'une façon précise. M. le professeur Lacassagne l'a fait depuis longtemps déjà au point de vue tout spécial des attentats contre la propriété et contre la personne. L'habitude de comparer des faits avec des faits et non avec des hypothèses, qui est la caractéristique de sa méthode, l'a conduit à saisir les relations qui doivent unir des faits économiques parallèles.

C'est ainsi qu'il est arrivé à montrer par des tableaux graphiques que la courbe des attentats contre la propriété varie comme le prix du blé ; celle des attentats contre les personnes comme le nombre des illettrés et la consommation de l'alcool.

Le même procédé appliqué aux faits pathologiques donnerait des idées plus exactes sur leurs causes, que les notions vagues d'influence cosmique, de constitution médicale, etc.

Cette manière de voir qui est vraie en théorie générale l'est encore d'une façon bien plus tangible si l'on considère les cas en particulier de maladies professionnelles.

On avait constaté leurs dégâts bien avant les accidents que le machinisme moderne a créés à lui seul. De tout temps l'exercice des arts et les professions manuelles avaient produit des maladies. Les auteurs anciens avaient fait plusieurs dissertations sur des cas spéciaux, c'est à Ramazzini, médecin à Padoue, qu'on doit le premier ouvrage d'ensemble sur ce sujet, intitulé : *Essai sur les maladies des artisans*, paru à Modène en 1700, bientôt traduit en Allemagne puis en France par Fourcroy et augmenté par lui en 1776. Cet ouvrage présenté à la Société royale de médecine par Vic d'Azyr y réunit tous les suffrages.

Beaucoup de théories pathogéniques émises par Ramazzini et même par Fourcroy ont été contredites par l'expérience ultérieure. Mais les faits observés n'ont rien perdu de leur exactitude. Il y a des tableaux cliniques vraiment parfaits.

Quant aux conséquences judiciaires et à la nécessité de la réparation, Ramazzini en parle comme d'une chose désirable, mais il montre que, parmi les magistrats de Padoue de son temps, il y avait déjà des adversaires du risque professionnel qui renvoyèrent absous un fabricant de sublimé de Modène et déclarèrent innocentes les vapeurs de vitriol.

La maladie professionnelle est aujourd'hui admise en principe par la jurisprudence et relève comme tout préjudice causé des articles 1382 et suivants du code civil. La loi sur les établissements insalubres et toutes les autres qui ont suivi jusqu'à celle de 1893 sur la sécurité du travail dans l'industrie, ont mis la question au point en ce qui touche à la pathogénie et aux mesures préventives.

Mais la question de responsabilité est loin d'être aussi nettement définie. Plusieurs arrêts de Cours se contredisent dans la manière d'appliquer le code civil. Mais la jurisprudence, en face des dangers qui augmentent et de la misère que crée l'industrie, tout en admettant le principe de la preuve directe, tend de plus en plus à la rendre facile.

Un arrêt récent de la Cour de cassation, réformant un jugement de la Cour d'appel de Nantes qui eut un grand retentissement à cause de la haute personnalité de l'avocat de la défense et de l'expert appelé par lui dans le débat montre l'évolution que la jurisprudence a faite. L'arrêt

de la Cour de Rennes, appelée à statuer sur le cas après cassation, a inauguré dans ses attendus une doctrine toute nouvelle dont la lettre est tirée du code civil, mais dont l'esprit est dans le risque professionnel (1).

Si l'on voulait admettre le risque professionnel comme base de la responsabilité industrielle, la question serait vite résolue. Elle ne souffrirait même pas de discussion car les travaux de médecine sont catégoriques et le danger est nettement spécifié pour chaque industrie. En matière d'accident, il y a une part énorme laissée à l'imprévu, dans la maladie professionnelle, il n'y a pas d'imprévu.

On pourrait dire sans exagération que la question l'emporte en importance sur celle des accidents du travail parce que le risque de maladie professionnelle est un risque certain et fatal pour un grand nombre de professions, tandis que l'accident n'est pas certain. Beaucoup d'ouvriers arrivent à un âge avancé sans accident dans les industries réputées dangereuses. Bien peu échappent à la maladie professionnelle, en tout cas sans aller jusqu'à la mort celle-ci a toujours une influence énorme sur leur état général et leur réceptivité pour les maladies infectieuses. Tous les cliniciens sont d'accord sur ce point.

Tous les arguments pour et contre le risque professionnel accident peuvent ici prendre leur place dans la discussion du risque maladie. Liberté contractuelle, compensation des risques par la majoration des salaires,

(1) Affaire Leblanc. Mort de dix ouvriers par pneumonie à la suite d'absorption de poussière phosphatique. Consultation médicale demandée à M. Brouardel par M. Waldeck-Rousseau, avocat de la défense.

ou délictuelle, etc., etc., etc., ne peuvent pas mieux se soutenir.

La dette de sécurité due à l'ouvrier, l'obligation de le restituer à lui-même tel qu'il était avant l'exécution du travail restent ici tout entières.

Au point de vue général on ne peut pas davantage que pour les accidents admettre la non-responsabilité des maladies professionnelles. La société qui abandonne au patron les bénéfices de l'industrie ne peut pas en prendre, pour elle seulement, les charges et frais d'assistance, d'entretien, de remplacement. Reconnaître à l'industriel, en dehors de l'accident brusque, le *jus utendi, abutendi et fruendi*, est le plus monstrueux des privilèges que la loi aurait consacrés.

Le projet de loi français méconnaît ou du moins néglige ce chapitre si important du risque professionnel, pour ne retenir que le seul fait de l'accident.

Si l'on ne consulte que le texte de la loi il n'est pas question des maladies.

Les articles 2 et 3 sembleraient devoir s'appliquer à toutes les incapacités de travail mais l'article premier ne vise que l'accident survenu dans le travail ou à l'occasion du travail, il ne vise que la mort ou les blessures causées par un fait survenant d'une façon brusque.

De l'incapacité qui se développe plus ou moins lentement, mais certainement, par l'action d'une force nocive continue, il n'est pas question.

Au point de vue médical, il eût été désirable qu'un projet de loi complet visât non seulement l'accident produit par le cas fortuit, qui arrive contre toute attente, mais également toute atteinte au corps humain par une force

extérieure à lui, que son action soit soudaine et violente se traduisant par une blessure ou plaie, ou qu'elle soit progressive et lente produisant l'intoxication et l'épuisement.

Le séjour dans les locaux malsains, peignages de lin, tissage, etc.

L'action lente des substances délétères, vapeurs de plomb, mercure, arsenic, phosphore, celle des particules minérales et métalliques, tailleurs de grès, aiguiseurs et polisseurs d'aiguilles, ne laissent pas de doute sur la responsabilité de l'industrie, cause directe du préjudice.

On allèguera que ces maladies peuvent être l'objet d'assurances spéciales, que les sociétés de secours mutuels y pourvoient dans certains pays, mais la charge pour l'industriel de réparer le préjudice n'en subsiste pas moins comme le prouvent certains arrêts des tribunaux. En Allemagne, on l'a si bien compris que la création de l'assurance-maladie a dû suivre de près l'assurance-accident pour rendre complète et logique la compréhension donnée au risque professionnel.

Intoxication professionnelle

Un des chapitres les plus vastes de la maladie professionnelle est celui de l'intoxication. Elle est doublement grave, d'abord par elle-même, puis par l'état d'infériorité qu'elle crée et de réceptivité pour toutes sortes de maladies, en particulier pour la tuberculose. L'importance de ce côté de notre question dépasse peut-être celle des

accidents, la nouvelle loi pourtant n'en tient aucun compte, à l'encontre de la loi suisse et allemande et autrichienne.

Dans un grand nombre d'industries, les ouvriers, par le fait même de leur travail, sont au contact de substances toxiques, gaz, vapeurs, liquides, poussières de toutes sortes.

De ce travail résulte un préjudice avéré mais qui a le caractère insidieux des empoisonnements chroniques.

Certains de ces empoisonnements arrivent parfois d'une manière accidentelle et pourraient rentrer dans les cas prévus par la loi :

Ruptures d'appareils distillatoires, dégagements subits de gaz délétères, asphyxie par des cuves en fermentation, mais ces cas ne sont pas les plus fréquents et sont généralement accompagnés d'accidents avec brûlures, projections d'éclats, blessures, etc.

L'absorption du poison par l'air respiré, par la salive déglutie, par les aliments pris à l'atelier ou par la malpropreté des mains, et, en général, le séjour trop prolongé dans un milieu d'intoxication, une journée trop longue non coupée d'intervalles pour respirer l'air pur ; d'une manière générale, les facteurs qui conduisent à l'intoxication industrielle sont :

- L'exiguïté des locaux ;
- Leur mauvaise ventilation ;
- Nettoyage insuffisant ;
- Absence d'appareils clos ;
- Surmenage des ouvriers ;
- Continuité des travaux ;
- Absence de roulement des équipes ;

Température élevée du milieu.

Du côté des ouvriers, on peut signaler :

L'insouciance et l'ignorance du danger ;

Défaut de propreté ;

Manque de précaution ;

Plaies d'absorption dont l'origine est parfois dans le travail ;

Habitude de manger à l'atelier ou en travaillant.

Enfin, d'autres conditions, soit individuelles, soit sociales, prédisposent à l'intoxication professionnelle :

Enfants : activité d'absorption ;

Femmes : susceptibilité constitutionnelle ;

Valétudinaires et débiles : moindre résistance aux causes agressives ;

Alcoolisme ;

Alimentation insuffisante ;

Fatigue physique.

C'est donc une résultante très complexe que celle de l'intoxication, mais la plus grande cause en revient à l'industrie elle-même et à ses genres de procédés en particulier. Ainsi, il est parfaitement établi que pour un même métal toxique, par le travail à chaud, c'est-à-dire devant les feux, fours de fusion, affinage, etc., le développement de l'intoxication est bien plus rapide et ses conséquences plus graves.

De même, un poison absorbé sous forme de vapeurs, acides, composés salins, est plus toxique qu'à l'état simple ou métallique.

Le broyage de la céruse sous l'eau est bien moins toxique que le broyage à sec pulvérulent.

Il est avéré que le poison absorbé industriellement agit

toujours comme un agent de déchéance et jamais comme agent de médication préventive. Le fer absorbé en si grande quantité par les aiguiseurs d'aiguilles les conduit à la tuberculose dans la proportion de 69 0/0 malgré ses vertus martiales. Le mercure qui guérit la syphilis n'en préserve pas les étameurs de glaces qui en sont saturés, au contraire toute tare constitutionnelle trouve dans l'intoxication professionnelle une cause de réveil ou d'aggravation.

Plomb

Le seul emploi du plomb produit des états morbides variés.

1° Troubles gastro-intestinaux ; dyspepsie ; colique, constipation.

2° Troubles broncho-pulmonaires, asthme saturnin, aigu et chronique, spasme laryngé, pneumonie chronique, pneumonie scléreuse.

3° Troubles de nutrition générale. Motilité : douleurs, contractions, crampes, tremblements musculaires, arthralgies, gonflement et fongosité des tendons, grippe.

4° Troubles de la sensibilité générale, névralgies et anesthésies superficielles et profondes, hémi-anesthésies et phénomènes ataxiques.

5° Troubles sensoriels, odorat, goût.

Lésions oculaires, névrite optique, atrophie pupillaire.

Amaurose saturnine, rétinite, amblyopie.

6° Troubles de l'encéphale, délire, avec convulsions épileptiformes, choréiformes, albuminuriques.

7° Troubles de la génération signalés par Constantin Paul, avortements successifs, accouchements prématurés, etc.

8° Troubles diathésiques, signalés par Nicolas Skragge en 1764, goutte des cérusiers, albuminurie, tophus, rétention urique.

La pathologie des saturnins est aujourd'hui un des chapitres les mieux élucidés de la clinique. Des troubles du même genre se

trouvent dans les industries qui manient le mercure, l'arsenic, le phosphore, etc. L'intensité des troubles varie d'abord avec la nature des opérations du plomb.

La calcination du métal où l'on n'a plus seulement des poussières mais des vapeurs et des buées chargées de particules pulvérulentes comme dans la préparation du protoxyde ou massicot puis du sesquioxyde ou minium est certainement la plus dangereuse; de même le broyage, laminage et embarillage du minium sec, de même de l'oxychlorure de plomb, de l'acétate et du carbonate de plomb dans la fabrication de la céruse.

Mais en dehors de ces industries éminemment dangereuses, M. Layet a pu dans sa communication au Congrès international d'hygiène de Turin signaler plus de cent dix professions où l'on a trouvé des accidents saturnins, prouvant ainsi que ce poison industriel par excellence, véritable Protée, se dissimulant sous des opérations en apparence les plus inoffensives, frappe ainsi de la façon la plus insidieuse.

De même du mercure qui frappe	25	corps de métiers
» l'arsenic	» 27	»
» le cuivre	» 20	»
» le plomb	» 110	»

Le phosphore est celui dont les effets sont les plus connus dans le public, en réalité moins fréquents que ceux du plomb.

Statistique des Saturnins pour Paris
portant sur 28 à 30.000 ouvriers maniant le plomb.

Périodes	Hospitalisés	Journées
1876-1880	552	11.140
1881-1883	421	8.420
1884-1886	239	3.537
1887-1889	248	5.159
1890-1893	302	3.134

La diminution qu'on observe à partir de 1884 sur les hospitalisés coïncide avec l'application des mesures hygiéniques prescrites à cette époque.

Carburisme professionnel

Groupe d'accidents variés, provoqués par les gaz et vapeurs carburés.

Il provoque : 1° un état anoxhémique dû à l'altération des éléments du sang; 2° des troubles nerveux dus à l'action de ces vapeurs sur les centres nerveux.

Ces accidents se classent en :

1° Oxycarburisme produit par l'oxyde de carbone chez les fondeurs, ouvriers des hauts-fourneaux, cuisiniers, repasseuses, tailleurs, pompiers, étameurs, ouvriers du gaz.

2° Hydrocarburisme, atteint tous les groupes d'employés des produits chimiques qui manient la benzine et ses composés, les goudrons, les aldéhydes et acétones, les essences végétales aromatiques, térébenthine, les carbures azotés aromatiques, entre autres l'aniline.

3° Sulfocarburisme forme spéciale aux fabriques de sulfure de carbone et aux fabriques de caoutchouc qui l'emploient. L'industrie de l'épuisement des corps renfermant des huiles, tourteaux, os, chiffons, etc.

4° Cyanurisme des fabriques de bleu de Prusse et de prussiate rouge.

Le Nicotisme dont l'influence se fait sentir, surtout en dehors d'accidents gastro-intestinaux, par la fréquence de l'avortement, de l'altération du lait et la débilité des enfants. (Quinquaud).

Méphitisme et asphyxies

Produits par des mélanges gazeux plus ou moins complexes, aux effets de l'irrespirabilité ils ajoutent une action toxique spéciale dépendant des conditions de production de ces gaz et du milieu particulier dans lequel ils se dégagent et se consti-

tuent, ce sont des accidents qui sont le plus souvent soudains et toujours graves, ils frappent comme un coup de masse et font courir des dangers de mort imminente, on peut les mettre à part dans la catégorie des intoxications, et les faire rentrer dans les cas prévus par la nouvelle loi des accidents.

On peut les classer par leur composition en :

1° *Méphitisme et acide carbonique* qui se trouve dans les brasseries, distilleries, féculeries, papeteries, sucreries, celliers à vins.

Fours à chaux, puits et puisards, caves et caveaux funéraires et en général toutes les excavations près desquelles on a enfoui des matières organiques. Les puits d'amarre des ponts suspendus sur la Seine.

2° *Méphitisme à oxyde de carbone.* — Galeries de mine, poudre, dynamite, grisou, usine à gaz, mines de guerre, tunnels, carrières, feux de cave, gazomètre.

3° *Méphitisme à hydrogène sulfuré.* — L'industrie en produit dans les usines métallurgiques et les produits chimiques, bronzage des métaux, etc.

Les causes les plus fréquentes sont les égouts et fosses d'aisances, les opérations de curage et de vidange causent journellement des accidents dans lesquels la question de responsabilité de l'entrepreneur de vidange ou du piqueur égoutier n'est pas douteuse, s'ils ont pratiqué les travaux sans prendre les précautions voulues.

Malgré les précautions, les gaz peuvent envahir une fosse ou un égout subitement pendant les travaux pour des causes inconnues.

Le risque professionnel peut donc être invoqué dans ces industries. De même aux industries exposées au virus charbonneux communiqué par des chiffons, cuirs, équarisseurs, bouchers, corroyeurs, tanneurs, mégissiers, ouvriers des usines de colle forte et noir animal, fondeurs de suif, savonniers, etc., chez qui les formes de la maladie sont très variables selon les modes professionnels de contamination,

Maladies professionnelles par absorption

La première catégorie des maladies professionnelles est celle des *noscomioses*, M. Layet a donné ce nom générique à toutes celles qui sont engendrées par les poussières, soit qu'elles se déposent sur les téguments ou les organes et pénètrent dans les voies respiratoires avec l'air inspiré, soit par les voies digestives, de là la division en :

1° *Dermatoconioses*, ou dermites professionnelles résultat du travail au sec par opposition aux dermites plus nombreuses du travail au mouillé sont engendrées par l'action des poussières de toute nature sur les téguments et par extension dans les cavités naturelles, elles agissent d'une façon nocive, soit mécaniquement en obstruant les conduits des glandes, soit irritantes ou caustiques, donnent lieu à des ulcérations et prennent toutes les formes érythémateuses, papuleuses, vésiculeuses, furunculeuses, pustuleuses, etc.

2° *Pneumoconioses*, altérations des poumons dues à l'entrée des poussières avec la forme scléreuse la plus fréquente et la plus caractéristique quand elle agit seule sans tuberculose ni prédisposition individuelles. La forme ulcéreuse, due à un travail d'élimination qui s'opère dans le poumon autour des petits amas de poussière créant ainsi des cavernes analogues à celles de la tuberculose. Ce serait la phtisie professionnelle mais elle n'est jamais isolée de la tuberculose parce que ces pneumoconioses en rétrécissant de plus en plus le champ de l'hématose favorisent le développement de la tuberculose en troublant la nutrition et produisent une déchéance organique.

De plus, il y a des bronchites à tout degré avec catarrhe et emphysème par suite des efforts d'expectoration, Bronchectasie et bronchorrée dans les poussières peu dures.

3° Les *Entéroconioses*, altération des muqueuses digestives par les poussières. Signalées par Lancereaux chez les houilleurs, elle est mécanique simplement ou irritative, parfois infectieuse selon la nature des poussières virulentes.

4° Les *Ophthalmiconioses*. Les lésions produites sur l'œil par les poussières varient selon l'état de division, leur nature, leur irrégularité, leur action chimique, caustique, organique.

Les Blépharites glandulociliaire, ulcéreuse ou croûteuse des ouvriers à poussières arséniques, chromiques, alcalines ;

Furunculeuse, hypertrophique, kystique, des ouvriers à poussières, scieurs de long, criniers, brossiers, droguistes.

Conjonctivite des ouvriers en soufre, chauffourniers, plâtriers. Nous n'énumérerons pas les traumatismes de l'œil qui rentrent dans les accidents, signalons seulement la kératite des moissonneurs, des batteurs de blé, des botteleurs de foin due à des moisissures végétales. Les poussières ont en elles-mêmes de grandes différences de nocivité.

1° Les poussières minérales, dures, pierreuses, métalliques, insolubles, toxiques, salines, solubles ont des actions diverses. Les plus dangereuses minérales, dures, et anguleuses, provoquent la *chalicose*, dont l'effet est la phtisie ou l'asthme des aiguiseurs d'aiguilles, couteliers, tailleurs de pierre meulière, de granit, graveurs sur verre, etc.

2° Poussières végétales, ont des inconvénients moindres, elles sont cellulaires, ligneuses charbonneuses, filamenteuses, les effets sont l'antracose des houilleurs, la bronchorrée des cottonniers.

3° Poussières, organiques ou organisées, indifférentes par elles-mêmes mais servant de véhicule à des germes infectieux, comme cela a lieu pour le charbon où des poussières organisées, moisissures, produisent des bronchites, angines, pneumonies caractéristiques.

Vapeurs acides

Sont très nuisibles, leur effet varie beaucoup si elles sont lentement absorbées ou si elles le sont brusquement et d'une façon passagère nécessitée pour certaines préparations où elles peuvent être mortelles. Au premier rang sont :

1° Les *vapeurs nitreuses*. — Bioxyde d'azote et acide hypoazotique, qui se dégagent dans les préparations des arsénites et

acides arsénieux, l'acide sulfurique, oxalique, picrique, l'industrie de la bijouterie affinage d'or, graveurs, des chapeaux de feutre, cirage, teinture, impression d'étoffes, celluloïde, fonderies.

2° *Vapeurs chloreuses et hypochloreuses.* — Très dangereuses même en faible quantité. Fabriques de produits chimiques, de papier, usines de blanchissage des toiles, poteries, nacrerics, étamage, galvanisation, dérochage, décapage.

3° *Vapeurs sulfureuses* à la fois irritantes et toxiques, paralysent le pneumogastrique ; conjonctivites, angines, laryngites, catarrhe chronique, dyspepsies. Solfatares et distillation du soufre, pyrites, raffinage, blanchisseries au soufre des soies, crins, chapeaux de paille, fabrique de baudruche, colle de poisson, vulcanisation du caoutchouc.

4° Vapeurs ammoniacales suffocantes, spasme de la glotte dans les dégagements abondants par fuites des appareils à gaz, raffinerie de sucre, fabriques d'engrais, vidanges.

Travail devant les feux

Le travail devant les feux, forges, fonderies, machines à vapeur, est celui dans lequel les accidents proprement dits sont le plus fréquents. Mais il y a aussi un grand tribut à payer à la maladie professionnelle. Remarquons d'abord que ces métiers très pénibles éloignent d'eux tout d'abord les individus faibles ou tarés, ce qui fait que la mortalité dans les premières années est faible chez ces ouvriers, mais elle augmente rapidement avec l'âge, sous l'influence d'un travail pénible continuellement soutenu. L'action du calorique rayonnant et la haute température continue du milieu ambiant, se combinent à celle d'un rude labeur et à la respiration de gaz nuisibles dégagés des matières en ignition.

Tel est le faisceau étiologique qui domine la pathogénie professionnelle chez les ouvriers des hauts-fourneaux, fondeurs, puddleurs, lamineurs, forgerons de grosses œuvres, chauffeurs-mécaniciens, verriers. Pour les verriers, en plus de l'action de ces trois facteurs, il faut signaler une somme considérable de

mouvement nécessité par le façonnage et surtout l'expiration conduisant à l'emphysème, la dilatation du canal de Sténon, la syphilis, les troubles de la vue.

On a signalé, l'hypertrophie du cœur 49 fois sur 100 chez les forgerons provoquée par les efforts violents et soutenus des membres supérieurs (Maisonneuve); la néphrite parenchymateuse par l'état de congestion des reins (Layet); les névralgies du sciatique, le lumbago la diathèse rhumatismale, la fièvre des fondeurs, surtout de cuivre.

Travail à l'humidité

Comporte des effets généraux et des effets locaux.

Les effets généraux résultant du milieu ambiant humide varient selon la température à laquelle se font les opérations. Un relâchement général des tissus et amoindrissement de toutes les activités fonctionnelles en résulte. Influence de l'humidité sur le refroidissement, les affections catarrhales, et et rhumatismales de tous ordres. Moins cependant dans les ateliers humides et froids que dans les chauds et humides comme le filage au mouillé, le moulinage de la soie, la teinturerie; sueurs profuses, diminution de l'hématose par gaz délétères, blanchisseurs, apprêteurs, varouleurs de lin (Leloir).

Le point capital de ce genre de travail est la dermite professionnelle; elle a été particulièrement bien étudiée dans un nombre considérable de mémoires, elle revêt des formes un peu spéciales avec chaque industrie. On peut les classer en :

1° *Dermite simplement due à l'eau*, macération du derme, grenouilles des mains et des pieds, lavandiers, pêcheurs, débardeurs.

2° *Dermite par liquide irritant*; elles frappent les teinturiers, décapeurs, dégraisseurs, ouvriers de produits chimiques, galvanoplastie, ouvriers qui manient les hydrocarbures liquides, pétrole spécialement.

3° *Dermite par liquides fermentescibles* avec matières animales. De ce genre est la dermite des peaussiers, trempage

des peaux, écharnage, ébourrage, pêcheurs, poissonniers, bulles et pustules d'echtyma, dévideuses ou fileuses de cocons, mal de vers ou de bassine, dermite des brossiers, nacriers, boyaudiers.

4° *Dermites dues à l'action des liquides fermentescibles* avec matières végétales. De ce genre sont les dermites des rouisseurs de chanvres, fileurs et varouleurs de lin, papulo-pustules varioliformes analogues au mal de bassine. Amidonniers, chiffonniers, raffineurs, confiseurs, etc.

Travail dans le bruit. — Tôliers, chaudronniers, forgerons, tonneliers, riveurs, mécaniciens de chemins de fer, otite scléreuse moyenne; 52 % des mécaniciens après vingt ans de service sont atteints de surdité plus ou moins complète, ou de surdité paradoxale.

Travail dans l'air comprimé. — Ont été l'objet d'études très complètes par Paul Bert, Chabaud, Catsaras, 1888. Rupture d'équilibre entre les gaz dissous dans le sang et la pression externe. M. Layet, après avoir soigné plusieurs centaines de tubistes et scaphandriers classe les accidents :

1° Accidents d'origine centrale, *Cérébraux*, forme auriculaire, vertigineuse, syncopale, hémiplegique, aphonique.

Bulbaires, Pulmonaires, cardiaques.

Médullaires. Spinaux, paraplégies, secousses, contractures.

2° Accidents d'origine périphérique extra-nerveuse.

Myopathies, arthropathies, monton, douleurs d'oreilles, coup de pression, douleur angoissante, dyspnéique nauséuse.

Travail dans le milieu souterrain causés par l'absence de lumière, température abaissée et humide, atmosphère confinée et délétère, anémie des mineurs, vertiges, déviations, foulures, torticolis, déformations, névrites, bourses séreuses, provoquées par un travail pénible dans des attitudes défectueuses.

On voit qu'en dehors des accidents soudains et fortuits et de ceux causés par l'imprudence soit du patron, soit de l'ouvrier, il y en a une quantité d'autres. La série des

accidents qui se produisent insidieusement, sans hasard, sûrement et implacablement, quoi qu'on fasse, est bien plus longue que celle des accidents au sens de la loi, que ces dégâts plus terribles que les premiers parce qu'ils sont certains, créent des responsabilités, car il n'est pas question ici de hasard, le risque est bien ici le fait direct de l'industrie.

CHAPITRE VIII

De l'expertise dans les accidents du travail et maladies professionnelles

Les conditions de l'expertise médico-légale dans les accidents du travail et les maladies professionnelles sont assimilables à celles du même genre, notamment à celles des accidents de chemin de fer très bien exposées dans la thèse de Guillemaud, sous l'inspiration de M. le professeur Lacassagne.

Nous n'envisagerons donc l'expertise qu'au point de vue exclusif du risque professionnel. D'abord, si le tribunal arbitral composé de trois patrons, trois ouvriers et présidé par un juge civil institué par l'article 44 du projet de la Chambre eût été admis par le Sénat pour fixer l'incapacité de travail et l'aptitude restante, le plus grand nombre des expertises eût été évité. En Allemagne, le tribunal juge à peu près sur tous les cas sans experts. Si, les cas qui lui viennent sont si nombreux, la raison en est dans la première juridiction composée exclusivement de patrons naturellement enclins à restreindre l'accident. En France, la juridiction première confiée au juge de paix eût statué sur le plus grand nombre sans expertise,

d'autant plus qu'il y a, par la loi du 12 juin 1893 sur la sécurité du travail, un document médical accompagnant la déclaration dans les 48 heures de tout accident d'usine, même minime, qui est obligatoire pour tout industriel.

Le certificat, premier document d'appréciation, doit mentionner l'état du blessé, la nature de la blessure et ses conséquences au moins probables. Il peut être fait par n'importe quel médecin ayant vu le malade au début. Il est évident que ce certificat ne peut renseigner que *d'une manière très générale* sur les suites probables. Mais si au moment de la liquidation de l'affaire il était complété par le médecin qui l'a délivré à l'origine, il y aurait là un document de réelle valeur capable de remplacer l'expertise, au moins dans les cas simples. Nous ne doutons pas que non seulement le juge de paix, mais le tribunal arbitral en appel, n'y eussent trouvé les éléments nécessaires à leur appréciation, d'autant plus que la victime devait toujours se présenter personnellement devant les arbitres et ne plus être représentée par un homme d'affaires.

Si le contre-projet Bérenger était adopté, l'expertise aurait à porter sur un double point : 1° Dire si le travail était dangereux ; 2° dire si c'est au travail qu'il faut attribuer l'état de la victime et quelles seront les conséquences au point de vue de l'incapacité. Il y aura, chaque fois, deux discussions pour le moins. L'appréciation en sera bien plus difficile, à moins que les magistrats n'admettent que tout travail ayant causé accident est dangereux. Ce qui est loin d'être la manière de voir de M. Bérenger.

En tout cas, quel que soit le sort de ces projets de loi, la suppression de l'expertise est impossible surtout sans tribunal arbitral. Les tribunaux de droit commun ne peu-

vent connaître tous les détails de l'industrie. Aujourd'hui, comme naguère, « ils jugent selon qu'on leur rapporte ».

Le jour où le risque professionnel sera inscrit dans la loi pour les accidents, il sera certainement dans l'esprit pour les maladies professionnelles qui, cependant, resteront sous le Code civil. Dès lors, dans les cas limites, il va se produire une casuistique dont le juge et l'expert ne pourront sortir si des lois complémentaires ne viennent, comme en Allemagne, assimiler l'accident léger à la maladie et pourvoir à celle-ci.

Pour les experts médecins, *le risque professionnel ne pouvant avoir de limites*, les considérations tirées de l'hygiène générale sont pour eux les seules bases certaines. Le préjudice physiologique causé et l'incapacité résultante ne peuvent se différencier par leur origine. Cette distinction, que le juge peut établir en droit, n'a pas de raison logique en médecine où une lésion égale produit conséquence égale.

Les magistrats obligés d'ouvrir, pour un même dommage, une mesure pour l'accident qui sera la loi du risque professionnel, et une autre pour les maladies professionnelles, qui sera la loi de la faute délictuelle, article 1384, réclameront bientôt la loi allemande ou autrichienne qu'on a prétendu contraire à l'esprit des races latines, comme si des faits économiques étaient affaire de race.

C'est pour tous ces motifs que nous avons cru nécessaire d'appeler l'attention du corps médical sur la question et d'inviter les maîtres de l'expertise à formuler nettement leur manière de voir. L'expertise va devenir de plus en plus fréquente dès l'application de la loi. Elle sera confiée à tout praticien en raison du grand nombre des

litiges. En Allemagne, n'a-t-on pas vu le chiffre des demandes augmenter de 47 % depuis la loi !! Chez nous, l'absence de la caisse-maladie absorbant les incapacités de moins de treize semaines rendra le nombre des décisions encore beaucoup plus grand. D'après la lettre de la loi, sur les 152,900 accidents annuels prévus par M. Keller, les 3,038 morts et 1,128 incapacités totales permanentes seraient seules réglées directement par la loi, à condition que les clauses de majoration ou d'atténuation tirées de la faute du patron ou de l'ouvrier ne soient jamais invoquées.

L'indécision des réponses que beaucoup de médecins très instruits nous ont faites sur ces questions, et l'ignorance absolue du plus grand nombre de ceux que nous avons interrogés, prouvent qu'il est nécessaire que l'enseignement soit désormais plus généralisé dans cet ordre d'idées.

C'est à cette œuvre d'extension et de généralisation dans l'enseignement de la médecine légale que se sont consacrés, depuis vingt ans, tous les efforts de M. le professeur Lacassagne, grâce à sa méthode si judicieuse, au nombre énorme de documents et de pièces à conviction qu'il a réunis dans un musée unique en France, il a su rendre passionnante pour le plus grand nombre de ses élèves un chapitre de la médecine publique qui, ailleurs, intéresse seulement quelques spécialistes.

La loi récente qui oblige tout médecin à déférer à la réquisition des pouvoirs judiciaires, au moins pour les cas de flagrant délit, a montré la nécessité de cette généralisation de l'enseignement à tout médecin. L'adoption de la loi du risque professionnel créera bientôt une néces-

sité du même genre qu'une série de travaux, sous l'inspiration de notre éminent maître, ne tarderont pas à résoudre pour compléter le corps de doctrine publié dans les documents de criminologie et de médecine légale dont ce travail n'est qu'un modeste chapitre.

Des bases de l'appréciation

Dans tout cas de risque professionnel, maladie ou accident, pour faire la part de ce qui revient aux causes communes de déchéance organique ou de maladies extérieures à la profession, il faut considérer :

- 1° Un état individuel, hérédité, tempérament, etc. ;
- 2° Un état social, pays, habitudes, genre de vie ;
- 3° Un état industriel, métier, conditions du travail.

Telle est la manière de voir de M. Layet qui est très juste pour apprécier l'influence pathogénique de chaque profession. Elle est aussi très bonne pour apprécier la responsabilité de l'industrie.

Mais il ne faut pas limiter, comme le veut M. Layet, celle-ci au troisième facteur, état industriel, à l'exclusion des deux autres qu'il ne voudrait considérer que comme des faits à la décharge de l'industrie.

Sans doute, et c'est là l'argumentation de M. Léonce Vienne dans sa thèse (1), un patron en particulier ne peut être personnellement responsable de la déchéance physique de ses ouvriers. Ils peuvent être atteints d'une blessure légère que leur état diathésique rendra très

(1) Léonce Vienne : Thèse de Paris, 1891. *Blessures simulées* (inspirée par M. Guérmonprez).

grave. Les services antérieurs ne peuvent pas toujours être invoqués, l'ouvrier atteint peut être un manoeuvre entré la veille à l'usine (dans l'affaire Leblanc, on avait en cause des manoeuvres de ce genre). L'hygiène déplorable, la nourriture insuffisante de l'ouvrier, l'insalubrité et l'humidité de sa mansarde, ses habitudes alcooliques, ses excès de toute sorte, ses maladies antérieures, son hérédité : tout cela est bien en dehors de la faute individuelle du patron. Nous n'hésitons pas à le reconnaître et même à reconnaître les très louables efforts, du reste bien inutiles, que certains industriels ont fait personnellement dans ce sens. Nous en pourrions citer des exemples nombreux et admirables.

Nous sommes d'accord pour dire aux ouvriers qu'il n'y a pas, en principe au moins, de faute individuelle. Mais c'est à l'industrie en général qu'incombe la faute, les nécessités de la production et de la concurrence sont inévitables dans l'état économique où nous vivons.

Dans nos premiers chapitres, nous croyons avoir montré l'influence du milieu économique sur l'état individuel et l'état social pour ne pas avoir à y revenir une fois de plus. De même, l'obligation contractuelle de réparer le préjudice quand il a été causé au service ou, ce qui est théoriquement la même chose, au profit de l'industriel (Yves Guyot). C'est donc une réparation générale et impersonnelle qu'il est logique de demander à l'industrie créatrice et bénéficiaire de l'état économique actuel.

Pour suivre le système de M. Layet et de ses partisans, il faudrait abstraire dans chaque cas les *circonstances du fait* pour n'envisager que celles qu'il aurait eues sur un ouvrier exempt de toute tare physique constitutionnelle

héréditaire ou personnelle. Que cet ouvrier fût le type du professionnel instruit et prudent, connaissant tous les dangers de son métier et capable de les éviter, par la connaissance absolue de tous les moyens de prévention en supposant qu'il soit toujours libre de les appliquer.

L'accident arrivé, comment eût réagi ce blessé typique, en supposant qu'il ait bénéficié de soins éclairés et immédiats des spécialistes, de l'antisepsie, d'un milieu hospitalier idéal ?

Une fois guéri, quelles sont les conséquences de l'accident pour cet invalide parfait ? A combien estimera-t-on ses souffrances, ses privations et les charges de famille qui lui incombent ?

La question est tellement complexe que si la loi n'établit pas des catégories spéciales, le juge risque de s'y perdre, vu le nombre formidable des cas. En outre, *quid* du manœuvre ignorant, de la femme, de l'enfant auquel un travail dangereux est confié !!

Il est vrai qu'après avoir refusé l'assurance obligatoire à l'Etat, M. Layet et probablement ses partisans laissent à l'Etat le soin de faire des lois d'assistance ayant pour objet de subvenir à l'insuffisance de la réparation. D'autres, comme nous l'avons déjà dit, préconisent le *self-help* comme si l'expérience en était encore à faire.

Blessures au point de vue médico-légal

Le meilleur moyen d'apprécier la gravité des blessures est de baser son jugement sur le péril plus ou moins grave, temporaire ou indéfini, de la fonction qu'elle intéresse, et celui que court a fortiori la vie du blessé.

Cette appréciation nous semble plus sûre, plus juste et reposant sur un terme de comparaison plus certain que celle qui consiste à prédire le temps que mettra la blessure à guérir.

Le temps de la guérison pour une même blessure varie selon le blessé lui-même et surtout selon les soins qui lui seront donnés et qu'il est le plus souvent impossible d'apprécier d'avance.

Un malade soigné chez lui par le plus humble praticien peut guérir plus vite que dans les hôpitaux les plus perfectionnés, on en peut citer des exemples.

M. Zanetti distingue dans les blessures six formes d'après l'échelle de gravité.

1. *Blessures très légères.* — Aucune lésion de fonction, aucun danger de mort.

2. *Blessures légères.* — Lésions légères de fonction de relation pendant le temps nécessaire à la guérison. Sans danger de mort.

3. *Blessures graves, premier degré.* — Altération complète et passagère de la fonction ou affaiblissement notable jusqu'à la guérison, due plutôt à l'immobilité nécessaire à la guérison qu'à la blessure elle-même. Danger donc très éloigné.

4. *Blessures graves, deuxième degré.* — Altération fonctionnelle grave pouvant laisser un empêchement à la fonction, temporaire, ou permanent, consécutif à la blessure. Danger de vie non imminent mais possible en raison directe de la blessure.

5. *Blessures graves, troisième degré.* — Lésions fonctionnelles très graves et pouvant rester temporaires ou définitives. Danger de mort prochain.

6. *Blessures maxima, quatrième degré.* — Vie en péril imminent. Lésions de fonctions de nutrition.

L'évaluation des conséquences, au point de vue de l'aptitude restante au travail, est très variable selon les tribunaux.

Les associations allemandes instituées par la loi de 1886 admettent la classification suivante pour l'évaluation de l'infirmité. Si on suppose que 100 représente l'infirmité maxima, on a :

1. Perte de la vue, des deux jambes, des deux bras . . .	100
2. — d'une jambe	75
3. — d'un bras	68
4. — d'une main ou du mouvement d'opposition . . .	60
5. Fracture ou courbature d'une jambe	50
6. Bris ou rigidité des deux bras	33 1/2
7. Perte d'un œil	33
8. — des trois autres doigts de la main droite . . .	30
9. — du pouce de la main droite	25
10. — du quatrième et cinquième doigt	20
11. — de l'index de la main droite	15
12. Fracture de bras ou rigidité	12

Cette échelle est appliquée proportionnellement au salaire. Elle offre l'avantage d'une classification immédiate. Mais il y a en pratique, surtout chez nous, une foule de circonstances dont il est tenu plus ou moins compte.

De plus elle ne permet pas de tenir compte de la différence de gravité du dommage causé par une même blessure qui peut cependant différer en raison de la profession de la victime.

Ensuite elle est limitative et omet forcément un certain nombre de lésions difficiles à prévoir, d'où contestation. Enfin les lésions peuvent se superposer avec des gravités relatives.

La loi française en discussion actuellement admet le principe de la division en trois classes selon la nature de l'incapacité de travail permanente totale, ou partielle, ou temporaire.

Oeil

M. le professeur Truc, de Montpellier, à propos de l'œil en médecine légale, envisage l'appréciation du dommage au point de vue des coups et blessures. Pour lui, le dommage embrasse tant les complications consécutives, les troubles physiques, fonctionnels et même psychiques que les lésions immédiates.

Il veut se mettre en garde contre les affirmations hasardées ou prématurées et les simulations comme dans toute expertise, Mais il insiste pour que les conclusions soient adéquates aux constatations et ne les dépassent jamais.

Dans le cas d'un traumatisme qui a aggravé un état de vision antérieur médiocre, de l'albuminurie, du diabète, d'une cachexie qui ont aggravé le traumatisme dans un accident où un dommage-intérêt peut être demandé, il dit qu'il faut atténuer en raison de l'état antérieur, de l'influence morbide, de la prédisposition aux complications.

Forts de l'arrêt de la Cour de Rennes, nous ne croyons pas que la responsabilité de celui qui a blessé soit atténuée ni supprimée parce que le blessé était plus exposé qu'un autre aux complications et qu'une blessure moindre a produit un effet plus grave. C'est le résultat seul et l'incapacité produite que nous envisageons. Pour les risques, M. Truc dit qu'il faut tenir compte non seulement des lésions actuelles, mais de leur importance future.

La perte d'un œil est estimée par Zehender au tiers de la cécité bi-latérale. Mooren l'estime à la moitié en raison des dangers auxquels elle expose et l'incapacité pour certaines professions.

Nous aurions désiré savoir son opinion dans le cas d'aggravation ultérieure après liquidation de l'indemnité, au cas de lésion sympathique progressive de l'autre œil et s'il faut faire entrer ce facteur même hypothétique dans l'appréciation.

Secret médical

Un fait récent nous oblige à faire ressortir une lacune de la loi de 1893. Celle-ci exige que le patron, en faisant la déclaration de l'accident au maire, fournisse un certificat médical émanant d'un médecin quelconque. Mais s'il y a obligation pour le patron, il n'y a pas obligation pour le médecin traitant de délivrer le certificat demandé.

1^{er} Cas. — Des médecins s'abritant derrière le secret professionnel ont refusé de révéler la lésion du malade dans le certificat. N'ayant pas reçu de réquisitoire les sanctions pour refus de mandat ne peuvent s'appliquer ici. Alors le patron sans un certificat dans les formes voulues encourt une amende.

2^e Cas. — D'autres médecins, arguant de ce qu'il ne sont pas requis, et ne voulant pas être appelés plus tard en justice pour soutenir leur client, refusent tout certificat, tant au patron qu'à l'ouvrier.

3^e Cas. — Un deuxième médecin, appelé par le patron ou le malade, peut manquer de bases d'appréciation, malade absent, délirant, coma, ou soigné dans un hôpital dont l'accès est interdit au médecin du patron ou de la victime, surtout s'il n'a pas un réquisitoire. Même requis, un médecin s'est vu empêché dans son expertise, cas du docteur Bougier de Paris (*Progrès médical*, 1887) re-

quis pour examiner un blessé soigné dans un hôpital, il se vit interdire d'approcher le malade et d'ouvrir son pansement par l'interne du service qui, appelant à la rescousse l'administrateur, fit expulser l'expert de l'hôpital.

D'après les lois en vigueur, le médecin est libre tant qu'il n'est pas requis par la justice. Mais cet exercice de la liberté est trop préjudiciable au patron, qu'on enferme ainsi dans un cercle vicieux.

Quant au secret médical, il n'a rien à faire ici. Il est à désirer que la loi consacre l'obligation pour le médecin traitant de délivrer le certificat dans les formes prescrites, et que, d'autre part, un expert ne puisse pas, par le caprice de tiers, être empêché dans l'accomplissement de son mandat.

Publicité de l'expertise

Une question soulevée par le professeur Jaumes devant la société de médecine légale à l'effet de savoir si les parties intéressées et particulièrement les compagnies d'assurances et de chemin de fer avaient le droit de faire assister leur médecin à l'expertise médico-légale, de discuter avec les experts et se faire communiquer immédiatement leur rapport (1).

(1) Une circulaire du médecin en chef de la compagnie P.-L.-M. adressée à tous les agents de la compagnie disait : Au terme de l'article 317 du code de procédure civil, non seulement il est indispensable que la compagnie soit représentée à l'expertise ; mais encore les personnes qui la représentent ont le droit de prendre connaissance séance tenante du rapport des experts, et d'y faire tels dires et réquisitions qu'elles jugeront convenable, lesquels devront être écrits dans le rapport par l'expert qui le rédigera. . . . que les experts doivent donner connaissance de leur rapport au médecin de la compagnie, obligations qui ne sont nullement contenues dans la loi.

En réalité les articles 315 et 317 du code de procédure disent que le procès-verbal de prestation de serment dira le lieu et le jour où les experts procéderont, qu'en cas d'absence des parties une sommation par l'avoué de la partie diligente sera faite à l'autre de se trouver au lieu et à l'heure indiqués par les experts. En cas de présence des parties ou de leurs avoués à la prestation de serment l'indication qui en sera faite vaudra sommation.

Les parties pourront devant les experts faire tels dires et réquisitions qu'elles jugeront convenable ; il en sera fait mention dans le rapport des experts.

Mais il n'est question ni de discussion avec les experts ni de communication de leur rapport, qui est du reste une pièce secrète. Les compagnies ne sauraient avoir aucune prétention justifiable à cet égard.

Au cas où il aurait été dérogé à quelque'une de ces formalités, le tribunal appréciera si les intérêts des parties ont été lésés.

L'absence des parties à l'interrogatoire sur les antécédents héréditaires de l'expertisé et aux manœuvres d'exploration des experts n'est pas de nature à porter atteinte à l'intérêt des parties pourvu qu'elles puissent formuler leurs dires aux experts et les faire consigner.

La loi qui prévoit la présence des parties ou de leur représentant vise l'avoué et non un médecin, en tout cas il ne doit pas être tenu compte de sa qualité de médecin, s'il en était autrement, que ce rôle d'avocat du diable fût admis il serait nécessaire que la partie adverse eût également un autre médecin à sa solde. Les experts sont une émanation de la justice, chargés seulement de la

renseigner, de fournir leur compétence aux juges dont ils prennent le rôle d'instructeurs; ils ne sauraient donc prendre parti pour personne. S'il faut un médecin pour plaider devant eux la cause de l'un il en faut aussi un pour l'autre. C'est pourquoi un médecin délégué comme tel n'a pas sa raison d'être, il n'aura donc pas à faire acte de médecin, mais seulement de mandataire.

A la différence des arbitres qui jugent eux-mêmes, les experts se bornent à rendre compte de leur mission. Le code de procédure dit qu'ils doivent se dépouiller de tout intérêt, de toute prévention, pour préparer par leurs lumières les décisions impartiales des magistrats.

S'ils doivent soutenir leur rapport à titre de témoins à l'audience, ils ne doivent pas discuter au moment de l'expertise ; ce droit ne peut s'exercer qu'à l'audience devant les juges.

Le choix des experts peut être fait par les parties qui peuvent en désigner chacune un, le tribunal nommant le troisième. Jamais dans ce cas le médecin de la compagnie n'est accepté par le blessé, et il ne peut l'être en pratique puisqu'il a de la compagnie mandat impératif.

Le droit pour les parties d'assister à l'expertise ou de s'y faire représenter, et la nécessité de les convoquer est absolue même dans l'expertise médico-légale, parce que l'expertise doit toujours être contradictoire. La loi ne fait pas de distinction. Mais si les opérations des experts doivent être soumises au contrôle des parties, il n'en est pas moins certain que la confection du rapport doit être secrète : les experts ne le communiquent qu'à la justice en le déposant au greffe.

Le contrôle des opérations des experts se comprend très bien si la chose à expertiser est un champ à arpenter ou une carrière à cuber. Mais nous ne voyons pas les

parties assister aux expériences longues et minutieuses des experts dans leur laboratoire pour une affaire de falsification et discutant la valeur des expériences, ou même disant ce qu'elles en pensent et exerçant leur droit de récuser le rapport si elles n'ont pas suivi toutes les expériences ; dans ces cas, le tribunal apprécie si les droits des parties ont pu être lésés et en est seul juge.

Il doit en être ainsi de l'expertise médico-légale. La compagnie ou son représentant, médecin ou non, peut y assister et formuler ses observations sur le malade. Mais là se borne son droit ; fût-il médecin, il n'a pas voix délibérative. Si les experts désirent adresser certaines questions et pratiquer tel examen, en dehors des parties présentes, ils peuvent le faire, au cas où leur présence apporterait entrave à leur mission, en motivant leur conduite dans le rapport.

En fait, le médecin de la compagnie n'est jamais commis par le tribunal, souvent il dépose un rapport dans les mains de l'avocat ; mais ce rapport ne saurait qu'être un document officieux au même titre que celui fourni par la victime, dont le tribunal fera tel cas qu'il voudra.

Dans les accidents du travail où l'indemnité est peu considérable, surtout dans le cas d'assistance judiciaire un seul expert sera nommé par le tribunal, les parties acceptant en principe.

Sur l'avantage qu'il y a dans la présence du médecin d'une compagnie à l'expertise, on dit que le médecin de la compagnie sera plus habile à déjouer la simulation, qu'il aura été généralement le premier à soigner le blessé, qu'il connaît mieux que nul autre son état. Nous admettons parfaitement qu'ils sont plus aptes que personne à pré-

senter des observations utiles à la défense de leur mandant. Mais le mandat impératif qu'ils ont reçu les porte à croire *a priori* à la simulation.

S'ils ont eux-mêmes soigné le malade et qu'ils soient fautifs, ils peuvent être enclins à dénaturer ou à exagérer l'état antérieur du malade, à faire ressortir le facteur individuel et cela d'autant plus qu'ils n'ont pas prêté serment.

S'ils devaient être admis soit à l'expertise, soit aux débats il faudrait au même titre y admettre un médecin nommé par le syndicat ouvrier.

Du caractère transactionnel de la réparation

Avant d'exposer comment la loi nouvelle taxe les conséquences des accidents et la réparation, il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer qu'une justice idéale admettrait une réparation uniforme quel que fût l'individu, la même lésion entraînant la même réparation. Deux personnes étant mortes dans le même accident de chemin de fer ou atteintes de la même blessure, le responsable devrait donner aux victimes ou aux ayants-droit la même réparation. Voilà qui n'est pas douteux pour les esprits simples.

En pratique, il n'en est rien, les transactions ou les jugements font entrer une foule de considérations tirées de l'état social. Si deux blessés ou morts sont l'un voyageur et l'autre agent salarié, la jurisprudence consacre encore la même inégalité dans la réparation. Cas d'un voyageur et d'un mécanicien tués. Voyageur 25,000 francs à la famille, veuve du mécanicien 200 francs de

rente. La jurisprudence, loin de suivre la justice égalitaire, ne suit pas même l'égalité de préjudice causé par un même dommage. Un commis-voyageur tué, père de quatre enfants, et un mécanicien dans le même cas ne seront pas indemnisés de même. On peut objecter faussement le contrat du travail. Eliminons-le. Un rentier n'ayant pas besoin de travailler, pour un accident du même genre, demande 30,000 francs de dommages-intérêts ou plus, le tribunal lui accorde. Un ouvrier blessé, dans les mêmes conditions, ne sera pas indemnisé sur le taux de sa demande, mais le tribunal lui allouera une indemnité calculée sur le salaire qu'il était susceptible de gagner, diminué de la capacité de travail qui lui reste encore après l'accident. Telle est la manière de calculer des compagnies d'assurances-accidents et que les juges ont adoptée en général. Mais entre les compagnies et les assurés il y a le contrat dont les conditions sont consenties et la réparation proportionnée à la prime. Il ne s'agit pas de justice.

Bien autre devrait être la responsabilité civile telle qu'elle ressort du Code civil. Les articles 1384 et suivants ne font pas de distinction de la qualité des gens, dans les cas où la responsabilité est établie et prouvée selon la loi. Nous ne parlons pas, bien entendu, des 88 % de cas où elle ne peut l'être dans les accidents du travail, mais seulement dans les 12 % de cas prouvés. A égalité de preuve, égalité de réparation. La jurisprudence est loin de cette théorie. Un prince étranger a une jambe brisée dans un accident du chemin de fer P.-L.-M., demande 100,000 francs de dommage parce que le chirurgien lui réclame cette somme pour l'avoir soigné. La compagnie est jugée responsable,

condamnée à payer ou à peu près. Devant le même tribunal, un ouvrier a la jambe prise par une courroie, amputation de la cuisse, compagnie responsable, condamnée à payer 1,000 francs et 50 francs de rente par mois. Pour un cas analogue, suivi de mort, la famille reçoit 2,000 francs, cas que nous avons déjà cité plus haut.

Les juges peuvent trouver cette jurisprudence nécessaire. Au point de vue médical, il nous est permis de la répudier, et nous refusons toute possibilité de transaction logique.

Avec la nouvelle loi, le risque professionnel est admis et le fardeau de la preuve enlevé à la victime, dès lors les 88 % de cas dont la preuve ne pouvait être faite vont pouvoir être indemnisés sauf le cas de faute lourde, ou intentionnelle, mais qui est plutôt théorique, car on ne sait pas d'exemple d'ouvrier se donnant la mort pour laisser une pension à sa veuve, disent les avocats de la cause ouvrière. Dans ces conditions, en raison de l'état d'infériorité des 88 %, nous abandonnons de bon gré les 12 % de cas où une réparation à l'infini, c'est-à-dire pleine et entière, nous était due par le code, sinon toujours donnée. Une transaction désormais est possible. Nous l'acceptons cette fois sur la base du salaire en retour de l'exonération de la preuve. Mais il ne faut pas prendre cette base comme de droit strict, le droit strict c'est la réparation absolue et uniforme pour tous à charge de preuve.

Quant à l'exonération de la preuve, elle constitue un avantage que nous reconnaissons sans doute, mais il faut l'apprécier à sa juste valeur. Autrefois et souvent encore aujourd'hui, l'ouvrier blessé ne peut faire la preuve.

parce qu'elle est impossible, parce qu'il s'écoule longtemps entre l'accident et le jugement, que les preuves ont disparu, que les camarades ne veulent pas déposer par crainte, enfin que, privé de son salaire au moment où il en a le plus besoin, il ne peut faire l'avance des frais et organiser sa défense.

Mais aujourd'hui les syndicats régulièrement organisés prennent en main l'affaire, font l'avance des frais, ont un avocat conseil, entretiennent et font soigner le blessé.

Enfin, dans les mines par exemple, les délégués mineurs font enquête ; dans l'industrie l'inspecteur du travail peut la faire.

Par tous ces moyens, plus ou moins bien organisés à l'heure actuelle mais qui sont susceptibles d'un fonctionnement parfait, la responsabilité du chef d'industrie pourrait parfaitement être établie dans bien des cas où elle ne l'est pas aujourd'hui pour des raisons extrinsèques que nous avons énumérées.

Les accidents de force majeure sont de moins en moins nombreux, on en trouve chaque jour les raisons à mesure que la science avance, ils sont toujours produits par des fautes que l'industrie aurait pu éviter avec des procédés plus parfaits ou des précautions plus éclairées.

La Société des industriels montre par ses statistiques que sur 90 accidents déclarés dans le département de la Seine en 1891, 49, soit 54 %, auraient pu être évités en prenant les précautions indiquées par la Société.

Beaucoup de ces cas étaient réputés autrefois de force majeure ou accidentels et ne le sont plus.

Une surveillance et des précautions mieux entendues par le patron, d'autant plus que les tribunaux ont une

tendance marquée à le rendre de plus en plus responsable du manque de surveillance et de précaution, à mesure que les mesures préventives deviendront plus complètes, en restreindront encore le nombre.

Pour toutes ces raisons, le nombre des accidents dus à la faute entière de l'ouvrier sans faute du patron devient de plus en plus rare devant les tribunaux. Et il y a lieu de se demander s'il y a réellement bénéfice à accepter la transaction, surtout pour l'avenir.

Il n'est pas douteux que cette argumentation des avocats de la cause ouvrière ne soit fort logique et d'accord avec les faits. Il suffit de suivre les procédures à cet égard pour s'en convaincre.

Simulation

Au point de vue des faits que l'on peut avoir à considérer en pratique on trouve :

- 1° Simulation totale sans substratum ;
- 2° Exagération d'un état réel ;
- 3° Attribution à un traumatisme réel d'une maladie réelle mais étrangère ;
- 4° Traumatisme réel, maladie réelle consécutive aggravée par défaut de soin ;
- 5° Traumatismes causes de localisation diathésique, tuberculose, cancers, gommes, épidydimites, tumeurs ;
- 6° Etat constitutionnel aggravant un traumatisme, diabète, albuminurie, cachexie ;
- 7° Tous les cas pouvant rentrer dans l'hystéro-traumatisme.

Chacun de ces ordres de faits nécessiterait un long

exposé que nous ne voulons pas entreprendre, il a déjà été fait du reste dans plusieurs travaux spéciaux à l'armée, aux compagnies d'assurances et de chemins de fer.

Nous dirons seulement qu'à part l'hystéro-traumatisme il n'y a guère de simulation capable de tromper l'expert. M. Lacassagne insiste sur l'énorme difficulté qu'il y a pour résister à un examen sérieux et répété.

Les difficultés que crée la loi actuelle contribuent beaucoup à la simulation.

L'ouvrier certain que s'il vient à manquer sa famille ne sera pas réduite à la misère serait certainement moins porté à exagérer son état quoi qu'en disent certains critiques de la loi allemande.

L'incertitude de la réparation est pour nous le facteur principal de la simulation et surtout de l'exagération.

Nous dirons plus, c'est que cette incertitude contribue souvent à l'aggravation réelle du mal et retarde la guérison.

Assurément on peut nous citer les cas d'hystéro-traumatisme où des malades plus au moins simulateurs ont été miraculeusement guéris le lendemain du gain de leur procès. Ce n'est pas les cas d'hystéro-traumatisme que nous visons, mais des cas beaucoup plus simples.

Nous affirmons que les conséquences d'accidents sont éminemment variables et hors les cas de mort immédiate, nous prétendons qu'il est impossible de dire *a priori*, avec quelque certitude, ce qui arrivera dans un cas même de moyenne importance.

Ce qui rend le certificat médical joint à la déclaration de l'accident absolument illusoire au point de vue de la prévision des suites, et nous engagera toujours à nous

borner à la simple constatation du fait, car les blessures telles qu'elles existent au moment de l'accident ne se prêtent pas aux règles d'une définition utile.

Ce n'est qu'après l'issue du traitement chirurgical complet qu'on peut qualifier avec quelque exactitude le préjudice qui en découle, il faut donc toujours se garder d'émettre un avis prématuré.

La comparaison entre l'état fonctionnel éloigné après une blessure et l'état physiologique est le seul moyen de se faire une opinion sur la véracité des allégations avancées par le blessé. Il est de toute évidence que l'expert ne doit pas s'en tenir aux dires du blessé, naturellement porté à exagérer la gravité de son état même involontairement. Le cas n'est pas rare des exagérants de bonne foi, nous dirons même qu'à notre sens il est la règle.

Sans doute on a vu des cas de blessés foncièrement courageux qui ne veulent pas interrompre leur travail, ces cas se voient parfois à l'armée, soit bravoure soit insouciance. On le voit souvent aussi dans la pratique civile, un ouvrier chargé de famille veut souvent passer outre à une lésion légère pouvant occasionner des suites graves qu'il ignore ou sur lesquelles il peut se faire illusion.

Il suffit d'avoir assisté aux consultations gratuites des hôpitaux pour voir des malades gravement atteints refuser d'entrer à l'hôpital parce qu'ils ne veulent pas quitter leur travail, parce qu'ils ont des charges de famille, les motifs qu'ils invoquent sont souvent à leur honneur.

Ayant eu l'occasion de soigner un ouvrier ajusteur qui avait eu quatre doigts de la main gauche amputés à la troisième phalange dans un accident d'usine dont le chef d'industrie était responsable, nous l'avons trouvé deux

jours après l'accident absent de son domicile et occupé à son atelier à nettoyer au pétrole des pièces de machine, avec un pansement souillé et imprégné d'huile. Comme nous lui expliquions le danger des complications auxquelles il exposait ses plaies, il nous répondit qu'il ignorait la possibilité d'un tel fait, mais que son patron lui payant sa journée d'ajusteur comme s'il eût travaillé, il voulait du moins s'employer à faire quelque travail utile. Ce cas nous semble bon à opposer à ceux qui veulent prétendre que tous les blessés ne cherchent qu'à exploiter la situation et à se faire des rentes d'une blessure.

La généralisation est injurieuse et certainement fausse.

S'il fallait établir une comparaison entre les blessés de chemin de fer et les blessés d'accidents du travail nous dirions que la simulation est toujours moindre dans les accidents du travail, la simulation absolue y est presque inconnue, il est facile de comprendre que des ouvriers peu instruits, peu fortunés, soient peu enclins à tenter une action en dommage-intérêt contre un chef d'industrie ou une compagnie disposant de moyens plus efficaces pour défendre leur cause et déjouer la simulation. Si les cas d'exagération sont nombreux nous n'avons pas trouvé dans les auteurs de cas de simulation absolue avéré.

Quant à l'exagération elle est presque la règle et il ne peut en être autrement. Un blessé ouvrier qui n'a que son salaire quotidien pour subvenir aux besoins de sa famille conçoit des craintes très légitimes sur la probabilité de sa guérison, une longue période de souffrance, la misère des siens et la perspective d'une situation qui ne peut faire que s'aggraver encore, contribue pour beaucoup à lui faire exagérer son état au moral et au physique.

CHAPITRE IX

Affaire Leblanc. — Consécration du risque professionnel. — Maladie.

Affaire Leblanc, scories. — Dans les cas de maladies épidémiques pouvant être provoquées par une industrie dangereuse, la discussion est très délicate pour obtenir la délimitation de la responsabilité du chef d'industrie.

Elle a été niée par M. Brouardel, dans une affaire dont le retentissement a été considérable et dont l'importance est énorme parce qu'elle fixe la jurisprudence, le tribunal civil de Nantes et la Cour d'appel de Rennes ayant rejeté les conclusions de M. Brouardel et conclu à la responsabilité.

Ce jugement, qui consacre notre manière de voir et ouvre une ère nouvelle, mérite d'être exposé en détail parce qu'il est le triomphe du risque professionnel et la prise en considération officieuse en attendant l'abrogation de la législation ancienne qui exigeait la preuve de la faute du patron et la preuve de la corrélation étroite entre cette faute et l'accident.

Dans le mémoire qu'il fit paraître sur ce sujet quelque

temps après le jugement de la Cour de Rennes infirmant les conclusions de son rapport, M. Brouardel exprime nettement sa manière de voir dans les faits de ce genre, voici en quels termes il l'expose :

La question de la responsabilité des chefs d'industrie dans les accidents arrivés aux ouvriers qu'ils emploient a pris une grande importance. Depuis quelques années la loi aussi bien en France qu'à l'étranger a reconnu cette responsabilité, elle a consacré le principe et assuré la sanction.

L'ouvrier est aujourd'hui protégé contre les accidents possibles, il sait que cette protection s'étend à la famille qu'il laisserait sans ressources s'il venait à disparaître à la suite d'un de ces accidents ; il sait qu'il peut réclamer à l'heure qu'il est comme un droit ce qui autrefois ne lui était souvent accordé qu'à titre d'aumône.

En principe je ne suis pas opposé à cette responsabilité quand elle est réellement en cause. Tout homme qui a causé à autrui un dommage quelconque, fût-ce involontairement, doit une réparation de ce dommage.

Ce qui est vrai pour le cocher qui écrase un passant dans la rue, doit être vrai aussi pour le chef d'industrie par la négligence duquel un ou plusieurs ouvriers ont été blessés *ou ont contracté des maladies* que des précautions plus minutieuses ou une meilleure installation des ateliers auraient pu éviter.

C'est là en effet qu'est le nœud de la question. Pour qu'un patron puisse être déclaré responsable il faut qu'il ait encouru une responsabilité quelconque.

Si l'accident est arrivé par la faute de l'ouvrier, si les ateliers sont aménagés convenablement et si le chef d'industrie a pris les mesures nécessaires, s'il a suivi les instructions qui lui ont été données par l'autorité compétente, il n'y a certes pas lieu d'invoquer sa responsabilité.

Il ne me semble pas non plus que la responsabilité du patron puisse être mise en cause lorsque la corrélation entre le genre de travail et l'accident survenu dans le cours de ce travail ne peut être prouvée. La confusion est ici éminemment regrettable et elle peut devenir pour le patron une source de déboires et de fâcheuses difficultés.

La manière de voir de M. Brouardel montre qu'il n'admet pas le risque professionnel, il veut même l'ignorer, et s'en tenir à l'article 1384 du Code civil comme le fait M. Layet. Si la corrélation entre l'accident et la faute du patron n'est pas exactement prouvée pour chaque cas en particulier, s'il n'y a pas de sa part infraction aux règlements administratifs, pas de responsabilité.

Le cas de force majeure, l'accident fortuit non prévu par le règlement, où la faute du patron certaine en théorie ne peut être démontrée en fait, n'entraînent pas de responsabilité, par conséquent, restent à la charge du travail.

Pourtant il dit admettre la réparation d'un dommage causé, même involontairement. Le risque professionnel pour nous n'est pas autre chose que l'expression de ce dommage involontaire, causé soit par l'ignorance du danger, résultant de l'insuffisance des règlements, soit par le cas fortuit. Hors ces cas, nous ne voyons pas où l'on peut causer un dommage involontaire : culpabilité involontaire et risque professionnel sont synonymes.

Si l'on vient à démontrer cette culpabilité involontaire comme le tribunal civil de Nantes et après lui la Cour de Rennes l'ont nettement établie dans leurs attendus, la théorie du risque professionnel triomphe devant les tribunaux avant même que la loi ne l'ait définitivement formulée par le Parlement.

Quant à la portée sociale de ces conflits, M. Brouardel ne la considère qu'au point de vue des inconvénients qu'il peut en résulter pour le chef d'industrie. Un autre point qui reste dans l'ombre dans ce procès et que nous voulons faire ressortir, c'est la durée des débats et surtout la len-

teur de la réparation. L'accident étant arrivé en mai 1888, l'action intentée en juillet, l'affaire vient en janvier 1889; insuffisance d'information, expert nommé, dépose rapport en juin; insuffisance d'information encore déclarée, nouveau rapport déposé, avril 1890; plaidoirie, 6 juillet 1891, condamnation de Leblanc, appel, condamnation le 25 avril 1892, réparation quatre ans après l'accident.

Par la lecture des détails on pourra du reste se rendre compte de la justesse de nos remarques.

Voici l'historique des faits qui ont donné lieu au procès. L'usine Leblanc à Nantes, depuis 1887, pratique la pulvérisation, la trituration et la mise en sac de la scorie phosphatique ou scorie Thomas, déchet métallurgique produit de la déphosphoration de l'acier Bessemer que l'agriculture emploie comme engrais. Cette industrie nouvelle a été introduite en France en 1886. Elle n'était pas classée comme industrie insalubre ni même comme industrie à poussières.

Aujourd'hui la scorie Thomas étudiée au microscope dans un travail très intéressant, le D^r Migerka, directeur du musée d'hygiène professionnelle de Vienne, montre qu'il faut la placer comme nocivité tout de suite après les poussières de verre. On y voit de petites lamelles coupantes comme celles des poussières de verre et des corpuscules ferreux et aciéreux entraînés par le jet de vapeur qui produit la déphosphoration.

Les poussières les plus nuisibles sont celles qui en raison de leurs formes irrégulières et de leur dureté sont susceptibles d'adhérer à la muqueuse et de l'excorier d'autant mieux quelles sont insolubles.

Les poussières de fer et de pierre dure sont les plus nuisibles, la mortalité effrayante des aigiseurs d'aiguilles, des polisseurs de métaux à la meule, des tailleurs de grès, de granit et de cristaux qui subissent ces deux genres de poussières en est une preuve irréfutable. L'examen microscopique de M. Périssé en a donné l'explication.

En résumé, d'après les travaux récents, on voit qu'il faut dans les poussières minérales et métalliques mettre la scorie

Thomas dans les premiers rangs de nocivité, les poussières de ciment et de chaux, qui se dégagent dans les usines de broyage très analogues aux usines de broyage de scorie, sont beaucoup moins nocives en raison de leur structure, de leurs fragments arrondis et de leur solubilité et par ce fait moins susceptibles de blesser la muqueuse respiratoire et de créer ainsi une porte d'entrée aux bacilles des maladies infectieuses.

L'usine Leblanc où on pratiquait en 1888 cette industrie consistait en broyage des scories, blutage, et brassage du mélange à la pelle avec des matières inertes et mise en sac dégageant une quantité considérable de ces poussières, surtout dans les greniers où se pratiquait les brassées, travail particulièrement dangereux. Sur cent ouvriers employés dans cette usine du 20 mai au 30 juin 1888 une quarantaine seulement étaient exposés aux poussières, treize de ceux qui étaient le plus exposés et qui pour la plupart étaient des ouvriers non habitués à ce travail, pris de renfort au moment le plus actif de la saison et mis comme derniers venus au travail le plus pénible, furent atteints de pneumonie, dix moururent dans l'espace de six semaines. Ces pneumonies, d'allures si graves, étaient-elles dues à la cause professionnelle, qui venait directement à l'esprit, ou seulement à une influence épidémique.

Le Dr Chartier, médecin de l'Hôtel-Dieu de Nantes, présenta un excellent rapport au nom de la commission du Conseil d'hygiène de la Loire-Inférieure. Après avoir soigné les pneumoniques dans son service et inspecté la fabrique il conclut que parmi les causes diverses à invoquer, constitution médicale du moment, germe spécifique, il y avait à tenir compte des mauvaises dispositions industrielles prises dans cette usine, mal aérée et encombrée d'un nuage de poussière, dans les ateliers de pulvérisation, de blutage et de brassage où ces ouvriers étaient employés spécialement, qu'enfin ces poussières étaient chargées de particules dures de fer et de chaux, il conclut à la nécessité de l'installation d'appareils plus perfectionnés, à la fermeture de l'usine qui fut ordonnée administrativement en fin juin. Là se bornait le rôle du Conseil d'hygiène. M. le Dr Ollive, médecin de l'Hôtel-Dieu, fit paraître dans la *Gazette médicale* de Nantes une étude sur cette épidémie mais sans vouloir chercher à établir la relation avec le travail

auquel se livraient les ouvriers de l'usine. Il devint cependant nécessaire de préciser si ce genre de travail comportait un danger direct.

La veuve d'un ouvrier intenta à M. Leblanc une action en dommages-intérêts, exemple qui fut immédiatement suivi par les ayants-droits des autres ouvriers décédés.

Le tribunal civil de Nantes, par jugement du 8 janvier 1889, commis MM. Laënnec, Audouard et Ollive, professeurs à l'Ecole de médecine de Nantes, comme experts à l'effet de rechercher et dire la part de responsabilité qui devait être attribuée à Leblanc.

Le rapport de ces experts déposé le 20 juin 1889 ne reconnut aucune action spéciale à la poussière des scories dans le développement de ces pneumonies. Arguant d'une épidémie qui aurait sévi à la même époque à Nantes sans cependant présenter la même sévérité.

Chargés de dire si toutes les précautions avaient été prises dans l'usine Leblanc pour éviter tout danger, ils répondent que l'industrie du brassage des scories n'était pas réputée directement nuisible au dire de la loi. Que l'usine n'était ni mieux ni plus mal installée qu'une autre faisant un travail similaire. Et qu'ils ne peuvent dire quelles précautions auraient dû être prises, qu'il n'y a pas lieu d'incriminer ce genre de travail et d'en faire l'agent immédiat de l'épidémie.

Cependant le tribunal de Nantes estimant que le rapport des experts ne donnait pas les éléments d'appréciation suffisants pour se prononcer en parfaite connaissance de cause, par un jugement du 11 novembre 1889 ordonna une autre expertise et commit MM. Ménier, Attimon et Adam, professeurs à l'Ecole de médecine de Nantes.

Leur rapport déposé le 15 avril 1890, concluait à la responsabilité de Leblanc, et reconnaissait à la poussière phosphatique une influence nocive réelle.

Ce rapport, très détaillé et très intéressant établit au moyen des statistiques comparatives depuis quarante ans qu'il n'y avait pas en mai-juin 1888 d'épidémies de pneumonie à Nantes en dehors de celle survenue chez Leblanc.

Que cette pneumonie était professionnelle et sans caractère infectieux particulièrement grave, puisqu'il n'y avait pas un

cas de contagion à relever de leur fait ni à l'Hôtel-Dieu où ils avaient été soignés, ni dans leurs familles, ni dans les ouvriers de la même usine non employés aux poussières.

Les ouvriers atteints étaient, d'après enquête minutieuse, tous employés aux ateliers à poussières. Le chauffeur Drouet, inutilisé par une avarie arrivée à la machine, avait été mis à l'atelier de brassage. Leborgne, habituellement employé aux courses, avait été également envoyé au brassage en raison du travail urgent. Quant à l'ouvrier Leclair qu'on avait dit mort de méningite, il était en réalité après enquête mort de pneumonie compliquée d'accidents méningitiques (1).

Des renseignements pris dans les divers pays où cette industrie s'exerce il résulterait qu'au Creusot, à Londres, à Middlesbrouk, à Munich, à Longwy et dans un grand nombre de pays cette industrie est tenue pour malsaine, que les médecins qui l'ont observée en témoignent en France et à l'étranger, qu'il ne peut y avoir de doute à cet égard.

Que les auteurs qui s'occupent de la question en particulier le Dr Jacobs à Hayanges (Lorraine), déclarent que les épidémies ont cessé depuis l'adoption du broyage en appareils clos. Ce qui est confirmé par le fait que l'usine Pillet de Nantes et l'usine Dubachel qui lui sont voisines n'ont pas eu ces accidents, parce que le concassage se fait seul à l'air libre, les autres opérations, pulvérisation, blutage et brassage, se font dans des appareils clos, tandis que l'appareil de blutage à l'air libre qui y fonctionnait autrefois a été acheté et utilisé par Leblanc. L'examen du fonctionnement de l'usine Leblanc montre qu'elle est bien plus défectueuse que toutes les autres du même genre malgré les dires des premiers experts.

Une quantité de mesures prophylactiques que le rapport

(1) M. Brouardel dans son rapport devant la Cour d'appel, se sert comme argument contre le rapport des experts précédents : 1° Que le chauffeur est mort de la même maladie que les autres sans être exposé aux poussières ; qu'un des ouvriers, Leclair, est mort de méningite sur les douze ; que les méningites ne peuvent être en rien attribuées aux poussières. Les renseignements pris après le jugement nous ont démontré que le chauffeur Drouet avait travaillé réellement aux poussières ; que la mort de Leclair par méningite n'a été attribuée ainsi que par un renseignement extra-médical contredit par le certificat du Dr Chartier.

expose auraient dû être prises à l'exemple des autres usines de France et d'étranger, qui ont vu par leur emploi les accidents pulmonaires disparaître.

En résumé industrie insalubre et poussières dangereuses.

Appareils défectueux, ventilation mauvaise. Pas de roulement dans le personnel, travail de jour et de nuit et des dimanches, ouvriers surmenés.

Conclusion. — Le décès des ouvriers doit être attribué à la négligence du sieur Leblanc mais ce qui peut contribuer à atténuer la responsabilité de cet industriel, c'est l'ignorance où il était à cette époque de la nocivité des poussières des scories phosphatiques.

L'affaire fut plaidée le 6 juillet 1891, Leblanc condamné. Les considérants du jugement sont particulièrement intéressants à notre point de vue.

Attendu qu'il résulte des rapports d'experts :

Que l'installation de l'usine Leblanc était défectueuse.

Que les conditions de travail donnant beaucoup de poussière étaient déplorables, qu'on y travaillait jour et nuit sans roulement établi mais par des heures supplémentaires que les ouvriers faisaient selon les besoins ;

Que Leblanc a négligé de prendre les précautions en usage ailleurs ;

Que cette industrie doit être reconnue insalubre et dangereuse.

Que si son ignorance peut atténuer sa responsabilité il est coupable de ne pas être renseigné ;

Attendu que le rapport Menier, Attimon, Adam, ne fait que confirmer les prévisions de la première heure formulées par le D^r Chartier au nom du Conseil d'hygiène que le rapport Laënnec, Audouard, Ollive n'est pas en contradiction avec l'étude plus approfondie faite par les derniers experts.

Que d'ailleurs si au point de vue médical et scientifique il peut être intéressant de savoir si l'inhalation des scories est la cause première et déterminante de la pneumonie ou seulement une cause adjuvante et s'il peut encore y avoir des doutes à cet égard

en l'état de la science, il suffit, au point de vue qui nous occupe, qu'elle ait été la cause de la gravité exceptionnelle de la maladie.

Pour ces motifs, le Tribunal homologue le rapport des derniers experts, condamne Leblanc à payer 2.000 francs à la veuve Leclair, ou 200 francs de rente viagère et 1.000 à chaque enfant. Le condamne en outre aux dépens.

Le même jugement étant bon pour les ayants-droits des onze autres victimes, Leblanc interjeta appel devant la Cour de Rennes.

M. Waldeck-Rousseau que Leblanc avait pris comme avocat demanda pour son client une consultation médico-légale à M. le professeur Brouardel, qui rédigea un mémoire dans lequel il concluait, de même que les premiers experts, que Leblanc n'était pas responsable des accidents, que personne ne pourrait actuellement dire par quelles mesures un établissement quelconque pourrait se mettre à l'abri d'une épidémie de pneumonie.

Ce mémoire s'appuie d'abord sur deux choses pour rejeter l'étiologie et la gravité exceptionnelle attribuées à l'industrie.

La mort par méningite de Leclair et celle du chauffeur Drouet, non exposé aux poussières, ces deux faits ont été reconnus inexacts.

M. Brouardel n'admet que comme possibilité la destruction du revêtement épithélial des bronches et la porte ouverte aux microbes de la pneumonie. Il y a au contraire des faits bien observés dans ce sens, notamment pour les bacilles de Kock ; d'ailleurs la fréquence de la tuberculose chez les aiguiseurs d'aiguilles, 70 0/0, dispense d'autre preuve.

Que si les experts ont trouvé tant de documents relativement aux accidents causés par les poussières phosphatiques c'est qu'ils ont négligé de distinguer entre les actions lentes communes à toutes les poussières connues depuis longtemps mais qui ne sauraient produire des affections aiguës comme la pneumonie.

Dans la conviction du rapporteur l'influence des scories ne

dépasse pas celle d'une cause adjuvante mais les autres experts n'en disent pas plus, seulement ce facteur adjuvant prend une valeur de plus en plus grande à mesure que la quantité de poussière augmente.

S'il n'y a pas eu d'accidents ailleurs de ce fait et même à Nantes avec les mêmes scories cédées à un industriel par Leblanc après la fermeture de ses usines, c'est que la mouture ne se faisait pas dans des conditions aussi défectueuses.

Elle a pour cause un microorganisme *qui dans des conditions mal déterminées* encore, dit-il, donnent naissance à de véritables épidémies.

Mais *ces conditions mal déterminées* ne sont-elles pas dans le cas actuel, les poussières incriminées ? M. Brouardel conclut en disant que cette origine n'est pas actuellement établie et que dans l'appréciation de cette hypothèse il y aurait encore à tenir compte des habitudes des ouvriers et de leur santé antérieure.

La Cour de Rennes dans son audience du 25 avril 1892, adoptant les motifs des premiers juges, confirme le jugement, déboute l'appelant de ses conclusions, condamne à l'amende et aux dépens. Un des considérants vise directement la consultation médico-légale apportée par M. Waldeck-Rousseau, avocat de Leblanc.

Que si l'éminent docteur Brouardel émet l'avis que la pneumonie aiguë est engendrée par un microorganisme appelé pneumocoque, auquel ne peuvent, d'après lui, donner naissance les industries à poussières, il faut noter tout d'abord que ce mémoire bien qu'émanant d'un des princes de la science ne peut constituer au procès qu'un document officieux et en outre que cette opinion n'est pas celle des experts commis par la justice, d'après lesquelles la pneumonie peut être due à une cause inflammatoire.

Considérant que dût-on même admettre l'hypothèse microbienne exclusive dans ce cas, soit que les poussières ouvrent la porte au bacille comme il est dit au rapport Laënnec-Audouard-Ollive, soit qu'elles aient seulement pour effet de faciliter le déve-

loppement du bacille préexistant dans l'organisme, ce que ne nie pas le D^r Brouardel lui-même, il n'en est pas moins vrai que dans le premier cas *elles y auront fait entrer le germe du mal, dans l'autre, en lui fournissant un milieu favorable elles en auront provoqué l'épanouissement et précipité la catastrophe qui s'en est suivie.*

Voilà le cas tranché au point de vue scientifique, avec une rigueur et une connaissance des faits parfaites à tous égards.

Quant à la question de droit, la Cour n'est pas moins explicite dans sa manière d'interpréter l'article 1384.

Considérant qu'on ne répond pas uniquement du préjudice dont on est l'auteur immédiat mais encore du mal dont sans en être la cause première on a par sa faute aggravé les conséquences;

Que si parmi les victimes il s'en était trouvé qui eussent des prédispositions à la pneumonie, cette circonstance ne serait point de nature à faire disparaître la responsabilité de Leblanc; mais seulement à l'atténuer dans une certaine mesure.

Au point de vue du risque professionnel que M. Waldeck-Rousseau, avocat du défendeur, reprochait au Tribunal de Nantes d'avoir admis, bien qu'il ne fût pas dans la loi (1), la Cour répond :

Attendu que la décision attaquée par le défendeur n'a point pour conséquence de faire peser sur le patron, comme on le prétend, la responsabilité des risques professionnels auxquels l'ouvrier est exposé, mais se base sur le défaut de soins et de précautions hygiéniques...

Qu'on ne reproche point à Leblanc d'une façon générale l'exercice d'une industrie insalubre mais l'oubli des soins et précautions que devait lui suggérer la prudence (2) afin d'en atténuer la nocivité le plus possible.

(1) On s'explique cette argumentation, si l'on se souvient que la loi du risque professionnel était en discussion devant la Chambre et que Waldeck-Rousseau était en tête des adversaires qu'elle a rencontrés.

(2) Le Conseil d'hygiène ne s'était pas encore prononcé.

Qu'il ne saurait d'ailleurs être question de risques professionnels en ce qui concerne des ouvriers de hasard (4), de simples manœuvres ou journaliers recrutés accidentellement comme ceux qui complètent le personnel de l'usine Leblanc, pendant les mois de mai et juin.

Qu'on s'explique que ces ouvriers de passage non habitués aux poussières phosphatiques aient été plus vite atteints que les ouvriers accoutumés de l'usine, d'autant plus que la fabrication était plus active à ce moment et la quantité de poussière plus considérable (2).

Qu'à cette époque les appareils fonctionnant nuit et jour, les ouvriers étaient soumis à un travail supplémentaire, qu'il est à remarquer que c'est précisément à l'occasion de ce travail supplémentaire que se sont développés les accidents (3).

Que les procédés de travail étaient moins perfectionnés que ceux de l'usine voisine Dubochet.

Que tout fait présumer dans cette pneumonie une cause locale exclusive et non un caractère épidémique, puisque l'absence de contamination a été complète en dehors de l'usine ; aucun cas consécutif n'ayant été relevé par le fait des malades, soit à l'hôpital soit dans leur famille.

M. Layet, qui cite dans son livre ce jugement, en fait une confirmation de sa théorie tendant à nier le risque professionnel.

Il dit que les juges, dans leurs considérants, ont pris un soin tout particulier de ne pas viser le risque professionnel, c'est-à-dire le fait même de l'exercice d'une industrie insalubre, mais seulement la négligence du patron dans les précautions destinées à en atténuer le plus possible la nocivité : cette restriction des juges est vraie.

Mais en fait, ces précautions qu'on lui reproche de

(4) Il n'admet pas que le risque professionnel tient au travail et non au travailleur.

(2) Il s'expliquerait ainsi le caractère aigu que Brouardel nie à l'influence des poussières.

(3) Admission du surmenage comme cause de responsabilité.

n'avoir pas prises, il les ignorait, puisque le Conseil d'hygiène n'a été saisi de l'affaire que consécutivement aux accidents pneumoniques survenus en mai 1888, et a nommé une commission d'enquête dont le docteur Chartier ne déposa le rapport qu'en fin juin. De plus, il s'agissait d'une industrie nouvelle dont on ignorait les conséquences, qui n'était exercée que depuis deux ans en France, que rien n'avait été prévu à son sujet par le Conseil d'hygiène, qu'elle n'était pas classée comme insalubre sur la liste et qu'elle n'y figure même pas aujourd'hui. Que le rapport des premiers experts, celui de M. Ollive, dit que l'industrie n'était pas reconnue directement nuisible, que l'usine n'était ni mieux ni plus mal installée qu'une autre du même genre à l'époque ; que, du reste, les experts ne peuvent dire quelles précautions auraient dû être prises.

Le rapport des seconds experts, fait deux ans après les accidents, critique l'installation de l'usine Leblanc en 1888, mais reconnaît qu'elle a été améliorée sur les observations du Conseil d'hygiène auxquelles il a été déféré sans retard.

A son tour, M. Brouardel conclut que Leblanc n'est pas responsable parce que personne actuellement ne peut dire par quelles mesures dans un établissement quelconque on pourrait se mettre à l'abri d'une épidémie de pneumonie.

Enfin, nous ajouterons que sur la liste des établissements insalubres, publiée en 1894, cette industrie n'est pas encore portée.

Dans ces conditions, le tribunal, quoiqu'il s'en défende, a jugé sur le risque professionnel et non sur un délit formel, car aucun ne peut être légitimement relevé.

CHAPITRE X

Statistiques des divers pays. — Mortalité par profession. — Enseignement tiré des statistiques.

Une statistique utile devrait d'après M. Layet comprendre :

1. Le chiffre proportionnel des accidents de machine par rapport à un nombre déterminé d'ouvriers dans chaque industrie où ils sont possibles.
2. Le chiffre proportionnel par rapport aux machines qui les causent.
3. Le chiffre proportionnel par rapport au sexe et à l'âge.
4. Le chiffre proportionnel au divers groupe d'ouvriers travaillant dans une même usine mais à des travaux différents.
5. Le chiffre proportionnel aux diverses parties du corps atteintes, la gravité des blessures selon les mécanismes et les industries.
6. Le chiffre proportionnel suivant l'absence de précautions, de dispositifs, imprudences, maladresses, inexpériences des ouvriers.

Les statistiques ne sont généralement pas concordantes avec ce plan. Cheysson, au Congrès de 1889, demandait d'abord la définition de l'accident. Les statistiques dres-

sées par le ministère de la justice ne donnent que peu de renseignements qui ne peuvent, du reste, servir de base. On y trouve le nombre et les circonstances de toutes les morts violentes.

Si l'on défalque toutes celles qui viennent de la faim, du froid, fatigue, alcoolisme, armes à feu, meurtres, suicides, homicides, etc., on trouve un reliquat de 9.000 morts classées comme de causes diverses ou de causes inconnues, dans lequel sont englobés les accidents du travail. La même recherche sur les documents italiens donne le chiffre de 8.800.

Le nombre de morts réellement constaté en Allemagne est de 3.500.

En France, par comparaison, il doit être de 3.150.

Le service de statistique n'a été organisé en France qu'en 1893. Il ne fonctionne pas encore complètement et ne sera complet que quand la déclaration des accidents se fera comme le veut la loi.

En 1893	il a été déclaré	3.674 accidents.
En 1894	—	45.083 —
En 1895	—	plus du double.

En dehors de l'industrie des mines, de l'agriculture et des forêts et de la navigation, ce chiffre qui donnerait 6 victimes par 1.000 ouvriers est bien loin de la réalité puisque les statistiques allemandes sur les mêmes données accusent pour 1893, le chiffre de 35 accidents.

On peut prévoir que les accidents seront moins nombreux qu'en Allemagne en raison des mesures préventives prises par l'initiative privée.

Le dénombrement de 1891 réparti comme il suit la population ouvrière en France pour l'industrie :

Patrons grands et petits.	4.021.659
Employés	207.222
Ouvriers	3.349.247
Total.	4.548.098

Si nous prenons le chiffre de 4.500.000 pour déduire tous les chefs d'industrie importante, non exposés par eux-mêmes aux accidents, la proportionnalité allemande donnerait :

Accidents déclarés	35.23 0/0. . .	158.535
Morts	0.70 . . .	3.450
Incapacités totales permanentes. . .	0.26 . . .	1.170
Incapacités partielles permanentes. .	3.82 . . .	17.190
Incapacités temporaires graves. . .	4.25 . . .	5.625
supérieures à 13 semaines.		
Incapacités temporaires légères. . .	29.20 . . .	131.400
moindres de 13 semaines.		

ALLEMAGNE

*Résultats de 1886 à 1893 pour les seuls accidents industriels
calculés par 1000 assurés*

Années	Accidents déclarés	Indemnisés	Morts	Incapacité permanente totale	Incapacité permanente partielle	Incapacité temporaire
1886	27.37	2.89	0.71	0.46	1.13	0.59
1887	27.42	4.14	0.77	0.73	2.10	0.54
1888	28.04	4.35	0.68	0.44	2.38	0.95
1889	29.42	4.71	0.71	0.49	2.70	0.81
1890	30.28	5.36	0.73	0.38	3.27	0.98
1891	31.94	5.55	0.71	0.31	3.43	1.10
1892	32.49	5.64	0.65	0.30	3.55	1.14
1893	35.23	6.03	0.70	0.26	3.82	1.25

Les accidents agricoles ou forestiers ne sont assurés que par les nouvelles lois allemandes.

Résultats statistiques de 1891

• ALLEMAGNE

Exploitations	Assurés	Accidents déclarés	Indemnisés
4.777.000	12.508.000	44.964	19.918
Moyenne par 1000 assurés		3,6/1000	1,6/1000

Morts	Incapacités permanentes	Perman. particulières	Temporaires
2.236	685	9108	7.889
4 0/0 du total	3 0/0 du total	46 0/0	40 0/0

19.918 accidents graves	Blessures, foulures, fractures	Brûlures	Asphixie Submersion Insolation Congélation
	19.545	75	298
	28 0/0 du total	0,4 0/0	1,6 0/0

CAUSES MATÉRIELLES

Accidents de machines.	2.783	14 0/0
Explosion de chaudières	304	1 0/0
Explosifs, combustibles, corrosifs, éboulements, chutes, fardeaux .	8.127	41 0/0
Conduite de voitures, animaux . .	6.351	32 0/0
Outils et causes diverses	2.353	12 0/0

Des statistiques allemandes portant sur dix années d'expérience, les conclusions suivantes peuvent être formulées :

Le danger réel des industries est resté sensiblement le même ainsi qu'il résulte des cas de mort.

L'accroissement annuel du nombre des accidents déclarés semble s'expliquer par le soin apporté à faire toutes les déclarations, en raison des peines édictées contre les omissions plutôt que par un accroissement des risques professionnels.

Les accidents entraînant incapacité totale ou partielle permanente sont sujets à discussion, rien d'étonnant à ce que leur nombre varie.

Les incapacités permanentes totales diminuent par suite de l'interprétation de plus en plus stricte.

Les incapacités permanentes partielles ont augmenté parce que peu d'accidents s'en vont sans laisser de traces. A mesure que les ouvriers ont mieux connu la loi et les avantages qu'ils peuvent en retirer, ils ont rattaché à des traumatismes accidentels les pertes de force ou d'habileté auxquelles ils se seraient résignés autrefois sans y porter d'attention.

Les incapacités temporaires ont augmenté pour les mêmes raisons, les médecins sont aussi plus portés à les faire bénéficier de la loi pendant plus longtemps.

Il n'est pas vrai de dire que le système multiplie les accidents.

Pour l'année 1893, les chiffres bruts des accidents industriels abstraction faite des accidents agricoles et forestiers.

Assurés industriels	5.468.973
Accidents déclarés	35.23 0/0 . 482.420
Accidents indemnisés.	6.03 0/0 . 34.474

Temporaires, non indemnisés, ressortant à la		
caisse des maladies	29.20 0/0 .	150.949
Morts	0.70 0/0 .	3.589
Incapacité permanente absolue . . .	0.26 0/0 .	1.377
Incapacité permanente partielle . . .	3.82 0/0 .	19.740
Temporaire de plus de 13 semaines. .	1.25 0/0 .	6.445

Pour montrer la concordance des statistiques allemandes avec ce qui se passe en France, nous comparons deux industries semblables : celle des forges, hauts-fourneaux et grandes constructions métalliques dont les documents depuis 1891 sont fournis par la Société des Forges de France. Ses moyennes sont même un peu plus fortes que les moyennes allemandes de la même industrie, parce que cette société n'assure que les grands ateliers métallurgiques, tandis que l'allemande [portant sur l'ensemble les petits ateliers donnent moins d'accidents, par contre, elle compte les accidents insignifiants qui sont négligés en France.

Années	Assurés	Accidents indemnisés	Morts	Incapacité totale permanente	Incapacité partielle permanente	Incapacité temporaire plus de 90 jours
1891	41 000	113	20	1	73	19
1892	51.000	353	45	38	203	66
1893	55.000	359	30	41	268	50
1894	56.000	381	41	18	269	58
<i>Moyenne totale :</i>						
	50.000	301	34	245	203	48
<i>Moyenne pour 1000 employés pour 1893. En France</i>						
	55.000	7.20	0.55	0.76	4.96	0.93
<i>Moyenne pour 1000 employés en 1893. En Allemagne</i>						
	2.495.411	5.89	0.51	0.41	3.99	0.98

SOCIÉTÉ DES FORGES DE FRANCE

Assurés	Accidents indemnisés	Morts	Perm. T.	Perm. par.	Temporaires de plus de 90 jours
56.000	381	41	68	269	58
		10 ‰	5 ‰	71 ‰	14 ‰
Par 1.000 plus fort que les Allemands parce que ne comprend que la grande industrie.					
1892	6 88	0 88	0 74	3 87	1 29
1893	7 20	0 75	0 76	4 96	1 93
1894	6 81	0 73	0 32	4 82	1 94

STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE POUR L'ANNÉE 1892
EN FRANCE

Nature	Ouvriers du fond	Tués	Ouvriers du jour	Tués	Ensemble	Moyenne par 10.000
Mines de char- bon	94.994	112	38.199	15	127	9 5
Minéraux. . . .	9.274	18	4.175	1	19	14 1
Total	104.266	130	42.374	16	146	11/1000

COMPARATIF AVEC LES AUTRES PAYS

Pays	1892 Moyenne de morts pour 10.000	Périodes antérieures	
France . . .	11	17.	La moyenne en France est exceptionnelle en 1892 par suite d'absence d'explosion de grisou. Pour la période décennale antérieure, le grisou donne un maximum de 20 morts, pour 10.000 un minimum de 6.7. Le reste provient des éboulements dans la proportion de 1/2 dans le charbon. de 3/4 dans les autres mines.
Allemagne .	19.5	22.	
Autriche . .	23.1	20.	
Belgique . .	28.4	18.	
Angleterre .	»	19.	

CHEMIN DE FER EN 1893 EN FRANCE

TUÉS	Exploita- tion	Impru- dence	Autres causes	Total
Voyageurs.	»	65	2	67
Agents.	10	236	35	281
Autres	»	237	13	250
Total.	10	528	50	598
BLESSÉS				
Voyageurs.	254	94	35	386
Agents	142	521	235	898
Autres	13	79	41	133
Total.	409	697	311	1417
ACCIDENTS EN TOUT. .	419	1235	361	2015

FRANCE

Journal officiel, 6 décembre 1894, accidents d'appareils à vapeur 1893.

	Accidents	Mort	Incapacité de travail
1883	»	40	62
1893.	37	27	35
1883 1892	33	29	25
1892	32	14	16

AUTRICHE

Année	Nombre d'assurés	Accidents indemnisés	Morts	Incap. p. totale	Incap. p. partielle	Incapacité partielle temporaire
1891	1.370.000	8.784	565	105	2.046	6 068
moyenne			6.5 ‰	1 ‰	23 ‰	49 ‰
1892	1.381.000	9.422	574	120	2.410	6.318
			6.1	1.3 ‰	25.5 ‰	67.1 ‰
1891	Total 8.784		Industrie 8.377 8.8 ‰		Agriculture 407 0.1 ‰	
1892	9.422		9.029 9 ‰		393 0.1 ‰	
1890			7.2 ‰		0.1 ‰	

SUISSE

Accidents déclarés en 1891-1892, dans les usines soumises à l'inspection.

1891	6,762	34 morts
1892	7,449	31 »

Population occupée	Accidents déclarés pour 1000 occupés	Morts pour 1000
1891 182.652	37,01	0,19
1892 188.183	34,64	0,17

Le nombre des accidents déclarés est relativement plus élevé qu'en Allemagne.

La durée moyenne des incapacités temporaires est de vingt jours ; on manque de renseignements pour les autres.

Par 1000 ouvriers employés les différentes industries donnent en 1892.

Industrie	Accidents déclarés	Morts
Textile	13,80	0,06
Cuir, peaux	29,35	»
Alimentaires	40	0,23
Chimiques	94,42	0,55
Fabriques de papier	41,65	0,32
Bois	92,64	0,47
Métaux	108,19	0,29
Horlogerie	7,74	0,05
Poterie, verrerie, tuiles	75,86	0,82

MORTALITÉ

ACCIDENTS D'APRÈS LES GROUPES D'INDUSTRIE

Industrie	1890	1891
Profess. artistiques	0	0
Cuir	5	2
Vêtement	11	15
Produits chimiques	12	12
Extraction des métaux	13	4
Eclairage, huile, vernis	20	55
Poterie, tuilerie	35	42
Industrie du papier	38	30
Imprimerie	45	43
Bâtiment	75	181
Préparation du bois et paille	79	76
Textile	105	99
Travail brut des métaux	112	112
— des aliments, boissons	174	222
Construction de machines	330	398
— de navires, voitures	463	623
Total	1.509	1.920

CONGRÈS INTERNATIONAL D'HYGIÈNE DE LONDRES 1859

La mortalité des ecclésiastique étant la plus faible se prend comme base.

M. Ogle W., de Londres, tableaux statistiques d'hygiène et de mortalité.

Ecclésiastiques	100	Commerçants	158
Jardiniers	108	Drapiers	159
Fermiers	114	Mineurs	160
Laboureurs	126	Cordonniers	166
Ouvriers papetiers	129	Commis-voyageurs	171
Epiciers	139	Boulangers	172
Pêcheurs	143	Meuniers	172
Ebénistes	148	Tapissiers	173
Hommes de loi	152	Maçons	174
Ouvriers en soie	152	Forgerons	175
Mécaniciens	155	Employés de commerce	179

Cantonniers	185	Verriers	214
Ouvriers en laine	186	Plombiers	216
Armuriers	186	Peintres	216
Tailleurs	189	Couteliers	229
Chapeliers	192	Brasseurs	245
Imprimeurs	193	Cochers	247
Ouvriers en coton	196	Marchands de vins	274
Médécins	202	Limiers	300
Carriers	202	Potiers	314
Relieurs	210	Mineurs	331
Bouchers	211	Camelots	338
		Garçons d'hôtel	395

- Causes :* 1. Travail, position vicieuse, surtout pour respiration.
» 2. Excès de travail avec grands efforts subits.
» 3. Maniement de substances nocives, plomb, mercure.
» 4. Travaux dans milieu surchauffé, local ventilé,
» 5. Excès alcooliques.
» 6. Travail avec blessures et accidents.
» 7. Inhalation de poussières.
-

CONCLUSIONS

L'expertise en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles ne diffère pas dans ses formalités et ses procédés d'investigation des autres expertises au civil. Les conclusions formulées par le docteur Guillemaud sur les accidents de chemins de fer peuvent aussi être les nôtres. Nous ferons les mêmes restrictions que lui sur la simulation et le rôle qu'il faut attribuer aux *symptômes procéduriers*.

Mais d'une façon générale nous dirons que le pronostic doit être plus réservé en raison de l'infinie variété des lésions qui sont produites par le fait du travail et dont beaucoup sont encore mal connues de la plupart des médecins-experts eux-mêmes. L'application de la nouvelle loi qui va décupler le nombre des demandes en indemnité et partant des expertises, confiées dès lors à tous les pra-

ticiens, oblige à appeler l'attention sur ce sujet et pour être au-dessus de tout soupçon d'incompétence (1).

Quel que soit le sort du projet de loi voté par la Chambre et la solution admise, l'assurance obligatoire par la caisse d'Etat ou mieux encore par une caisse syndicale de mutualité, et le risque professionnel sont désormais admis, les industriels s'y soumettent en s'assurant volontairement, les magistrats jugent comme si le Code civil les consacrait. *A fortiori* le corps médical doit-il baser son appréciation sur le risque professionnel et s'efforcer chaque jour de le mieux connaître.

Dans l'appréciation du dommage le médecin ne doit pas oublier que l'analogie avec l'accident de chemin de fer n'est pas complète, dans le premier cas la loi accorde à l'accident de chemin de fer une réparation qui n'a pour limite que l'étendue du préjudice.

Dans le second, la jurisprudence actuelle et le projet de loi n'accordent qu'une réparation partielle et jamais intégrale. Le salaire est pris comme base de transaction. En droit et en économie politique on légitime cette réparation partielle par des raisons d'ordre divers, comme : enlèvement du fardeau de la preuve; solidarité dans la faute; nécessité de ne pas accabler l'industrie; crainte du socialisme d'Etat, etc.

(1) La suspicion où le *Bulletin de la Société des industriels* tient le corps des experts médicaux n'est pas justifiée par les faits. M. Périn, avocat conseil de cette société, méconnaît le rôle du médecin expert qu'il regarde comme un document de l'avocat. Entre son métier et le nôtre il n'y a pas même une analogie lointaine. L'expert est un témoin qui dépose de la concordance des faits avec les données de la science. Il n'a pas de client à faire prévaloir. S'il y a eu des abus, c'est dans le cas où le médecin s'est laissé attribuer un mandat impératif comme avocat médical d'une compagnie d'assurances.

Mais toutes ces raisons n'ont rien de médical, la transaction doit être le rôle du juge et non celui de l'expert. Dans son rapport, il ne doit rien atténuer des faits actuels constatés, et dire toutes les conséquences que chaque cas aura, ou peut avoir, de manière à ne pas restreindre l'appréciation des juges. C'est à eux de faire la transaction légale, et non au médecin représentant d'une science qui ne peut pas transiger sans se nier elle-même.

LE DOYEN,
LORTET

Vu, bon à imprimer :

LE PRÉSIDENT DE THÈSE,
A. LACASSAGNE

LE RECTEUR,
G. COMPAYRÉ

Lyon, le 21 mars 1896.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS. — Le milieu économique facteur pathologique, légitimité de l'intervention des sciences médicales dans les questions sociales.	4
CHAPITRE I. — Les accidents du travail et le machinisme moderne. — Risque professionnel et Code civil. — Projet de loi voté par la Chambre des députés.	9
CHAPITRE II. — Opinion de certains hygiénistes contre le risque professionnel, leurs critiques sont contraires aux faits et à l'opinion générale.	23
CHAPITRE III. — La responsabilité du chef d'industrie est contractuelle, elle porte sur la maladie professionnelle comme sur l'accident.	44
CHAPITRE IV. — Aperçu de quelques arrêts de Cours qui fixent la jurisprudence.	52
CHAPITRE V. — Législations étrangères sur les accidents du travail.	65
CHAPITRE VI. — Le contre-projet Bérenger et les arguments formulés au Sénat contre le risque professionnel. . .	74
CHAPITRE VII. — La maladie professionnelle en dehors de l'accident. — Aperçu des causes.	83
CHAPITRE VIII. — De l'expertise. — Bases d'appréciation. — Publicité de l'expertise. — Du caractère transactionnel de la nouvelle loi. — Simulation. — Secret médical.	140
CHAPITRE IX. — Affaire Leblanc, consécration de la maladie professionnelle par la jurisprudence	124
CHAPITRE X. — Statistiques des divers pays, indications qu'on en peut tirer. — Mortalité.	137
CONCLUSIONS.	149

